

La question corse

■ Processus de Matignon : M. Jospin envisage de répondre aux critiques

■ M. Chevènement sonne la charge

■ A Gianuccio, les obsèques de François Santoni

■ Révélations sur son action clandestine

■ L'évêque d'Ajaccio : « Corse, que fais-tu de l'Évangile de la vie ? »

Lire page 5

► www.lemonde.fr/corse

Front national :

Le Pen fustige Chirac

■ À LA TRINITÉ-SUR-MER, devant un public réduit à quelques centaines de personnes, le leader du Front national a fait sa rentrée politique. Confirmant sa candidature à l'élection présidentielle, il a violemment critiqué Jacques Chirac, l'accusant d'être aujourd'hui le « fossoyeur de la nation ». Reprenant les thèmes qui ont fait son succès, il s'est élevé contre l'arrivée de l'euro et a dénoncé une Europe fédérale qui ne serait que la première étape de la soumission de la France à un nouvel ordre mondial. Adversaire résolu des accords de Matignon sur la Corse, il a défendu le projet d'une France centralisée et d'un Etat fort.

Lire page 6

► www.lemonde.fr/presidentielle2002

Le tunnel et les poids lourds



MICHEL CHARLET

LE MAIRE de Chamonix (Haute-Savoie), Michel Charlet (divers droite), a gagné son pari : plus de la moitié de la population de sa ville a voté, dimanche 19 août, pour dire son opposition massive à la réouverture du tunnel du Mont-Blanc aux poids lourds.

Lire page 8

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 Dh ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 200 Esc ; République centrafricaine, 200 F CFA ; République démocratique du Congo, 200 F CFA ; République tchèque, 200 Kč ; Roumanie, 10 Lei ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 821 - 7,50 F - 1,14 €

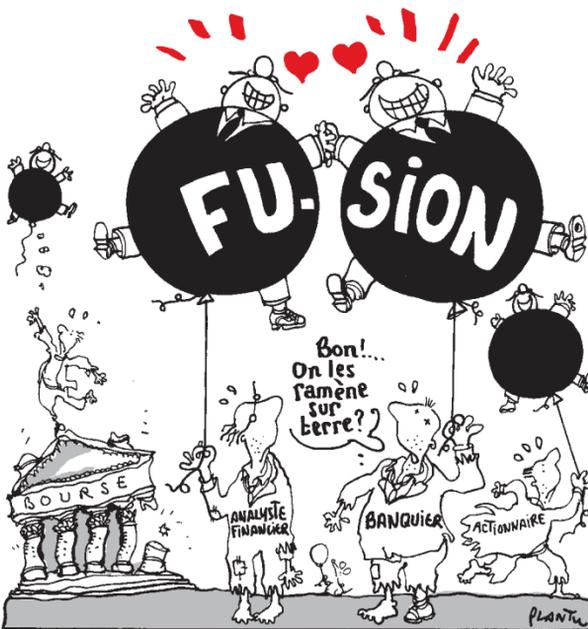


L'énorme gâchis des fusions géantes

- Notre enquête sur douze grandes fusions d'entreprises mondiales révèle un immense gaspillage
- Plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière se sont volatilisés
- Actionnaires et salariés font les frais de l'emballage des dirigeants
- Banquiers d'affaires et analystes financiers sont critiqués

L'HEURE des comptes a sonné pour les grandes fusions boursières de ces dernières années. Sur les douze grandes opérations mondiales que *Le Monde* a étudiées, ce sont plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière qui se sont évaporés. Le remboursement des dettes contractées, l'amortissement des coûts d'acquisition et la dilution du capital ont fait fondre les bénéfices par action, critère-clé de la valeur en Bourse.

Les groupes de télécommunications et de communication sont les plus lourdement sanctionnés. Malgré leurs acquisitions, ils ont vu leurs titres perdre entre un tiers et trois quarts de leur valeur boursière. Ceux qui, comme France Télécom, se sont endettés doivent rembourser au prix fort des acquisitions surpayées. Les entreprises qui ont réalisé des rachats par création d'actions ne se portent pas beaucoup mieux. L'émission massive d'actions nouvelles a réduit la part du profit qui revient à chaque actionnaire et, donc, les cours de Bourse. Dans les secteurs plus traditionnels,



comme le pétrole, la chimie ou la banque, le bilan est parfois meilleur. Mais les résultats sont rarement à la hauteur des plans de conquête initiaux. « Un plus un égalent trois », promettaient les chefs d'entreprise transformés en raiders boursiers. C'était l'arithmétique de la grande époque des fusions. Dans le meilleur des cas, un plus un a fait un et demi, parfois deux, jamais trois.

Pour les groupes les mieux armés, les rapprochements se sont néanmoins traduits par une augmentation de leur chiffre d'affaires, de leurs bénéfices, de leur valeur boursière, mais très loin des proportions promises. Victimes de ces grandes manœuvres boursières, les actionnaires, notamment aux Etats-Unis, critiquent sévèrement les analystes financiers et les banquiers d'affaires. Touchés par des restructurations, les salariés embarqués dans ces mégafusions sont tentés de demander des comptes à leurs dirigeants.

Lire page 13 et notre éditorial page 12



MUSIQUE

Björk sérénade

A trente-cinq ans, la chanteuse islandaise, Prix d'interprétation féminine à Cannes en 2000 pour *Dancer in the Dark*, a retrouvé le calme et l'intensité de la création pour son disque *Vespertine* (sortie le 28 août), variations sereines d'un retour sur soi. Björk a choisi Paris pour commencer une tournée internationale, avec orchestre symphonique, devant des audiences limitées à 2 000 personnes au Grand Rex, puis à 350 spectateurs à la Sainte-Chapelle les 23 et 25 août, à guichets fermés. p. 21

Pour satisfaire les censeurs américains, un cinéaste invente le carré rouge

À LA FIN du premier segment de *Storytelling*, le nouveau film de Todd Solondz, l'écran sera en grande partie recouvert par un carré rouge. On entendra un couple faire l'amour, mais on ne le verra pas. « Je veux que les spectateurs américains sachent qu'ils ne voient pas ce que j'ai filmé », explique le réalisateur, qui avait déjà suscité une violente polémique avec *Happiness* et son portrait de père de famille pédophile.

Cette fois encore, son film a outrepassé les bornes établies par la Motion Pictures Association of America (MPAA), l'organisme professionnel chargé du travail de censure par l'industrie du film. La séquence en question, qui montre les ébats sadomasochistes d'un professeur d'université noir et d'une étudiante blanche, a été jugée « pornographique » par les censeurs de la MPAA, ce qui impliquait l'imposition d'une cote NC 17, qui interdit non seulement l'entrée des salles aux mineurs de dix-sept ans, mais l'accès à la télévision et dans la presse aux films concernés. Par contrat, Todd Solondz était obligé de livrer un film coté R à son distributeur, New

Line, filiale du groupe AOL Time Warner. « Je n'ai pas voulu qu'il se passe la même chose que pour *Eyes Wide Shut* de Stanley Kubrick », explique Todd Solondz, joint par téléphone, à New York. Les scènes d'orgie du film posthume de Kubrick avaient été retouchées pour les marchés américains afin d'obtenir un classement R, sans que les spectateurs aient été prévenus de ces modifications. Solondz a préféré attirer le regard sur la mutilation de son film.

Selon le jeune réalisateur, les censeurs de la MPAA obéissent à des critères précis, mais tenus secrets. « La MPAA estime que, dès que l'on dépasse trois mouvements de bassin consécutifs (humping more than three times), on entre dans la pornographie. Mais il est impossible d'obtenir ce genre de spécifications avant un tournage. » Si l'on consulte le site de l'association (www.mpa.org), on constatera d'ailleurs que la cote d'un même film peut varier au fil du temps en fonction de l'ambiance politique du moment. La MPAA est aujourd'hui dans une position politique délicate. Pendant la dernière campagne présidentielle, Hollywood, qui attire traditionnellement les foudres républi-

caines, a vu ses habituels alliés démocrates mordre la main qui les nourrit et dénoncer, par la voix du candidat à la vice-présidence Joe Lieberman, la déliquescence morale des films américains. Depuis l'élection de George W. Bush, le vieux (soixante-dix-neuf ans, dont trente-cinq à la MPAA) délégué général Jack Valenti a repris son bâton de lobbyist pour convaincre le Congrès des Etats-Unis que le système des ratings que s'inflige Hollywood est plus efficace qu'une censure d'Etat.

De nombreux cinéastes et producteurs s'inquiètent de l'appauvrissement intellectuel et artistique de la production américaine. Mais la tactique de Todd Solondz ne fait pas l'unanimité. Le producteur indépendant Jeff Lipsky (Lolita, d'Adrian Lyne) l'accuse de « fayotage à l'égard des majors ». Mais Solondz n'en a cure. Il sait que son film sortira sans altération hors des Etats-Unis et espère le présenter tel quel au prochain festival de New York. Quant à la sortie commerciale américaine de *Storytelling*, elle attendra le printemps 2002.

Thomas Sotinel



SPORTS

« Schumi » pour la quatrième fois

En remportant, dimanche 19 août, le Grand Prix de Hongrie, Michael Schumacher, sur Ferrari, est devenu champion du monde de formule 1. C'est le quatrième titre mondial que s'attribue le pilote allemand. Il rejoint au palmarès le Français Alain Prost et s'approche du record de l'Argentin Juan Manuel Fangio (cinq titres). A lire dans nos pages Sports. p. 17 et 18

POINT DE VUE

L'angoisse et la paix

par Robert Badinter

ILS s'appelaient Raya, Itzhak et Hemda. Ils avaient 14 ans, 4 ans, 2 ans. Ils sont morts avec leur père Moti et leur mère Tsira. Tous les cinq ont été tués par la bombe qui a explosé dans la pizzeria Sbarro au cœur de Jérusalem, à l'heure du déjeuner. Leur grand-père, un vieux juif hollandais rescapé d'Auschwitz, était venu en Israël parce qu'il ne pouvait plus supporter de vivre en Europe. Il ne lui reste que les souvenirs et la mort comme horizon.

Une bombe n'explose pas toute seule. Il faut la main des hommes pour la fabriquer et déclencher l'explosion. A Jérusalem, le tueur portait sur lui la ceinture d'explosifs. Il s'était transformé en bombe vivante. Le suicide de l'assassin n'efface rien à l'horreur du crime. Qu'il s'anéantisse avec eux donne la mesure de son fanatisme.

J'entends la réponse : les enfants palestiniens meurent aussi. Point n'est besoin de kamikaze pour tuer. Les balles perdues et les missiles aveugles suffisent. La haute technologie n'empêchera jamais la mort de frapper au-delà de la cible. Tous les Palestiniens

se sont reconnus dans le petit garçon terrorisé, blotti contre son père, le long d'un mur à Gaza, qui va mourir frappé d'une balle perdue israélienne. Cette image-là a fait le tour du monde. Celle des corps déchiquetés de Raya, Itzhak et Hemda n'a pas connu pareille diffusion. Mais pour les Israéliens, ces enfants assassinés incarnent le malheur d'Israël.

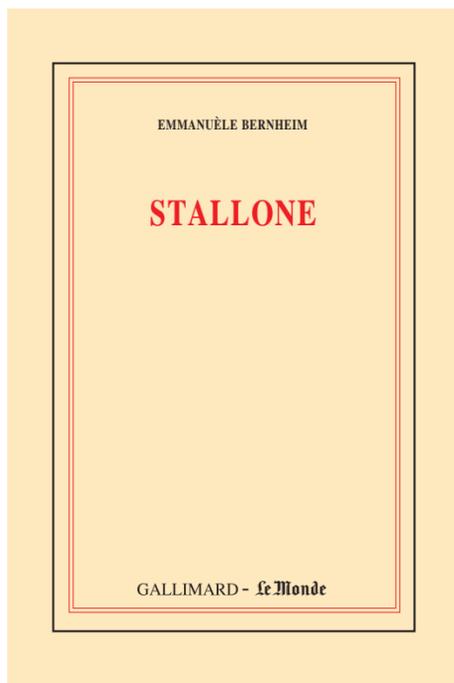
Nul ne saurait demeurer indifférent aux morts et aux souffrances du peuple palestinien. Pour ma part, je souhaite depuis longtemps qu'il connaisse une vie paisible dans un Etat indépendant. Juif du XX^e siècle ayant traversé, jeune adolescent, les ténèbres de la guerre et de l'Occupation, j'ai vu naître, au travers d'épreuves inouïes, l'Etat d'Israël. Il en va des peuples comme des humains.

Lire la suite page 12 et, page 2, notre enquête sur les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens

Robert Badinter est sénateur (PS) des Hauts-de-Seine.

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

Vendredi 24 août
avec *Le Monde* daté samedi 25 août



CHAQUE VENDREDI DATÉ SAMEDI
UNE NOUVELLE INÉDITE DE 16 PAGES



ENQUÊTE

Du Baïkal à Vladivostok

2. Les pillards de la taïga

Dans la région du Tchita, des camions de bois sillonnent la Sibérie orientale. Objectif : la Chine, premier client, qui moissonne à tout va les infinies forêts. Un marché sauvage, qui profite du chaos de l'industrie forestière russe pour multiplier les coupes illégales. p. 10

International.....	2	Entreprises.....	13
France-Société.....	5	Tableau de bord.....	14
Régions.....	8	Aujourd'hui.....	17
Immobilier, annonces.....	8	Météorologie-Jeux.....	20
Carnet.....	9	Culture.....	21
Abonnements.....	9	Guide culturel.....	22
Horizons.....	10	Radio-Télévision.....	23

PROCHE-ORIENT Le nombre de colons dans les territoires palestiniens occupés a continué d'augmenter malgré l'Intifada, mais à un rythme sensiblement plus lent que les

autres années : 2,4 % au cours du premier semestre au lieu de 7 % pour les six mois précédents. ● **CE RALENTISSEMENT** tient davantage à la raréfaction des nouveaux candi-

datés à l'installation dans les implantations qu'à un départ massif de ceux qui s'y sont installés il y a quelques temps. ● **LES COLONS** religieux affirment vouloir rester pour mieux

vivre leur foi, et certains laïcs, initialement installés là pour la qualité de la vie, ne veulent pas partir par « nationalisme ». ● **SUR LE TERRAIN**, de nouvelles violences ont fait six

morts et au moins douze blessés palestiniens, dimanche 19 août, à la veille d'un débat public du Conseil de sécurité de l'ONU sur la situation en Palestine.

Les Israéliens sont de moins en moins tentés de s'installer dans les colonies

Le soulèvement palestinien qui secoue la Cisjordanie et Gaza depuis fin septembre 2000 a ralenti le rythme d'arrivée de nouveaux venus. Mais les départs non plus ne sont pas nombreux. La population des implantations juives progresse grâce à une légère croissance démographique

JÉRUSALEM
correspondance

Les chiffres ne sont pas tous connus. Certains les donnent sans réticence, heureux de constater qu'ils sont meilleurs que les prévisions, les autres les cachent ou les falsifient. Le secret, entretenu par la majorité, concerne le nombre de familles qui partent des colonies pour s'installer en ville, à Jérusalem ou ailleurs. Pourtant, d'après nos informations, il n'y pas d'exode massif. Sur l'ensemble des colonies, le nombre des départs semble, peu ou prou, compensé par celui des arrivées. Néanmoins, comparé aux étés précédents, les nouveaux candidats ne sont pas légion. Autrement dit, c'est davantage la réduction sensible des entrées dans les colonies que le volume des sorties qui traduit l'impact de l'Intifada sur la motivation des Israéliens à s'installer dans les implantations de Cisjordanie ou de la bande de Gaza.

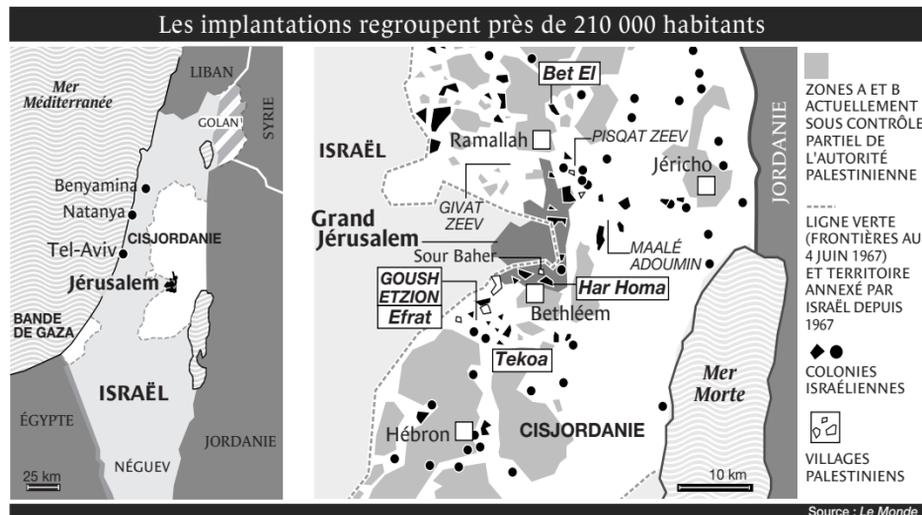
La population continue donc d'augmenter dans les colonies grâce à la croissance démogra-

Nouvelle journée de violences

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait discuter, lundi 20 août, des moyens de stabiliser la situation au Proche-Orient, après une nouvelle journée de violences qui a fait six morts et au moins douze blessés palestiniens, dans des incidents séparés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Israël a démenti sa responsabilité dans un incident au cours duquel un père et ses deux enfants ont péri. Un missile a touché la maison de ces trois victimes à Rafah, proche de la frontière avec l'Égypte. Les Palestiniens affirment que le projectile a été tiré par l'armée israélienne. Celle-ci dément, affirmant que c'est un obus de mortier tiré par les Palestiniens qui a raté sa cible et touché l'habitation.

Le chef de la diplomatie israélienne, Shimon Pérès, a affirmé son intention de discuter d'un cessez-le-feu « dans un proche avenir » avec le président Yasser Arafat. Saeb Erakat, l'un des principaux négociateurs palestiniens, a réclamé la reprise des négociations politiques – et pas seulement sécuritaires – sans conditions.

phique naturelle, mais à un rythme ralenti. Et ceux qui partent ne le font pas toujours en raison de la situation. Comme tous les ans, à la faveur des vacances scolaires, les uns déménagent parce qu'ils n'aiment pas l'endroit, les autres parce qu'ils ont changé de travail... ou bien encore, et ce n'est pas si rare, certains s'en vont à cause du



conflict, mais pour aller vivre dans une colonie plus petite, plus isolée, plus exposée encore aux dangers.

Quoi qu'il en soit, ceux qui décident de quitter la « terre biblique » de Judée-Samarie (la Cisjordanie) ou la bande de Gaza sont peu dispersés sur le sujet. Une de ces familles confie au Monde : « On en parle avec des amis, mais on ne veut pas en parler à la presse. Ça ferait du tort au pays. » Il y a même ceux qui, honteux d'avouer leur peur, mentent à leur entourage sur la raison de leur départ. « C'est étonnant ce qu'il y a comme missions à l'étranger cette année », remarque Emmanuelle, amusée.

« C'EST DANGEREUX PARTOUT »

Résidant à Efrat, à vingt minutes au sud de Jérusalem, Emmanuelle ne connaît personne qui parte, officiellement, à cause du conflit. Même son de cloche chez les responsables politiques ; la majorité se tait. Le maire d'Efrat, Etan Golan, est d'une discrétion absolue. « Je ne sais pas, je n'ai pas de chiffres », répète-t-il lorsqu'on l'interroge sur le nombre des départs ou sur celui des arrivées, voire sur tout ce qui aurait pu constituer un indice, comme la quantité d'appartements vendus ou vidés, ou bien la chute des loyers. « De toute façon, je ne suis pas inquiet. Efrat est une grande ville, donc, même s'il y a des gens qui partent, cela ne nous met pas en péril », se borne-t-il à dire.

Lorsque, au printemps, Shaul Goldstein, directeur régional du Gush Etzion – un ensemble de colonies –, où se trouve Efrat, a publiquement abordé le problème des départs, cela a provoqué une tempête dans le milieu des colons. « Ça ne sert à rien de se voiler la face. Dire la vérité est la meilleure arme pour affronter les difficultés », explique-t-il. Et, finalement, la réalité est moins grave que nos prévisions. Beaucoup ont compris que partir ne résoudre rien. C'est dangereux partout, aussi bien ici qu'à Tel-Aviv ou Netanya, victimes des attentats-suicides. »

Shaul Goldstein, qui appartient à la nouvelle génération des responsables de Yesha, le Conseil des implantations de Judée-Samarie-Gaza, ne cache pas non plus que le marché immobilier s'est effondré. « Jusqu'à l'année dernière, dit-il, les gens étaient sur liste d'attente pour pouvoir acheter la maison ou l'appartement qu'ils souhaitaient, là où ils le voulaient. Maintenant, on est obligé d'aller chercher les clients. » Shaul est donc allé, comme d'autres, trouver des acheteurs à l'étranger, aux États-Unis notamment. « Ceux qui arrivent sont plutôt des couples jeunes, plutôt religieux avec une forte idéologie », précise-t-il.

En revanche, ceux qui partent ne sont pas forcément des laïcs. Un habitant des colonies, lui-même religieux, s'insurge contre cette idée. « C'est injuste de faire

passer les laïcs pour des trouillards. L'idéologie n'est pas le monopole des religieux. Rehavam Zvi et Avigdor Lieberman, deux députés qui sont parmi nos plus ardents défen-

Le nombre de colons continue d'augmenter

Le nombre de colons israéliens résidant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza s'établissait à 208 000 personnes à la fin du premier semestre, soit une augmentation de 5 000 par rapport à la fin 2000, a indiqué, mardi 7 août, le ministère de l'Intérieur. La croissance de la population s'est toutefois ralentie et n'a atteint que 2,4 % durant le premier semestre, contre 7 % durant les six derniers mois de 2000. La plus grande colonie, Maale Adoumim, à l'est de Jérusalem, a vu sa population augmenter de 370 personnes durant le premier semestre et atteindre 26 480 habitants. En deuxième position arrive Ariel, dans le nord de la Cisjordanie, avec 16 700 habitants (+ 200), puis Beit Ar El, près de Bethléem, avec 16 500 (+ 700).

Le 24 juillet, le premier ministre, Ariel Sharon, avait réaffirmé son engagement à « renforcer » la colonisation juive dans les territoires palestiniens. – (AFP.)

« On est venus ici parce qu'on a la foi », dit Daniel, arrivé en juillet à Bet El

BET EL
de notre envoyée spéciale

Son rêve est enfin accompli. Daniel a fait son alya. Il a quitté la France pour Israël. Il a quitté Sarcelles (Val-d'Oise) pour aller directement à Bet El, une colonie au nord de la ville palestinienne de Ramallah. Il est arrivé le 15 juillet, avec sa femme Judith et ses deux fillettes. Dès le lendemain, à Benyamina, une bourgade bucolique près de la côte méditerranéenne, un nouvel attentat-suicide coûtait la vie à deux Israéliens âgés d'une vingtaine d'années, deux soldats qui attendaient le bus. Entendant la nouvelle à la radio, le frère de Daniel, resté parisien, a aussitôt appelé les jeunes immigrants. « C'est loin d'ici, tu sais », lui a répondu Daniel, avec candeur, pour le rassurer.

En réalité, moins de 70 kilomètres à vol d'oiseau séparent Bet El de Benyamina. Daniel est « conscient des problèmes », mais il a mis son destin « entre les mains de Dieu ». Il sait que les routes de Cisjordanie sont dangereuses. Il sait que de nombreux affrontements ont eu lieu, à quelques centaines de mètres de là, entre l'armée et les Palestiniens de Ramallah. Il sait que le pays est en guerre. Imperturbable, il préfère évoquer les autres dangers. « On peut aussi bien avoir un accident de voiture. » Puis il ajoute : « On est venus ici parce qu'on a

la foi. Nous y pensions depuis notre mariage, il y a cinq ans. On voulait vivre dans une communauté où l'on pourrait pratiquer notre religion. »

Créée en 1977, Bet El – « La maison de Dieu », un lieu où la Bible situe l'épisode du songe de l'échelle de Jacob (Genèse, chapitre 28, verset 10) – compte aujourd'hui 800 familles, soit 4 200 habitants, sept écoles toutes religieuses, huit synagogues et enfin une yeshiva pour adultes. Cette école talmudique fut d'ailleurs le premier bâtiment en dur construit dans l'implantation ; les familles habitaient alors dans des préfabriqués rudimentaires, transformés en sauna pendant les longs mois d'été.

AIDE AUX IMMIGRANTS

Aujourd'hui encore, le confort matériel est secondaire pour les habitants de Bet El. Il n'y a que deux ridicules épiceries, et personne, ou presque, n'y trouve à redire. « Si on est ici, c'est grâce à Tania », explique Daniel, se tournant vers l'intéressée avec un regard empreint d'une reconnaissance éternelle. Chargée de la commercialisation d'un programme immobilier dans la colonie de Bet El, Tania Botschko a réussi, ces derniers mois, à convaincre dix familles françaises d'immigrer ici. Pour le moment, Daniel est locataire d'un appartement de quatre pièces qui

lui revient, compte tenu des aides aux immigrants, à près de 2 500 francs. Dans quelque temps, « si Dieu veut », ponctue-t-il, il espère bien l'acheter. Il lui en coûtera quelque 100 000 dollars (700 000 francs) pour 100 mètres carrés.

Shalom Galil assure « le service après-vente », comme il dit, c'est-à-dire la bonne intégration des arrivants. En septembre, pour la première fois à Bet El, des cours d'hébreu seront organisés sur place, afin d'éviter les risques des déplacements à Jérusalem. « Mais aucune personne de Bet El n'a été blessée sur la route, que Dieu nous préserve », s'empresse d'ajouter Shalom. C'est ce qui explique peut-être que, dans cette colonie, le nombre de familles qui arrivent est encore supérieur à celui de celles qui partent, ce qui n'est pas le cas partout.

Néanmoins, comparé aux autres années, le flux des entrées s'est largement tari, signe que le conflit décourage tout de même les nouvelles candidatures. En revanche, parmi les départs, une vingtaine, aucun ne semble provoqué par la situation, ou alors de manière inattendue. Certains quittent Bet El pour aller s'installer dans des colonies encore plus isolées, encore plus exposées aux dangers.

Ca. Du.

A Tekoa, ébranlée par le meurtre de deux adolescents, « on essaye de répondre à la mort par la vie »

TEKOA

de notre envoyée spéciale

La route 356, qui mène de Jérusalem à la colonie de Tekoa au sud, jugée trop dangereuse, est fermée.

REPORTAGE

« On a compris que la vengeance serait inutile. Cela ne réglerait rien »

Depuis les premiers jours de l'Intifada, les habitants de Tekoa sont obligés de faire un détour qui les met à quarante minutes de la ville, au lieu de vingt. Le nouveau parcours n'est pas sans embûches. « Au début, c'était la fête foraine », remarque avec humour Méir, qui a essayé des tirs comme plusieurs de ses voisins, alors qu'il était au volant. Mais personne n'a jamais été blessé.

Outre les embuscades palestiniennes, le voyageur pour Tekoa risque l'accident de voiture. Sur les six derniers kilomètres, la route, une petite départementale de montagne, tourmentée, très étroite, ravinée, bordée de précipices, qui reliait quelques villages arabes ou juifs, est désormais fréquentée comme une nationale, où voitures, bus et camions dévalent à 90 kilomètres/heure. Elle est devenue l'axe principal pour les Palestiniens qui se rendent de Ramallah à Hébron, interdits de circuler sur la route principale.

A Tekoa, ces difficultés n'avaient guère atteint le moral de la population, trop attachée à la vie bucolique du lieu. Au fil des ans, la colonie, créée en 1977 par Itzhak Rabin, a acquis une petite notoriété dans la fabrication de fromages de chèvre et de vin, qui lui valent nombre de touristes

israéliens avant l'Intifada. « On avait l'impression qu'on était à l'abri de la tragédie », remarque Méir. Jusqu'au 8 mai.

À COUPS DE PIERRE

Ce soir-là, Yossef Ichran et Yaacov Mandel, deux copains de quatorze ans, ne sont pas rentrés. Le lendemain, à l'aube, la police a retrouvé les deux adolescents morts dans une grotte, la tête et le corps déchiquetés. Les deux gamins qui avaient fait l'école buissonnière pour se promener dans la vallée ont été tués, à coups de pierres, sans doute par des bergers palestiniens. Aujourd'hui, la communauté de Tekoa, très ébranlée, tente de reprendre le dessus. Une douzaine de familles auraient néanmoins décidé de partir et aucune arrivée ne semble prévue.

« Juste après, on a pensé à une riposte individuelle, confie Méir.

Mais on a compris que la vengeance serait inutile, que c'était un moyen d'assouvir notre rage, mais que cela ne réglerait rien. Ce n'est pas Tekoa contre les Palestiniens, c'est Israël contre les Palestiniens. Maintenant, on essaye de faire le deuil de cette tragédie en se concentrant sur des choses positives. On essaye de répondre à la mort par la vie. » Les Mandel ont créé une fondation qui organise des loisirs en Israël pour les enfants des colonies. Méir a abandonné son travail dans l'informatique pour s'occuper de la création d'un centre spirituel dédié à la mémoire des enfants.

Rina, la maman de Yossef, a emménagé, à la mi-juillet, dans sa nouvelle maison, après avoir vécu, à six, dans un préfabriqué de 40 mètres carrés, pendant deux ans. Assise dans sa grande cuisine ouverte sur le salon, elle discute avec Hader, un ouvrier palestinien

qui termine les travaux de terrassement autour de la maison. Hader a fini sa journée. Rina lui offre à boire avant qu'il prenne la route pour rentrer chez lui. Hader et les autres ouvriers savent ce qui est arrivé. « Au début, ils ne voulaient pas venir travailler chez nous, ils étaient mal à l'aise, explique Rina. Mais je ne généralise pas. Tout le monde n'est pas coupable. »

UNE TROUSSE DE SECOURS

Dans cette belle demeure, un espace est consacré à Yossef dans le salon. Au mur, le sourire espiègle d'un gamin toujours prêt à faire les quatre cents coups. « Dès qu'il est né, j'ai toujours eu besoin d'avoir une trousse de secours dans la poche », raconte Rina, retrouvant un sourire. A trois ans, il s'est ouvert l'arcade sourcilière sur un arbre. Je lui ai fait un pansement, mais il aurait fallu des points de suture. Il

en a conservé une cicatrice sur le sourcil. C'était sa carte d'identité. » Un signe distinctif qui permet à Rina d'identifier son fils lapidé.

Les semaines passant, Rina a de plus en plus de difficultés à parler de l'« événement ». Au cours de l'entretien avec Le Monde, elle s'interrompt plusieurs fois, les tâches ménagères faisant diversion. « Il y a plusieurs étapes. Au début, c'est comme une tempête. Maintenant, il y a le vide, le vide de Yossef. J'avance, je vis, je fais ce que j'ai à faire, mais quand je me retourne, il n'est plus là. Le manque de lui me prend à la gorge. Et puis, mon métier me renvoie constamment à ce drame. » Rina est infirmière. Chaque fois qu'elle voit un malade sur un lit, l'image de « Yossef enveloppé dans son linceul, le visage défiguré », lui revient à l'esprit.

Ca. Du.

Deux journalistes libanais arrêtés dans le cadre d'une rafle d'opposants

Ils sont accusés d'entretenir des contacts avec Israël

EN L'ESPACE de quelques jours, l'armée libanaise a arrêté deux journalistes dans la foulée d'une rafle d'opposants qui a concerné jusqu'à maintenant plus de deux cents personnes. Habib Younès, secrétaire de la rédaction du bureau libanais du quotidien saoudien *Al Hayat*, a été interpellé, samedi soir 18 août, à son domicile de Jbeil (Byblos, au nord de Beyrouth), par des membres des services de renseignements, qui, selon la version des faits publiée dimanche par *Al Hayat*, ont affirmé vouloir « lui poser quelques questions ». C'est le syndicat de la presse qui le premier a rendu publique l'information, après que le chef des services de renseignements de l'armée, Raymond Azar, en eut averti le président du syndicat, affirmant que le journaliste projetait de se rendre dimanche à Chypre pour y rencontrer Oded Zaray, conseiller de presse d'Ouri Lubrani, « Monsieur Liban » de l'Etat juif.

Cette affirmation est formellement démentie par la direction du quotidien *Al Hayat*, qui affirme que M. Younès devait assurer la permanence au journal, dimanche, et qu'il n'était donc pas question pour lui de se rendre à Chypre. « Après les arrestations dans les rangs de l'opposition, est venu le tour du muselage de la presse », a commenté le quotidien, qui a indiqué que les autorités libanaises concernées interrogées par ses soins ont fait valoir que c'est un autre journaliste, Antoine Bassil, arrêté quelques jours plus tôt, qui a affirmé avoir pris rendez-vous pour M. Younès avec M. Zaray, dimanche, à Chypre. Fort de ce démenti, le syndicat de la presse entend « rejeter toute accusation contre M. Younès et réclamer sa remise en liberté ainsi que celle de M. Bassil ».

Ce dernier, correspondant à Beyrouth de la chaîne de télévision saoudienne Middle East Broadcasting, est accusé de contacts avec Israël et d'avoir joué un rôle de liaison entre Oded Zaray et Toufic Hindi, ancien conseiller du chef de

la formation des Forces libanaises (FL) aujourd'hui dissoute. M. Hindi fait partie des opposants interpellés lors de la rafle du 7 août, consécutive à des retrouvailles entre opposants jugés antisirien (*Le Monde* du 11 août). Il a été traduit, samedi, devant un tribunal militaire, après avoir été gardé au secret pendant deux semaines. L'armée affirme qu'il a « avoué » avoir eu des contacts avec des responsables israéliens, notamment par l'intermédiaire de M. Bassil. Le Liban étant théoriquement toujours en état de belligérance avec Israël, de telles accusations sont graves et sont passibles de très lourdes peines de prison.

« MILITARISATION » DU RÉGIME

L'opposition libanaise, toutes communautés confondues, considère que ces arrestations visent à étouffer la liberté de parole, en particulier toute critique contre la présence syrienne au Liban et traduit une « militarisation » du régime, voire un coup d'Etat rampant, ce dont l'armée s'est défendue dans un communiqué. Les personnes interpellées, dont certaines ont été relâchées et d'autres déjà traduites en justice et condamnées, appartiennent aux FL et au Courant patriotique libre, de l'ex-général Michel Aoun, qui vit en exil en France.

Le pape Jean Paul II a demandé, dimanche, aux autorités libanaises de « faire preuve d'un sens des responsabilités (...). Les valeurs de la démocratie et de la souveraineté nationale ne doivent pas être sacrifiées aux intérêts politiques du moment », a-t-il dit. Trois jours plus tôt, au nom de l'Union européenne, l'ambassadeur de Belgique, François Gustin, avait fait une démarche auprès du ministère des affaires étrangères pour dire l'attachement des Quinze au respect des droits de l'homme et de la démocratie. La France suit avec « une grande attention » la situation au pays du Cèdre, a indiqué le Quai d'Orsay.

Mouna Naïm

Le refus australien de signer le protocole de Kyoto inquiète les petites îles du Pacifique sud

Les dirigeants des micro-Etats redoutent que leurs territoires soient submergés par la montée des eaux

Le premier ministre d'Australie, John Howard, a boudé le congrès du Forum des îles du Pacifique qui s'est tenu à la fin de la semaine dernière

dans la petite République de Nauru. Les pays membres de cette organisation critiquent le désintérêt du gouvernement de Canberra pour

les problèmes de la région et lui reprochent de ne pas vouloir signer le protocole de Kyoto sur le changement climatique.

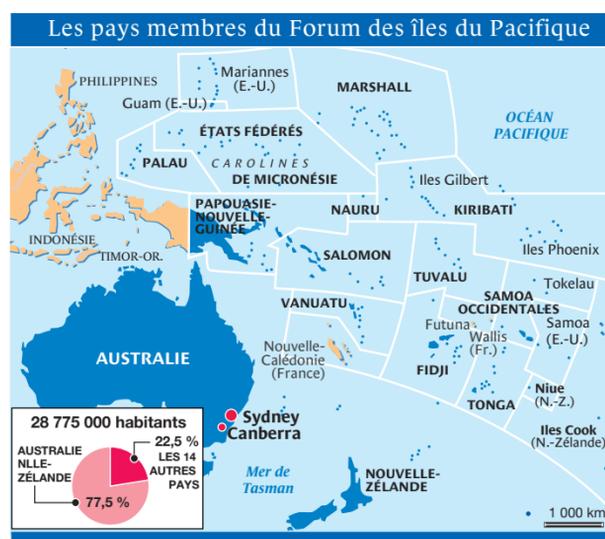
SYDNEY

de notre correspondant

Isolés au milieu d'un océan... d'indifférence. Les quatorze micro-Etats membres du Forum des îles du Pacifique, réunis pour leur congrès annuel du jeudi 16 au samedi 18 août à Nauru, une République de 21 kilomètres carrés, à mi-chemin entre l'Australie et Hawaï, ont vérifié que leur sort n'intéressait guère leur voisin le plus proche qui fait pourtant partie de cette organisation. Car, si le premier ministre néo-zélandais, Helen Clark, s'est rendu dans cette nation de 12 000 habitants, son homologue australien, John Howard, a annoncé au dernier moment son intention de rester à Canberra, expliquant qu'il ne souhaitait pas effectuer deux voyages à l'étranger durant la même semaine. Il s'était rendu à Djakarta, le 12 août, pour rencontrer la nouvelle présidente indonésienne, Megawati Sukarnoputri.

L'absence du chef du gouvernement libéral, qui s'est fait remplacer par son ministre de la défense, Peter Reith, n'est pas une première. John Howard n'a assisté qu'à trois des six forums des îles du Pacifique qui se sont tenus lors de ses deux mandats. Ce « désintérêt évident pour le Pacifique sud ne peut que nuire à l'influence et aux intérêts de l'Australie dans la région », a condamné Laurie Brereton, porte-parole de l'opposition en matière de politique étrangère.

« John Howard n'a jamais aimé rencontrer les leaders politiques des îles du Pacifique sud. J'ai étudié des vidéos et des photographies le montrant lors de telles entrevues, et sa contenance prouvait qu'il n'était pas heureux d'être là où il était », analyse Grant McCall, chercheur au Centre des études sur le Pacifique sud de l'université de Nouvelle-Galles du Sud. Cette année, la principale raison qui explique sa gêne est sa décision de ne pas signer le protocole de Kyoto sur les changements climatiques. Ce choix n'a pas manqué de provoquer la colère de plusieurs dirigeants du Pacifique sud. « L'Australie adopte une position isolationniste,



tout comme les Etats-Unis », a condamné, dans le quotidien *The Sydney Morning Herald* David Perrin, conseiller juridique de Tommy Remengesau, le président de Palau. Le non-respect de l'accord visant à lutter contre le réchauffement de la planète pourrait avoir des effets désastreux pour les pays de la région. « La montée des eaux pourrait bientôt submerger les îles peu élevées et créer un désastre massif », s'inquiète René Harris, président de Nauru, qui n'hésite même pas à qualifier cette situation d'« holocauste moderne ».

Certaines nations commencent à souffrir de l'augmentation de la température terrestre. Lors des fortes pluies de printemps qui s'abatent chaque année sur l'archipel de Tuvalu, dont le point culminant ne s'élève pas à plus de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, les puits servant de décharges publiques sont désormais inondés et déversent leurs déchets dans l'océan. Certaines îles appartenant à Palau sont désormais obligées d'importer de la nourriture depuis que leurs terres arables ont été contaminées par les eaux salées. Pru-

dent, le gouvernement de Tuvalu cherche déjà à transférer la totalité de sa population, soit environ 12 000 personnes, dans un pays moins exposé.

D'autres nations continuent pourtant de croire que le pire peut être évité. Teburoro Tito, président du Kiribati, qui regroupe trente-trois atolls, a appelé les autres membres du Forum à se rendre le mois prochain à New York pour demander au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, de lancer « au monde entier un challenge du Pacifi-

que destiné à préserver la beauté et les richesses de la planète Terre ». Les dirigeants de six pays présents à Nauru (les îles Cook, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Niue et Tuvalu) souhaitent rencontrer le président américain, George W. Bush, pour tenter de le convaincre de signer le protocole de Kyoto.

Le désintérêt de l'Australie pour ses voisins du Pacifique pourrait se retourner contre les intérêts de la grande puissance régionale. La plupart de ces micro-Etats traversent une période troublée. Le conflit ethnique aux îles Salomon a fait plus de cent victimes en deux ans. Le climat politique à Fiji reste très tendu à quelques jours de la tenue des premières élections depuis le coup d'Etat de mai 2000.

Le produit intérieur brut (PIB) de Vanuatu a chuté de 11 % entre 1995 et 1999. Au Timor-Oriental, où l'espérance de vie ne dépasse pas quarante-sept ans pour les hommes et quarante-neuf ans pour les femmes, le PIB par habitant est de 503 dollars (560 euros), contre 712 dollars aux îles Salomon. En Papouasie - Nouvelle-Guinée, la mortalité infantile s'est accrue de 3,6 % durant la dernière décennie. Si cette situation régionale venait à s'aggraver, un flot de réfugiés serait tenté d'émigrer vers l'Australie.

Frédéric Thérin

www.lemonde.fr/climat

Dans l'est du Congo, les belligérants organisent le pillage et le trafic du coltan

Enlisés dans le conflit en RDC, le Rwanda et l'Ouganda financent ainsi leur effort de guerre

GOMA

de notre envoyé spécial

Les battants du portail de fer de *Chez Bonny* ne s'ouvrent qu'avec réticence. A Goma, à l'extrême est de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), près de la frontière rwandaise, le commerce du minerai de coltan s'abrite derrière des portes closes et de hauts murs hérissés de tessons de bouteille même si, comme *Chez Bonny*, l'un des plus gros comptoirs d'achat de la ville, il y a peu de choses à épier : quelques fauteuils pour parler affaires, une peau de python sur le mur pour l'ambiance et « Bonny », le propriétaire, qui s'emploie à minimiser l'ampleur de ses affaires : « Le coltan a enflammé les esprits depuis que ses cours ont monté l'année dernière, mais les prix ont rechuté. En ce moment, j'achète peu et je vends mal. C'est la crise. »

Au hasard des collines, la population s'est néanmoins élancée vers cet « or high-tech », arrachant le minerai au sol à la seule force des bras. Mais aucune grande compagnie n'a aventuré ses hommes ou son matériel dans ce nouveau croissant minier qui court des deux provinces du Kivu jusqu'au Maniema, dans l'Est, frontalier du Congo. « L'insécurité », l'euphémisme local qui désigne les barbaries récurrentes subies par la population au hasard des passages des armées ou des rébellions, les a maintenues à distance. « Les compagnies ayant pignon sur rue sont parties, et le secteur informel a pris leur place », soupire un fonctionnaire de Goma. « L'informel » est un autre euphémisme local pour désigner le trafic, avec ses lois cachées, qui tient lieu de commerce.

A Goma, les chasseurs de minerai congolais qui « ramassent » le

coltan en brousse sont les premières victimes de ce marché pipé. L'un d'eux, surnommé « Le Chinois », s'en explique : « Ici, tout est caché. On croit vendre à des Congolais. En réalité, les patrons sont tous rwandais, et ils s'entendent à Kigali pour casser les prix d'achat. Nous n'avons pas le choix, c'est un monopole. » Quant aux « trafiquants », liés à l'armée rwandaise quand ils n'en font pas partie, ils ont organisé dans les régions minières de véritables « plaques tournantes » à par-

L'éphémère flambée de l'« or high tech »

Dans les années 1990, le coltan – un composé de deux métaux rares, le columbium et le tantale, dont le nom est la contraction – ne valait presque rien. Les grands producteurs, Australie en tête, suffisaient à alimenter le marché mondial des hautes technologies ou de la chimie lourde, principaux utilisateurs du tantale, le plus recherché des deux corps. Au tournant de l'année 2000, un rumeur de pénurie a mis le feu aux cours, alimentée par la spéculation sur les commandes à venir de Sony pour ses nouvelles consoles PlayStation et les prévisions optimistes de croissance du secteur de la téléphonie mobile. Entre février et décembre, le prix du kilo de coltan a grimpé de 35 à 180 dollars et, au Congo, on s'est souvenu de la présence de gisements à haute teneur en tantale, cartographiés par les géologues belges au temps de la colonisation. Depuis, l'effondrement de la Netéconomie a ramené le prix du coltan à 10 dollars le kilo. – (Corresp.)

tir de pistes d'atterrissage, comme à Walikale ou Shabunda. De là, le minerai est exporté vers le Rwanda à bord d'Antonov surchargés. « J'ai compté soixante-quatre mouvements d'avion dans une journée ordinaire à Shabunda », relève un responsable des Nations unies dans la région. « L'impôt de guerre est prélevé méthodiquement » par le Rwanda, constate un spécialiste occidental.

Dependant, dans les territoires contrôlés par l'Ouganda, plus au nord, le même constat s'impose : dans un Congo où six armées étran-

gères se sont enlisées dans un conflit régional, chaque corps expéditionnaire s'est taillé une « zone d'influence », s'en explique : « Ici, tout est réglé. Dans le cas du Rwanda, la cagnotte de guerre finance la troupe estimée, au bas mot, à 35 000 hommes. L'argent alimenterait aussi, selon un attaché militaire occidental, une coopérative chargée d'acheter des médicaments pour soigner les soldats revenus des fronts en zone de forêt, « avec des maladies terribles, des infections res-

sus). Il reste que les profits sont loin de tomber en totalité dans l'escarcelle du Rwanda. Kigali n'est qu'un maillon de la chaîne du minerai, un point de transit entre le ratisseur congolais et la réexportation vers des pays industrialisés, via la Belgique ou Dubaï.

Des traders, spécialistes des matières premières, venus de Belgique, d'Allemagne, d'Asie du Sud-Est ou des Etats-Unis tiennent le haut du pavé à Kigali, œuvrant pour des commanditaires lointains. « Les grosses affaires ne se font pas ici », affirme un spécialiste occidental. Il existe huit usines dans le monde capables de traiter industriellement le minerai brut pour en extraire le tantale, en Thaïlande, en Allemagne et aux Etats-Unis, en particulier. Les intermédiaires locaux les contactent pour connaître les prix avant d'aller creuser. On accuse les militaires de Kigali de pillage, mais le trafic profite plus à ces étrangers qu'au petit commandant rwandais sur le terrain. »

La mondialisation à l'œuvre, au Congo, se traduit par ces coups de téléphone qui dictent à distance l'activité des mines, sans états d'âme. Pour les autorités rwandaises, cela fournit l'alibi d'un cynisme partagé. Le président Paul Kagame ne s'en est pas caché à l'occasion de son discours lors de la cérémonie de commémoration du génocide de 1994, le 7 avril : « Le pillage [du Congo] a commencé il y a un siècle. Ceux [les pays occidentaux] qui nous importent à présent avec ces questions sont ceux qui ont commencé. S'ils se plaignent, c'est parce que nous faisons maintenant ce qu'ils ont toujours fait. »

Jean-Philippe Rémy

www.lemonde.fr/rdc

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

Direction des libertés publiques et de la réglementation.
Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

AVIS

T.G.V. Est Européen

- unité hydrographique "MEUSE" -

Enquête publique au titre de la législation sur l'eau

En application des dispositions du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, il sera procédé à une enquête publique sur le projet présenté par Réseau Ferré de France situé - 30, rue de Cambrai à PARIS - tendant à obtenir l'autorisation de réaliser au titre de la législation sur l'eau, les installations, ouvrages, travaux et aménagements dans le cadre de la construction de la ligne à Grande Vitesse Est Européenne.

Ce projet linéaire de grande ampleur a été découpé en unités hydrographiques homogènes. La présente enquête concerne l'unité hydrographique "MEUSE".

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la sous-préfecture de COMMERCY.

L'enquête sera ouverte à la mairie des communes de RAMBLUZIN ET BENOÎTE VAUX, RECOURT LE CREUX, THILLOMBOIS, BOUQUEMONT, WOIMBEY, BANNONCOURT, LACROIX-SUR-MEUSE, ROUVROIS SUR MEUSE, MAIZEY, DOMPCEVRIN, LES PAROCHES, SAINT MIHIEL, LAMORVILLE, VALBOIS, CHAILLON et VIGNEULLES LES HATTONCHATTEL et à la sous-préfecture de COMMERCY où le dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 34 jours consécutifs du lundi 10 septembre 2001 au samedi 13 octobre 2001 inclus.

Toute personne pourra prendre connaissance de ce projet dans les mairies concernées et à la sous-préfecture de COMMERCY aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

Les intéressés pourront consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet dans les mairies précédemment citées et à la sous-préfecture de COMMERCY ou les adresser, pendant toute la durée de l'enquête, au président de la commission d'enquête au siège de la commission d'enquête.

Sont désignés membres de la commission d'enquête :

- M. Dominique THIÉBAUD, pédologue libéral, président de la commission d'enquête,
- M. Jacques LANGLAIS, géomètre-expert, président suppléant,
- M. André NALY, ingénieur retraité, membre titulaire,
- M. Michel DELON, gérant de société, membre suppléant.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations, aux lieux, jours et heures suivants :

- BANNONCOURT :
- le lundi 8 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- LACROIX SUR MEUSE :
- le samedi 6 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- ROUVROIS SUR MEUSE :
- le samedi 13 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- RECOURT LE CREUX :
- le samedi 29 septembre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- THILLOMBOIS :
- le samedi 22 septembre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- CHAILLON :
- le samedi 15 septembre 2001 de 9 heures à 12 heures.
- LAMORVILLE :
- le samedi 15 septembre 2001 de 13 heures 30 à 16 heures 30.
- à la sous-préfecture de COMMERCY :
- le mardi 2 octobre 2001 de 9 heures à 12 heures.

Une copie du rapport dans lequel la commission d'enquête énonce ses conclusions motivées sur le projet de l'opération sera déposée à la mairie des communes de RAMBLUZIN ET BENOÎTE VAUX, RECOURT LE CREUX, THILLOMBOIS, BOUQUEMONT, WOIMBEY, BANNONCOURT, LACROIX-SUR-MEUSE, ROUVROIS SUR MEUSE, MAIZEY, DOMPCEVRIN, LES PAROCHES, SAINT MIHIEL, LAMORVILLE, VALBOIS, CHAILLON et VIGNEULLES LES HATTONCHATTEL.

Une copie de ce même document sera en outre déposée à la préfecture de la MEUSE au Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme où toute personne physique ou morale concernée pourra en demander communication, ainsi qu'en sous-préfectures de VERDUN et COMMERCY.

Le chef politique de la guérilla albanaise promet un désarmement sans heurts en Macédoine

Sous le drapeau de l'OTAN, pistolet à la ceinture, Ali Ahmeti a insisté sur la bonne foi de l'UCK

Le chef politique de la guérilla albanaise macédo-nienne de l'UCK, Ali Ahmeti, a tenu une conférence de presse, dimanche 19 août, dans les mon-

tagnes dominant Tetovo. Il a promis que l'UCK ne « poserait pas de problèmes » pour son désarmement prévu par l'accord de paix signé sous

l'égide de la communauté internationale. Le commandant suprême des forces alliées en Europe était attendu lundi à Skopje.

SHIPKOVICA
(nord de la Macédoine)

de notre envoyé spécial

Le chef politique des rebelles albanais, Ali Ahmeti, avait donné

REPORTAGE

« Nous rendrons nos armes parce que nous n'en avons plus besoin »

rendez-vous, dimanche 19 août, à la presse internationale dans son fief de Shipkovic, un village perché dans les montagnes à dix kilomètres de Tetovo. Objectif : apparaître comme un partenaire respectable et responsable auprès de l'OTAN. La veille, l'Alliance atlantique avait redemandé que l'Armée de libération nationale (UCK) des Albanais de Macédoine s'engage formellement à déposer volontairement ses armes. Une condition indispensable pour que l'OTAN déploie le reste de ses troupes dans l'ancienne république yougoslave en proie aux violences depuis sept mois ; une étape préalable pour l'application de l'accord politique du 13 août censé satisfaire les revendications albanaises concernant une amélioration des droits de cette minorité dans le pays.

Personne n'est venu gêner le rendez-vous médiatique, soigneusement préparé, d'Ali Ahmeti. Les rebelles, impeccables dans leur uniforme, prenaient poliment l'identité des journalistes au barrage dressé au détour d'un lacet sur la route menant de Tetovo à Shipkovic. Sur place, d'autres combattants canalisèrent le flux et la curiosité des reporters dans ce petit village

de 3 500 âmes étroitement quadrillé. Les forces macédoniennes cantonnées au bas de la montagne derrière des positions renforcées, à quelques centaines de mètres du premier check-point de l'UCK, ont quant à elles fermé les yeux sur les voitures circulant sur une route contrôlée par la guérilla et où tout véhicule représente habituellement une cible potentielle.

DÉCLARATIONS CONTRADICTOIRES

Assis sous des drapeaux de l'OTAN, de l'Union européenne et des Etats-Unis tendus dans une salle de l'école du village, Ali Ahmeti, pistolet à la ceinture, a juré que « l'UCK ne posera pas de problèmes » pour son désarmement. « Nous rendrons nos armes parce que nous n'en avons plus besoin, a-t-il assuré. L'OTAN, l'Union européenne et les Etats-Unis nous ont garanti que l'accord politique sera appliqué. (...) Nos revendications ont été en partie satisfaites. Nous sommes une armée qui respecte les conventions internationales et qui s'est battue pour les droits des Albanais, non pour conquérir un territoire », a-t-il déclaré en réponse à ceux qui accusent les Albanais de vouloir séparer le nord et l'ouest du pays, où ils sont majoritaires, du reste de la Macédoine.

Quel message croire ? Celui convenu mais apaisant, traduit en anglais, lancé dimanche vers le reste du monde par Ali Ahmeti, interlocuteur de la communauté internationale ? Ou bien celui déclamé la veille par un commandant local devant une foule d'hommes venus assister à l'enterrement d'un combattant tué lors d'un échange de tirs avec la police à Tetovo ? Dans son oraison funèbre, le comman-

dant Leka avait salué la mémoire de ce « héros » ainsi que celle d'un autre jeune homme tombé en 1999 au Kosovo, tous deux « morts à deux endroits différents pour une même cause : la libération des terres albanaises de l'occupant slave ».

Ces déclarations contradictoires ne calment guère la suspicion des Slaves de Macédoine, qui accusent les Albanais de vouloir provoquer une intervention massive de l'OTAN dans le pays le long d'une ligne démarquant deux territoires « ethniquement purs ». Saluant samedi, l'arrivée des premiers soldats de l'OTAN, le porte-parole du gouvernement, Antonio Milososki, a ainsi rappelé que ce déploiement ne doit pas constituer le premier pas vers la partition de la Macédoine. « L'OTAN doit clairement dire à ceux qui veulent créer ici un petit Kosovo que cela ne sera pas permis », a-t-il déclaré.

DEMANDES DE GARANTIES

A en croire M. Ahmeti, tel n'est pas – et n'a jamais été – le but de l'UCK. Mais suffisamment de doutes planent sur la sincérité de ces déclarations pour que l'OTAN multiplie les demandes de garanties auprès de l'UCK. Le 14 août, un porte-parole de l'Alliance à Skopje avait annoncé la signature d'un accord portant sur le désarmement des rebelles. Le général Barney Whitte-Spunner, chef de l'opération de l'OTAN « Moisson essentielle » chargée de désarmer la guérilla lors d'une mission de trente jours, n'en a pas moins annoncé samedi qu'il recherchait « un consentement explicite de la part des groupes armés albanais à rendre leurs armes aux équipes [de l'OTAN] chargées de les collecter ».

Tout en qualifiant la déclaration d'Ali Ahmeti d'« importante », le porte-parole de l'OTAN à Skopje, le commandant Barry Johnson, a rappelé que « la clé maintenant, c'est le maintien du cessez-le-feu ».

Théoriquement, le déploiement complet de quelque 35 000 soldats de l'OTAN peut encore être suspendu tant que le Conseil de l'Alliance atlantique n'aura pas donné son feu vert, vraisemblablement dans le courant de la semaine. L'avant-garde de « Moisson essentielle », qui juge notamment la solidité du cessez-le-feu entre rebelles albanais et forces macédoniennes, devrait livrer ses premières conclusions en début de semaine au commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Joseph Ralston, attendu lundi en Macédoine.

Christophe Châtelot

■ Quelques heures après la conférence de presse au cours de laquelle le leader de l'UCK avait affirmé que la guérilla albanaise respectait le cessez-le-feu, des échanges de tirs ont été entendus dans la soirée de dimanche près du village de Neprosto, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Tetovo, ville majoritairement peuplée d'Albanais où la guérilla est solidement implantée. La radio macédonienne, citant des sources militaires, a indiqué qu'un dépôt d'armes avait été atteint dans ce village par des tirs et qu'il avait été incendié. Selon un habitant du village joint par téléphone, quatre ou cinq maisons étaient également en flammes. – (AFP.)

► www.lemonde.fr/macedoine

Pyongyang refuse les conditions américaines aux négociations

SÉOUL. La Corée du Nord n'a pas l'intention d'entretenir des discussions avec les Etats-Unis tant que Washington « portera un poignard à la ceinture » et posera à ce dialogue des conditions liées à l'arsenal militaire nord-coréen, a expliqué, samedi 18 août, un éditorial du *Rodong Shimun*, organe officiel de Pyongyang. « La question de la réduction des arsenaux nucléaires, de missiles et d'armes conventionnelles constitue une précondition au dialogue imposée unilatéralement par les Etats-Unis », ajoute le journal.

Les contacts entre Pyongyang et Washington, qui s'étaient considérablement réchauffés sous Bill Clinton, ont été suspendus après l'arrivée au pouvoir de George W. Bush. En janvier. Puis celui-ci a fait savoir en juin qu'il était prêt à reprendre les négociations sur une série de dossiers, dont le programme nucléaire et de missiles nord-coréens et la présence massive de soldats du Nord à la frontière avec la Corée du Sud. – (Reuters.)

Nicaragua : les sandinistes bien placés pour les prochaines élections

MANAGUA. La campagne électorale pour les élections présidentielle et législatives du 4 novembre s'est officiellement ouverte, samedi 18 août, au Nicaragua, où le dirigeant historique du mouvement révolutionnaire, Daniel Ortega, paraît en mesure de revenir au pouvoir, selon de récents sondages. Onze années après la chute du régime sandiniste (1979-1990), le duel entre les deux principales forces politiques du pays, le Parti libéral constitutionnaliste (PLC) au pouvoir, et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), tourne à l'avantage du FSLN dans les diverses enquêtes d'opinion.

Daniel Ortega, 55 ans, président de 1979 à 1990, puis battu lors des élections de 1990 et 1996, bénéficierait, d'après ces sondages, de 2 à 4 points d'avance sur le candidat libéral à la présidence, Enrique Bolaños. La suprématie du FSLN, qui avait dominé en 2000 les élections municipales, apparaît encore plus nette (4 à 8 points) dans les enquêtes portant sur les législatives. – (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **UKRAINE : trente-six morts avaient été recensés dans une mine de charbon à Donetsk** (est de l'Ukraine), dimanche 19 août, et l'incendie continuait lundi matin au fond du puits. La température dans la zone de l'incendie atteint jusqu'à 150 degrés, réduisant pratiquement à néant l'espoir de retrouver vivants les dix mineurs encore portés disparus. L'explosion de méthane s'est produite dimanche matin dans la mine de Zasiadko, l'une des plus importantes d'Ukraine avec dix mille employés, où un accident meurtrier avait déjà fait cinquante morts en 1999. – (AFP.)

■ **BANGLADESH : les soixante-quinze millions d'électeurs** éliront le 1^{er} octobre leur huitième Parlement depuis la création du pays en 1971. Le Parlement, qui pour la première fois aura siégé pendant toute la législature, a été dissous le 13 juillet. Un ancien juge, Latifur Rahman, a prêté serment le 15 juillet, comme chef du gouvernement de transition, avec pour mission d'organiser les élections parlementaires avant trois mois. La bataille électorale, qui va opposer la Ligue Awami de cheikh Hasina Wajed, premier ministre sortant, au Parti nationaliste du Bangladesh de la begum Khaleda Zia, ancien premier ministre, a déjà fait trente morts. – (Corresp.)

■ **INDE : seize personnes, dont treize séparatistes et un soldat indien, ont été tués** au cours de cinq affrontements au Cachemire, dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 août, notamment lors d'acrochages entre forces de l'ordre et rebelles, selon un porte-parole de la police indienne. – (AFP.)

■ **JAPON : 65 % des Japonais approuvent la visite controversée** effectuée le 13 août par le premier ministre, Junichiro Koizumi, au sanctuaire Yasukuni de Tokyo, qui honore les anciens combattants et des criminels de guerre, selon un sondage national publié, samedi 18 août, par le quotidien *Mainichi Shimbun*. – (AFP.)

■ **CHINE/PHILIPPINES : Pékin a exigé des explications de Manille après la mort de deux otages** chinois tués, dimanche, lors d'un accrochage entre rebelles musulmans et soldats, a rapporté, lundi 20 août, l'agence Chine nouvelle. Les deux morts travaillaient sur un projet d'irrigation pour le compte d'une société d'Etat chinoise avant d'être enlevés, le 12 août, dans le sud des Philippines. – (AFP.)

■ **CONGO : une réunion préparatoire** au « dialogue intercongolais », qui doit aboutir à l'instauration d'un « nouvel ordre politique » dans l'ex-Zaïre, débute, lundi 20 août, dans la capitale botswanaise Gaborone, rassemblant, pour la première fois, soixante-neuf délégués du gouvernement de Kinshasa, des divers mouvements rebelles, de l'opposition non armée et de la société civile. – (AFP.)

■ **GRANDE-BRETAGNE : soixante chefs d'entreprise**, dont le président de British Midland, Michael Bishop, et le directeur général de Rentokil, Clive Thompson, ont pris position en faveur de l'ancien chancelier de l'Echiquier Kenneth Clarke, candidat à la tête du Parti conservateur, en dépit de ses positions pro-européennes. « Malgré nos vues très différentes sur l'opportunité de rejoindre l'euro, nous estimons tous que Ken Clarke est sensible aux intérêts des milieux d'affaires et possède une expérience inégalée dans la gestion de l'économie et des affaires sociales », écrivent-ils dans une lettre publiée, lundi 20 août, par le *Financial Times*. – (AFP.)

La CIA aurait fourni des informations à l'armée croate en 1995

WASHINGTON. La CIA a fourni à l'armée croate des renseignements militaires pour préparer son offensive de 1995 contre les troupes serbes dans la région de la Krajina, affirme l'hebdomadaire *Newsweek* daté du lundi 20 août. Opérant à partir d'une base retirée sur la côte adriatique de Croatie, le service de renseignement américain a localisé et photographié les positions des troupes serbes et de leurs armements dans la Krajina. Ces images furent livrées au général croate Ante Gotovina, aux commandes de l'opération « Tempête ». La CIA aurait également dépensé au moins 10 millions de dollars en écoutes de conversations téléphoniques en Bosnie et en Serbie, selon le journal. Ironiquement, cette assistance de la CIA a été rendue publique parce que le général en retraite Gotovina est inculpé pour crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. – (AFP.)

Dix ans après, les Russes révisent leur jugement sur le putsch raté de Moscou

Plus que l'entrée dans la démocratie, le coup d'Etat manqué de 1991 marque pour eux le début du chaos

DIX ANS jour pour jour après la tentative de reprise en main d'une poignée de conservateurs soviétiques, l'anniversaire du putsch raté de 1991 s'est déroulé dans une indifférence quasi générale à Moscou. Ces événements déterminants – ils allaient, quelques mois plus tard, sonner le glas de l'URSS – ont été peu commémorés dans la capitale russe, où seuls quelques rares ex-« défenseurs » du Parlement (une centaine au plus) se sont réunis.

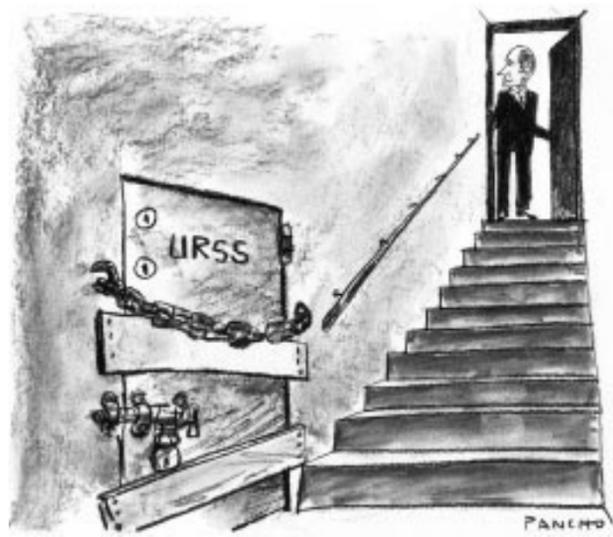
Dix ans plus tôt, 60 000 personnes avaient afflué autour du Parlement russe (la « Maison blanche ») et s'étaient opposées, pendant trois jours, aux blindés envoyés par les conjurés. C'est là que, juché sur un char, Boris Eltsine, alors président de la République soviétique de Russie, avait appelé la population à la résistance, vouant à un échec rapide la tentative de reprise en main des conservateurs.

Dimanche 19 août 2001 n'a donc vu ni cérémonie ni déclaration officielle. Le président Vladimir Poutine, abondamment montré par la plupart des chaînes de télévision du pays en train de s'exercer à la poterie et au tissage sur son lieu de villégiature en Carélie (Nord), s'est gardé de tout commentaire.

TROIS JOURS DE RÉSISTANCE

Seule la presse a, ces derniers jours, abondamment évoqué le 10^e anniversaire d'août 1991 en publiant les interviews des anciens putschistes, celles du dernier secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, Mikhaïl Gorbatchev, et des récits d'historiens revenant sur les trois jours qui ont marqué la fin de soixante-quinze ans d'absolutisme soviétique.

Si les trois jours de résistance aux putschistes, qualifiés parfois de « seconde révolution », étaient vus, il y a quelques années encore, comme l'acte de naissance d'une « nouvelle Russie démocratique », ils sont plutôt interprétés, à l'aune actuelle, comme le début de dix années de chaos qui leur ont ôté tout éclat dans la conscience collective. Selon un récent sondage de l'Institut d'études de l'opinion



publique (VTsIOM), 45 % des Russes qualifient désormais les événements d'août 1991 d'« épisode témoignant de la lutte de pouvoir en cours au sein de la direction du pays ».

En outre, 47 % des personnes interrogées estiment qu'elles vivraient « aussi bien, sinon mieux » si le putsch des conservateurs avait réussi, alors que c'est précisément, avait-on expliqué à l'époque, l'espoir d'une vie meilleure qui avait entraîné des milliers de Moscovites à exprimer leur opposition aux

putschistes en ces journées d'août.

Le plus surprenant aujourd'hui est l'attitude des anciens acteurs du « Comité pour l'état d'urgence » (GKTChP). Amnistiés en 1994, les ex-putschistes ont, après quelques années de prison, repris pied dans la vie politique du pays. Il y a un mois, ils ont organisé une conférence de presse à Moscou, expliquant comment l'actuelle direction russe « tente aujourd'hui de réaliser ce que nous avons cherché à faire dans l'Union soviétique en 1991 », selon les mots de l'an-

Les regrets de Mikhaïl Gorbatchev

Les écoutes d'une conversation de Mikhaïl Gorbatchev avec d'autres dirigeants soviétiques en 1991, évoquant notamment le remplacement du chef du KGB, Vladimir Krioutchkov, et celui du ministre de la défense, Dmitri Iazov, auraient été à l'origine de la tentative de putsch d'août 1991, a déclaré, dimanche 19 août, l'ancien chef du PC soviétique dans un entretien au *Los Angeles Times*. Mikhaïl Gorbatchev a récemment multiplié les entretiens à la presse étrangère, confiant ses impressions sur la tentative de putsch, sur ses derniers jours au Kremlin ou sur ses rapports avec Boris Eltsine, son rival. Quasiement oublié en Russie depuis sa démission le 25 décembre 1991, M. Gorbatchev, qui anime aujourd'hui le Parti social-démocrate de Russie, a récemment confié au quotidien italien *La Stampa* qu'il regrettrait de n'avoir pas « nommé Boris Eltsine ambassadeur dans une république bananière » au moment où celui-ci, en 1987, avait été limogé de sa fonction de premier secrétaire du Parti à Moscou.

ancien premier ministre Valentin Pavlov, lequel s'était illustré à l'époque par son hospitalisation en plein « coup d'Etat », indisposé par l'absorption d'une forte dose de tranquillisants associée à une non moins forte prise d'alcool.

Dans le même temps, l'ancien patron du KGB de l'URSS, Vladimir Krioutchkov, rendait, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Vek*, un hommage appuyé à Vladimir Poutine pour « sa politique sobre de restitution à la Russie de son statut de grande puissance. »

INVITÉ D'HONNEUR

Il faut dire que les ex-putschistes sont fort bien traités par le Kremlin. Vladimir Krioutchkov y a aujourd'hui ses entrées : il figurait comme invité d'honneur aux cérémonies d'investiture organisées peu après l'élection du nouveau président russe en mars 2000. Le maréchal Iazov, le dernier ministre de la défense de l'URSS, qui s'illustra en envoyant des centaines de blindés sur la capitale russe le 19 août – pour leur donner l'ordre de se replier trois jours plus tard –, est à l'heure actuelle consultant au ministère de la défense et aurait, dit-on, l'oreille présidentielle, conseillant M. Poutine sur la question des relations avec la Corée du Nord.

Paradoxalement, la figure du premier président russe, Boris Eltsine, est à l'heure actuelle la plus malmenée. Seulement 13 % des personnes interrogées considèrent que Boris Eltsine s'est « comporté courageusement » lors du putsch, 23 % estiment qu'il « a récupéré le pouvoir sans rien faire de particulier », tandis que 43 % pensent qu'il n'a fait « qu'utiliser cette période de troubles à son profit ». En somme, explique Iouri Levada, le directeur du VTsIOM, dans un article publié le 16 août par l'hebdomadaire *Obshchaya Gazeta*, « il y a eu alors deux putschs : celui, réussi, des démocrates, et celui, voué à l'échec, de l'aile conservatrice du parti ».

Marie Jégo

► www.lemonde.fr/russie

ESPRIT Août-septembre 2001

À la recherche du monde musulman

Renseignements : ☎ 01 48 04 08 33 – www.esprit.presse.fr

CORSE Les critiques contre le processus de Matignon se sont multipliées depuis l'assassinat en Corse, vendredi 17 août, de François Santoni. Lionel Jospin devrait sortir du

silence avant l'université d'été du PS, le 31 août. ● **LORS DE LEUR PERQUISITION** chez la compagne de François Santoni, à Paris, les enquêteurs ont notamment retrouvé une cagou-

le et une combinaison, ainsi que des documents consacrés à Charles Pieri, son ancien compagnon devenu rival. D'autres dossiers concernent les relations d'affaires de François Santoni.

● **400 PERSONNES** environ ont assisté, dimanche 19 août, aux obsèques de l'ancien dirigeant nationaliste, dans son fief de Gianuccio (Corse-du-Sud). Plusieurs salves ont été tirées

en l'air, pour lui rendre un hommage militaire. ● **L'ÉVÊQUE D'AJACCIO**, dans un message lu durant la cérémonie, a appelé à rompre avec « l'engrenage diabolique de la violence ».

Lionel Jospin envisage de répondre aux critiques sur sa stratégie en Corse

Face aux attaques qui se multiplient, dans l'opposition mais aussi au sein de la majorité plurielle, le premier ministre devrait sortir de son silence avant le 31 août pour défendre les accords de Matignon, fragilisés par l'assassinat de François Santoni. L'ancien responsable nationaliste a été inhumé dimanche dans son village

COMMENT Lionel Jospin peut-il sauver le processus engagé en Corse, après l'assassinat de François Santoni ? Toute la presse s'est interrogée samedi 18 et dimanche 19 août sur cette épineuse question pour le premier ministre, qui a indexé, pour une part, son avenir politique sur le dossier corse. Les réactions virulentes à droite, l'absence de soutien visible des élus corses d'opposition, pourtant favorables au processus, les attaques incisives de Jean-Pierre Chevènement, rendent la tâche de M. Jospin pour le moins complexe. A neuf mois de l'élection présidentielle, les événements sur l'île semblent donner un coup d'envoi à la campagne, beaucoup trop tôt au goût du chef du gouvernement et probable futur candidat.

Autant de bonnes raisons, semble-t-il, pour continuer à observer un silence prudent, au moins pendant quelques jours. M. Jospin devrait cependant s'exprimer à la télévision, avant l'université d'été

du PS qui se tient à La Rochelle du 31 août au 2 septembre. Mais depuis le communiqué du ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, publié vendredi 17 août « au nom du gouvernement » (Le Monde daté 19-20 août), M. Jospin se tait, tout comme l'Élysée.

MAINTENIR LA COHÉSION

La seule réplique est venue, dimanche, de Jean Glavany, ancien président de la commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics en Corse et longtemps opposant discret au processus de Matignon. Unique membre du gouvernement à s'exprimer, vendredi, le ministre de l'agriculture a récidivé, dimanche 19 août, dans l'édition dominicale du *Parisien*. Sa cible ? Jean-Pierre Chevènement et Georges Sarre, président du Mouvement des citoyens. « Je voudrais dire qu'ils dépassent la limite – en affirmant que le gouvernement est responsable de cette violence – de ce qu'on peut se dire non seulement dans la

vie politique mais a fortiori dans une même majorité », a déclaré M. Glavany. « On n'a pas le droit de porter des accusations de la sorte ! On n'a pas le droit de traiter indirectement le gouvernement d'assassin. Oui, il y a des limites à ne pas franchir », poursuit le ministre de l'agriculture, qui dénonce aussi la « violence culturelle et insupportable des Corses ». Pour M. Glavany, qui appelle les Corses à « dénoncer les assassins », il n'y a plus désormais, « d'autre solution » que les accords de Matignon.

Dès lundi matin, sur Europe 1, François Hollande a cherché à calmer le jeu. Pourtant la veille, M. Chevènement avait déclaré au *Journal du dimanche* qu'il fallait en finir avec « le condominium RPR-PS, qui prive le pays de tout débat digne de ce nom puisque, sur l'essentiel, les uns et les autres ont fait les mêmes choix d'abandon et de résignation ». Il est « mon ami », c'est « un homme respectable, qui a ses idées », a tempéré le premier secrétaire du PS. « Il est soucieux d'affir-

mer sa position, c'est normal. (...) Je respecte son désaccord, après ce sera à la population de trancher », a estimé M. Hollande, ajoutant : « Il faut faire un résultat, nous verrons ». Tout juste a-t-il fait observer qu'il « [préférerait] que l'on utilise pas les mêmes termes que l'opposition » et glissé, au dernier moment, une remarque acerbe, sans nommer M. Chevènement. « Ce n'est pas parce qu'il y en a un qui part, alors qu'il n'est pas encore l'heure » que la campagne présidentielle est engagée, a laissé entendre M. Hollande, soucieux de maintenir la cohésion à gauche et de ne pas donner trop de prise à l'opposition.

Infatigable avocat du processus de Matignon, le chef du PS a répété qu'il « y a une politique, chacun la connaît, c'est celle du dialogue avec les élus », pour donner plus d'autonomie à la Corse, « afin d'assurer [son] développement économique, social et culturel, tout en assurant, autant qu'il est possible après vingt-cinq ans de violence, la sécurité sur cette île ». En bon démineur, tâche

à laquelle il excelle habituellement, M. Hollande a déclaré qu'il n'y avait « pas d'affaire de l'immistie » et nié que l'on puisse observer une dégradation sur le plan de la sécurité en Corse. Le premier secrétaire du PS a également lancé un appel discret aux élus corses de l'opposition, favorables au processus : « a-t-on vu José Rossi et Jean Baggioni, l'un DL et l'autre RPR, remettre en cause les accords ? » a-t-il demandé.

« JOUER AVEC LE FEU »

S'ils ne l'ont pas remis en cause, ils ne sont en tous cas pas montés au créneau pour le défendre. Seul Alain Madelin, président de DL, a, comme l'an dernier après la mort de Jean-Michel Rossi, pris la défense du dialogue initié par Lionel Jospin. « Ce serait une erreur politique majeure de donner raison au dernier flingueur ou au dernier poseur de bombes », déclare-t-il dans le *Journal du dimanche* du 19 août. Même s'il estime que ce processus souffre d'un « vice de construc-

tion », car il « donne le sentiment qu'on négocie avec les indépendantistes », M. Madelin estime que « désavouer les élus corses, c'est jouer avec le feu ». En candidat déclaré à la présidentielle, il vilipende même l'attitude du chef de l'Etat qui, s'il avait jugé que la « discussion avec les élus insulaires, majoritairement de droite, avait été dangereuse, (...) il eût été de son devoir de les en avertir ».

Fidèle soutien de Jacques Chirac, Philippe Douste-Blazy, lui, n'a pas de mots assez durs pour Lionel Jospin : « La multiplication des meurtres et des attentats démontre que [sans arrêt des violences] toute négociation est condamnée à l'avance et la merci de n'importe quel extrémiste ». Le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale juge également que M. Jospin est « prisonnier d'un cercle infernal » et estime que le gouvernement « ne peut plus maintenir le processus engagé lors des accords ».

Beatrice Gurrey

M. Zuccarelli : un « climat d'insécurité insupportable »

Un vigile a été commotionné, dans la nuit de samedi à dimanche 19 août, lors d'un attentat commis contre une agence du Crédit lyonnais située à Bastia. La charge, évaluée à plus de 200 grammes d'un explosif non encore identifié, avait été déposée sur le rebord d'une fenêtre. La déflagration a provoqué des dégâts peu importants à l'intérieur de l'établissement bancaire. Quelques véhicules garés dans la rue ont été endommagés. L'attentat n'a pas été revendiqué.

Le maire de Bastia, Emile Zuccarelli (PRG), a jugé « insupportable le climat d'insécurité qui, jour après jour, se développe dans l'île et met à bas toute idée même de paix civile ». Condamnant l'attentat, M. Zuccarelli a demandé au gouvernement « de mettre rapidement en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des populations en Corse, comme partout ailleurs sur le territoire de la République ».

La perquisition chez l'ancien chef nationaliste a mis en évidence son rôle clandestin

À DÉFAUT d'avoir identifié le commando responsable de l'assassinat de François Santoni, les enquêteurs en savent un peu plus sur la personnalité et l'influence de l'ancien homme fort du FLNC-Canal historique. La perquisition menée dans la soirée du vendredi 17 août, rue Henri-Barbusse, dans le 5^e arrondissement, au domicile de son amie, qui faisait office de pied-à-terre parisien pour François Santoni, s'est, de ce point de vue, révélée fructueuse.

Les policiers de la Division nationale antiterroriste (DNAT) et les magistrats de la Section antiterroriste (SAT), accompagnés d'un représentant de l'ordre des avocats, ont saisi dans l'appartement – qui est aussi le cabinet de l'avocate Christel Baldocchi, compagne de François Santoni – des documents faisant référence à Armata Corsa, ce groupuscule apparu en juin 1999 et dont François Santoni passait pour être le chef. Selon nos informations, ils ont surtout mis la main sur une cagoule noire et une combinaison qui constituent « l'uniforme » habituel des clandestins. Deux armes de poing – un revolver de calibre 38 et un pistolet 9 mm –, ainsi que 150 cartouches ont également été trouvées dans une cache, aménagée dans un placard. Aux yeux des enquêteurs, ces découvertes confirment le rôle moteur joué par François

Santoni au sein du mouvement clandestin, auquel l'ancien leader nationaliste s'est pourtant toujours défendu d'appartenir.

De nombreux documents concernant les « relations d'affaires » de François Santoni ont également été mis sous scellés, ainsi qu'une importante documentation sur des pays africains (Gabon, Côte d'Ivoire,...). L'examen des carnets d'adresses, des agendas et du courrier saisis semble illustrer l'importance du réseau relationnel que s'était constitué, au fil des ans, l'ancien leader nationaliste. François Santoni était ainsi en contact avec des personnalités – politiques ou non – influentes du sud de la Corse, mais aussi des hommes d'affaires controversés tel qu'André Gueffi, surnommé « Dédé la Sardine », un intermédiaire mis en examen dans l'affaire Elf.

UN DOSSIER SUR CHARLES PIERI

D'autres documents découverts font référence à Robert Feliciaggi, un homme d'affaires d'origine corse, proche de Charles Pasqua. Les comptes bancaires de Robert Feliciaggi et de son associé Michel Tomi, souvent présentés comme les « empereurs » des jeux en Afrique, sont au cœur d'une enquête pour « blanchiment » ouverte à Monaco. Leur nom est également cité dans les enquê-

tes relatives au financement du Rassemblement pour la France (RPF).

Les enquêteurs ont aussi saisi un dossier d'environ 3 centimètres d'épaisseur consacré à Charles Pieri. Ancien compagnon d'armes de François Santoni – les deux hommes avaient dirigé en commun A Cuncolta naziunista –, Charles Pieri était devenu sa bête noire. François Santoni reprochait notamment à son ancien ami de l'avoir écarté du processus de réunification des nationalistes, alors qu'il était incarcéré, entre 1996 et 1998. Il s'était également senti trahi lorsqu'il avait appris que sa compagne de l'époque l'avait quitté pour M. Pieri. François Santoni avait enfin accusé ce dernier d'être le commanditaire de l'assassinat de Jean-Michel Rossi, le 7 août 2000, à l'Ile-Rousse (Le Monde daté 19-20 août).

Dans le dossier que s'était constitué François Santoni sur son ancien compagnon, les enquêteurs ont découvert une photocopie d'un extrait du bulletin numéro un du casier judiciaire de Charles Pieri, accessible aux seuls magistrats et officiers de police judiciaire. François Santoni pourrait avoir bénéficié de compllicités policières ou judiciaires pour obtenir ce document confidentiel. Les enquêteurs n'excluent pas cependant qu'il se le soit procuré par l'intermédiaire d'une personne ayant eu accès à une procédure dans

laquelle M. Pieri – incarcéré depuis 1998 – est mis en cause. Dans tous les cas, l'existence de ce dossier pourrait renforcer les policiers dans leur conviction que la rivalité Santoni-Pieri est au cœur de leur enquête.

L'identification du ou des tueurs de François Santoni s'annonce quant à elle particulièrement délicate. Malgré la présence de centaines de personnes, invitées jeudi à la noce de Jean-René Tomasi, à proximité du lieu de la fusillade, les premiers témoignages recueillis n'ont rien apporté de probant. « Par tradition mais aussi par peur, les Corses se montrent assez peu coopératifs dans ce genre d'affaires », estime un enquêteur. Les policiers attendaient beaucoup du marié lui-même, qui accompagnait François Santoni à sa voiture lorsque les coups de feu ont retenti et a d'ailleurs été blessé dans la fusillade. Las, samedi 18 août, sur TF1, ce dernier s'est lui-même qualifié de « témoin qui n'a rien vu, absolument rien vu ». Les enquêteurs misent désormais sur l'examen des communications émises par des téléphones mobiles dans la zone du drame. Ils espèrent que les auteurs de l'attentat ont communiqué via leurs portables. C'est ainsi qu'ils avaient arrêté le commando soupçonné d'avoir tué le préfet Claude Erignac, le 6 février 1998.

Fabrice Lhomme

A Gianuccio, dans le fief de François Santoni, « un enterrement comme un autre, dans le calme et la dignité »

GIANUCCIO (Corse-du-Sud)
de notre envoyé spécial

L'ambiance est lourde et la chaleur insupportable, ce dimanche 19 août, à Gianuccio. Dans la

REPORTAGE

Des hommes cagoulés ont tiré en l'air pour saluer une dernière fois leur compagnon de lutte

rocaïlle au pied des montagnes, à l'écart de la route nationale qui relie Bonifacio à Sartène (Corse-du-Sud), le village enterre l'un des siens sous un soleil de plomb. Ce sont les obsèques de François Santoni, l'ancien dirigeant nationaliste assassiné dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 août.

Les femmes sont vêtues de sombre et portent des lunettes noires. Les hommes ont le visage fermé, ils parlent à voix basse. Le « pépé », lui, a soigneusement peigné sa moustache, il a mis une chemise blanche et un pantalon de flanelle gris. François Santoni était un parent. « Eloigné », précise le retraité, mais un parent quand même. « L'enterrement, c'est sacré, on vient pour montrer qu'on est là, pour soutenir la famille », explique ce grand-oncle de soixante-douze ans, qui filtre les voitures et guide les visiteurs se rendant à la maison familiale, en haut du village, pour présenter leurs condoléances avant la levée du corps. « Route

barrée, voie sans issue », indique un bout de carton attaché à une corde tendue en travers de la chaussée, en contrebas de la demeure où a eu lieu la veillée. A la demande de la famille, les micros et les caméras sont tenus à l'écart.

Une heure avant le début des obsèques, prévues à 16 heures, un gendarme s'approche et s'es-suyant le front. Affecté depuis quatre ans à la brigade de Pianottoli, la petite ville des environs, c'est une figure connue. Il vient aux nouvelles. « Vous voulez que je reste là en cas de problème ? – Quel problème ? » Loin de l'important dispositif de sécurité annoncé, les gendarmes n'assurent qu'une présence discrète et symbolique dans le village. Le reste des effectifs est positionné près de Monacia-d'Aullène, 7 km plus loin, là même où François Santoni a été tué. Deux hélicoptères survoleront la cérémonie à plusieurs reprises, pour s'assurer de son bon déroulement et faire des prises de vue des participants.

HONNEURS MILITAIRES

Pour l'instant, une partie d'entre eux attendent à l'ombre des arbres plantés autour de la petite église en pierres, nichée au-dessus d'un tournant, au milieu du village. A côté, un terrain poussiéreux où les gamins ont l'habitude de jouer au football. Juste derrière, sur la colline, le cimetière. Tout à coup, une série de détonations résonnent dans la torpeur. Autour de l'église,

on se regarde en silence : les honneurs militaires viennent d'être rendus à la dépouille de François Santoni. En haut, devant la maison, conformément à la tradition nationaliste, des hommes en cagoule ont tiré en l'air pour saluer une dernière fois leur compagnon de lutte. Il est 15 h 20, la cloche de l'église se met à sonner, le prêtre et son diacre se dirigent vers la maison des Santoni pour la levée du corps.

Une vingtaine de minutes plus tard, le cortège funèbre quitte la demeure et arrive à l'église, dans un grand silence. Au premier rang, les parents de François Santoni, son frère, sa sœur et sa compagne,

l'avocate Christel Baldocchi. Le cercueil est porté par six hommes. Ce sont des membres de la famille et non pas des militants nationalistes. En outre, le drapeau corse ne couvre pas le cercueil, comme c'est souvent le cas dans les obsèques de dirigeants nationalistes. Le message se veut clair : il s'agit d'une cérémonie familiale et religieuse, pas d'un enterrement politique.

SERVICE D'ORDRE OFFICIEUX

Composée d'environ 400 personnes, la foule n'est d'ailleurs pas si nombreuse qu'attendu et peu de personnalités de premier plan dans la sphère nationaliste sont venues rendre un dernier homma-

« Corse, que fais-tu de l'Evangile de la vie ? »

Un message de l'évêque d'Ajaccio, Mgr André Lacrampe, signé également par ses deux vicaires généraux, les Pères Jean-Toussaint Micaletti et Olive Tagliazucchi, a été lu au cours des obsèques de François Santoni. « Quel drame pour la Corse ! Un nouveau meurtre attise la haine, fragilise la réconciliation et la paix et fait naître la douleur, déplorent les responsables catholiques. De nouveau, nous nous indignons face à cette spirale de la violence, face au respect de la vie humaine bafoué. Nous en appelons à la raison et à la sagesse pour le bien de la Corse. Quel futur ouvrons-nous, quel avenir pour la jeunesse ? Le Dieu de la vie, auquel nous croyons, nous presse d'agir en faveur de la rupture de l'engrenage diabolique de la violence. L'Eglise rejoint la famille endeuillée, elle apporte soutien et réconfort. Dans la prière pour le défunt, elle invoque miséricorde. N'en restons pas là. Dans notre cœur et sur nos lèvres, dans nos actes, respectons la justice, faisons œuvre de paix.

« Corse, que fais-tu de l'Evangile de la vie reçu du Christ ? Il est toujours temps de se ressaisir pour garantir une paix durable. En ce dimanche, nous invitons toutes les communautés chrétiennes de Corse à prier pour que chacun, dans ses responsabilités, garde le souci de la culture, de la vie et de la paix. »

ce entrecoupé de chants polyphoniques et conclu par *Dio vi salvi regina*, l'« hymne » corse.

Au bout d'une heure, le cortège quitte l'église pour le cimetière, le cercueil toujours porté par des proches. Une partie de la foule suit le parcours jusqu'au caveau de Santoni, perché en haut de la butte escarpée et rocaïlleuse. La famille se recueille longuement, les femmes en pleurs, avant de retourner vers l'église. Assis à l'ombre du bâtiment sur des chaises en plastique, les parents reçoivent de nouveaux les condoléances. Il est environ 17 heures, le soleil commence à se faire moins brûlant et les obsèques de François Santoni sont terminées. « C'était un enterrement comme un autre, constate un habitant de Gianuccio, dans le calme et la dignité. »

Frédéric Chambon

**BRIDGE
DESCELLÉ?**

Refixer avec
Fixobridge™
par BONYPLUS

EN PHARMACIE
5000 réf. A.C.L. n. 700-80-92

"Facile, rapide et efficace!"

Jean-Marie Le Pen prend Jacques Chirac pour cible

Le président du Front national, qui entend être candidat à l'élection présidentielle, pour la quatrième fois, en 2002, estime que le chef de l'Etat porte la responsabilité première du « déclin de la nation »

A l'occasion de son meeting de rentrée, samedi 18 août, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), Jean-Marie Le Pen a confirmé sa volonté d'être candidat à l'élection présidentielle de 2002. S'il réussit à franchir le cap des 500

signatures d'élus nécessaires, ce sera sa quatrième candidature et, dans tous les cas de figure, sa cinquième campagne présidentielle en tant que candidat déclaré. Le président du Front national a concentré l'essentiel de ses

attaques sur Jacques Chirac, accusant le chef de l'Etat d'être « *délibérément responsable du gouvernement socialiste depuis quatre ans* » et allant jusqu'à qualifier le président de la République de « *fossoyeur de la*

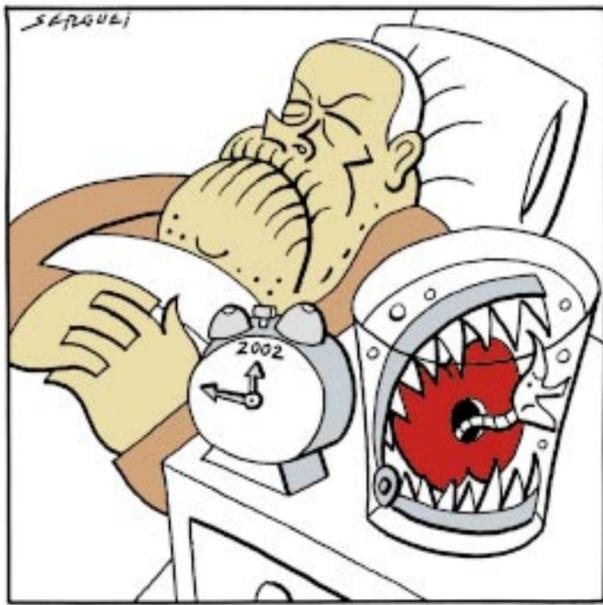
nation ». Les élections municipales et cantonales de mars font ressortir que l'audience de l'extrême droite se maintient aux alentours de 10 %. Le FN n'est toutefois pas parvenu à distancer largement son rival, le MNR.

LA TRINITÉ-SUR-MER (Morbihan)

de notre envoyée spéciale

Pas de quartier pour Chirac ! Jean-Marie Le Pen ne ménage pas plus Jacques Chirac, président de la République, qu'il n'épargnait le président du RPR ou le premier ministre de la première cohabitation. Il semble même avoir franchi une étape supplémentaire dans l'animosité à son encontre. Samedi 18 août, lors de son discours de rentrée politique prononcé dans son village natal de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), le président du Front national, candidat à l'élection présidentielle de 2002, l'a pris pour cible unique.

« *L'homme de gauche le plus détestable au pouvoir, ce n'est pas Jospin, mais Chirac. C'est lui le véritable disciple de Mitterrand, qu'il fit d'ailleurs élire en 1981, en trahissant Giscard* », s'est ainsi exclamé M. Le Pen. Et de continuer : « *C'est lui qui, par la dissolution, est directement, et peut-être délibérément, responsable du gouvernement socialiste de Jospin depuis quatre ans. (...) C'est encore lui qui, de contempteur de l'Europe giscardienne, en est devenu le plus servile courtisan. C'est Chirac, la liste n'est pas exhaustive, qui, chef des armées et se disant gaulliste, a liquidé la puissance nucléaire française.* » Plus tard, il le traitera même de « *fossoyeur de la nation* ». Injure suprême pour un nationaliste tel que ce chef d'extrême droite. De quoi laisser penser que M. Le Pen conditionne déjà ses partisans à sanc-



tionner M. Chirac au second tour de l'élection présidentielle. Juste avant son meeting, le président du FN nous expliquait en privé que déjà, en 1995, il « *n'avait pas appelé à voter pour Chirac* ». A l'époque, M. Le Pen avait en effet laissé « *à chacun sa liberté, sa responsabilité de voter en fonction de ses origines, sympathies et antipathies* ». Il avait aussi lancé cette fameuse phrase : « *Chirac, c'est Jospin en pire !* » Aujourd'hui, il tient à préciser que, « *plus que jamais* », il croit

que M. Jospin « *est plus honnête que Chirac* ».

Une fois encore, M. Le Pen se présente comme l'homme de l'alternative, le sauveur de la nation. « *La véritable question à laquelle devront répondre les Français, au-delà de savoir s'ils entendent continuer à accorder leur confiance aux hommes de la bande des quatre, responsables depuis trente ans d'une politique qui conduit la France au déclin et le peuple à la servitude, est celle-ci : acceptent-ils*

Sur les bancs des jeunes du FN : « 1515 ? Marignane »

LA BRANCHE jeunesse du Front national a subi, elle aussi, les contrecoups de la scission de janvier 1999. A peine une quarantaine de jeunes, dont plusieurs fratries, ont suivi la semaine de formation organisée par le FNJ, mi-juillet, dans le cadre de son université d'été. Une session de révision des connaissances utile, si on en croit le journal de la promotion, baptisée « Clovis, roi des Francs ».

L'imprimé, qui rend compte d'un test de niveau organisé en début d'université, se sent obligé de préciser que « *J.-M. Le Pen est POUR l'expulsion des clandestins* » et que « *FO, Force ouvrière, est un syndicat, pas un parti politique* ». « *C'est Lutte ouvrière (LO) qui est un parti* », explique l'auteur de l'article. Parmi les perles relevées par les correcteurs, il y a cette méthode proposée par un militant pour « *contrer la poussée démographique des immigrés en France* » : « *interdire les naissances des étrangers...* ». Apparemment, certains n'ont pas entendu parler du passage du septennat au quinquennat car ils s'entêtent à

dire que le prochain président de la République sera élu pour sept ans. Le premier prix revient à cette recrue qui, lorsqu'on lui demande à quoi correspond « 1515 », répond : « *Marignane* ». Peut-être a-t-elle cru qu'il s'agissait d'un code postal...

Ces jeunes ne détonnent toutefois pas avec le niveau de certains cadres. Ce même journal qui se gaussait de bourdes juvéniles publie une tribune rédigée par Olivier Martinelli, le directeur du cabinet de M. Le Pen, dans laquelle on note aussi quelques perles. Ce dernier cite ainsi dans son article « *Goethe, Dante, La Fontaine* » et... « *Shakespeare* » ! Un peu plus loin, il regrette que « *le droit du sol, qui n'implique rien, prime sur le droit du sang (donc de la conception familiale)* », affirme qu'« *il convient donc de revenir au droit du sang* » et précise : « *en admettant évidemment des nationalisations* » ! Mais, dans son cas, ce sont sûrement les clavistes qui se sont trompés.

Ch. Ch.

Les chasseurs du marais de Brière ont défié les gendarmes

NANTES

de notre correspondant

La manifestation devait se faire « *sans fusil* » et la marche des chasseurs dans le marais de Brière, dimanche 19 août, voulait « *exprimer symboliquement* » leur colère contre le report au 1^{er} septembre de l'ouverture de la chasse au gibier d'eau en Loire-Atlantique. Il n'était pas question, dans l'esprit des organisateurs, d'abîmer un peu plus l'image de la chasse en Brière, mise à mal par le massacre d'une centaine d'oiseaux protégés découvert quatre jours plus tôt (*Le Monde* du 19 août 2001), à quelques kilomètres de là.

Mais au lever du jour, dans ce marais où les habitants ont longtemps vécu en autarcie et dont sept mille hectares sont, depuis des siècles, leur propriété indivise, le naturel de certains des deux cents chasseurs présents est revenu au galop. Sortant des voitures – qui circulaient sous la surveillance d'un hélicoptère de gendarmerie relié par radio aux embarcations des gardes-chasse –, une trentaine se sont égaillés, fusil en main, pour revenir avec autant de canards, de bécassines et de sarcelles abattus, puis laissés discrètement hors de portée des fouilles éventuelles de véhicules.

Le sous-préfet de Saint-Nazaire avait pourtant promis que l'interdiction de la chasse serait, cette fois, respectée en Brière. La mobilisation des forces de l'ordre était effectivement conséquente, mais elle restait à distance. Le dispositif a consisté, pour l'essentiel, à encercler le marais et à le surveiller pour observer la manifestation. La Brière a donc conservé sa singularité, dimanche, et certains Briérons ont gardé un sentiment d'impunité qui finit par embarrasser les responsables locaux de la chasse eux-mêmes.

Yvonnick Guihéneuf, président de l'Union des chasseurs de gibier d'eau de la Grande Brière Motrière, masquait mal son mécontentement et les limites de son pouvoir : « *Nous avons travaillé tout l'été à donner une autre image des chasseurs en discutant avec la population sur les marchés, où nous avons été très bien accueillis. Mais chacun fait ce qu'il veut. Ici, il n'y a pas de chef.* »

DES ENQUÊTES QUI S'ENLISENT

Et le moindre des « *us et coutumes locaux* », chèrement défendus, n'est pas la loi du silence, qui a jusqu'ici protégé les plus exaltés. Si la condamnation de la tuerie des oiseaux protégés est ferme et générale en Brière, il n'est pas question, à ce jour, pour les associations de chasseurs de porter plainte ou de se constituer partie civile. Faire le ménage pour isoler les extrémistes n'est visiblement pas pour demain.

Les menaces de mort peintes récemment sur les murs de la mairie de La Chapelle-des-Marais contre le maire socialiste de cette commune, Jacques Boisson, et le député socialiste local, René Leroux, « *ne peuvent être imputées aux chasseurs, puisque rien ne le prouve* ». L'incendie volontaire du siège du parc régional naturel de la Brière, il y a juste un an ? « *L'enquête n'a pas abouti, et rien ne dit non plus que ce sont des chasseurs.* » L'exil forcé d'Hubert Dugué, guide de Brière, ornithologue habitant sur place, membre de la Ligue de protection des oiseaux (LPO), écouré de voir ses embarcations brûler les unes après les autres l'été dernier ? Même réponse : « *L'enquête n'a rien donné.* »

Dimanche, parmi les chasseurs briérons manifestant symboliquement, certains auraient bien voulu en découdre avec les « *anti-chasse* » de façon beaucoup plus radicale. « *Ce n'est pas le moment d'aggraver notre réputation en se comportant comme des hooligans. Il y a des choses que l'on ne peut plus tolérer* », leur a fermement rétorqué Yvonnick Guihéneuf, pris à partie par les plus déterminés. Obtenir d'eux de s'en tenir à la trentaine d'oiseaux tués sous l'œil des gendarmes était, à ses yeux, la seule possibilité.

Patrick Roger

Dominique Luneau

L'audience électorale de l'extrême droite se maintient aux alentours de 10 %

Le Front national n'est pas parvenu à prendre un avantage décisif sur son rival, le Mouvement national républicain

LA CONCURRENCE au sein de l'extrême droite se mesure principalement sur le terrain électoral. Les municipales et les cantonales des 11 et 18 mars ont fourni au Front national (FN) et au Mouvement national républicain (MNR), pour la première fois depuis la crise et la scission de décembre 1998, l'occasion d'étalonner leurs forces dans un scrutin national. Toutefois, la difficulté à constituer des listes complètes, accrue par l'entrée en

vigueur de la parité, a contraint les deux formations à limiter leurs ambitions aux élections municipales. En revanche, elles ont toutes deux investi sans réserve le terrain des cantonales, le FN devenant même, avec 1 703 candidats sur les 2 021 cantons soumis à renouvellement, le parti ayant présenté le plus grand nombre de candidatures.

Aux élections municipales, selon les données établies par le Centre d'étude de la vie politique fran-

çaise (Cevipof), l'extrême droite était présente dans 297 villes de plus de 9 000 habitants, les deux formations demeurant au coude-à-coude pour ce qui est du nombre de listes constituées revendiquées : 183 pour le FN, 190 pour le MNR. En obtenant dans cette tranche de population un résultat d'ensemble de 10,28 % des suffrages exprimés, l'extrême droite accuse une baisse de 2,53 % par rapport au score obtenu par le

seul FN en 1995 (12,81 %). La répartition des votes donne un léger avantage au parti de Jean-Marie Le Pen, qui obtient 275 282 voix (5,69 % des suffrages exprimés), alors que la formation présidée par Bruno Mégret en recueille 221 968 (4,59 %). Le MNR aura réussi à garder deux municipalités, avec Catherine Mégret à Vitrolles et Daniel Simonpieri à Marignane, tandis que le FN Jacques Bompard retrouvait son fauteuil dès le premier tour à Orange.

Sur les 107 communes de plus de 9 000 habitants où il était présent seul, le FN obtient 10,56 % des suffrages exprimés. A l'inverse, dans les 114 municipalités où le MNR n'avait pas de rival à l'extrême droite, il recueille 10,2 % des voix. Enfin, dans les 76 villes où les deux formations se mesuraient directement, elles rassemblent 10,16 % des suffrages, le FN en obtenant 5,77 % contre 4,39 % à son rival.

UN SIGNE DE FAIBLESSE

Les élections cantonales qui avaient lieu à la même date font ressortir la quasi-stabilité de l'extrême droite, aux alentours de 10 %, en comparaison des suffrages obtenus en 1994. Toutefois, cette stabilité apparente résulte de l'important effort de présentation consenti par ces deux partis, le FN s'assurant là un avantage avec 1 703 candidatures contre 1 318

pour son concurrent. Selon les résultats définitifs publiés par le ministère de l'intérieur, les candidats investis par le parti de M. Le Pen totalisent 862 866 voix (6,95 %) au premier tour, tandis que ceux du MNR en obtiennent 366 730 (2,96 %). L'extrême droite ne détient plus aucun siège de conseiller général, contre 3 avant.

Plusieurs élections cantonales partielles ont, depuis, mis aux prises le FN et le MNR. Sur les 37 scrutins, marqués par une forte abstention, qui se sont tenus depuis la fin du mois d'avril, l'extrême droite était présente dans 23 cantons, le FN ayant aligné 20 candidats contre 16 au MNR. Dans tous ces cantons, sans exception, l'extrême droite enregistre une baisse importante, ne réussissant à franchir les 10 % des suffrages exprimés que dans 5 cantons, alors que le seul Front national se situait au-dessus de cette barre, trois ans plus tôt, dans 19 des cantons renouvelés. Elle recueille à l'occasion de ces scrutins partiels 8,19 % des suffrages exprimés quand le parti de M. Le Pen en obtenait 14,47 % en 1998. Le FN confirme toutefois sa suprématie : avec 4,66 % des voix contre 3,18 % au MNR (et 0,35 % à divers extrême droite), il devance son rival dans 10 des 13 cantons où ils étaient en compétition.

TROIS QUESTIONS À...

RENÉ MONZAT

1 Vous êtes écrivain, spécialiste de l'extrême droite. Les sondages placent Jean-Marie Le Pen en troisième position et lui accordent de 7 % à 10 % des intentions de vote pour 2002. Qu'en pensez-vous ?

En 1998-99, on a assisté à un éclatement du Front national, mais les raisons sur lesquelles son électoral se déterminait n'ont pas disparu. Il existe une expression contemporaine de l'extrême droite, un courant profond qui ne s'est pas réduit, comme on l'a vu lors des élections cantonales. Le problème, c'est que les partis politiques principaux n'ont pas essayé de profiter de la crise organisationnelle qui frappait le FN pour regagner son électoral et le faire rentrer dans le jeu

démocratique en le touchant avec des arguments de fond. Le travail n'a pas été fait et on en paie le prix.

2 Pensez-vous que le débat mené actuellement par la droite et la gauche sur l'insécurité favorise M. Le Pen ?

La pire des choses serait de ne pas aborder ces questions en pensant qu'elles sont la propriété de l'extrême droite. L'insécurité et, surtout, le sentiment d'insécurité provoqué par le chômage, la précarité, ce n'est pas un problème créé par l'extrême droite. La seule façon de gérer de façon rationnelle ce problème est de le gérer politiquement.

3 Pourquoi, selon vous, Bruno Mégret, le chef de file des frondeurs lors de la crise de 1998, aujourd'hui président du Mouve-

ment national républicain, ne parvient-il pas à percer ?

Il n'a pas percé parce qu'il n'a pas réussi son coup initialement. Il lui aurait fallu « tuer » tout de suite le FN. Tout s'est joué quand il a perdu la bataille sur le nom. Par la suite, sa campagne européenne a été la copie conforme de celle de Le Pen. Actuellement, la stratégie de Bruno Mégret est d'attendre que Le Pen se retire du jeu politique. Il est convaincu qu'il ne peut rien faire d'autre que de conserver son appareil et de gérer ses petits bastions locaux, qui ne sont d'ailleurs pas ridicules. Mais cela ne constitue pas une perspective politique. Il n'a pas réussi à incarner la légitimité du courant d'extrême droite et à être un contrepoids à Jean-Marie Le Pen.

Propos recueillis par
Christiane Chombeau

Jack Lang souhaite développer l'accès gratuit à Internet dans les écoles

Le Louvre et Météo France fourniront des contenus

OFFRIER aux enseignants et aux élèves un maximum de ressources éducatives gratuites sur Internet. C'est le sens de l'intervention que devait prononcer le ministre de l'éducation nationale, Jack Lang, lundi 20 août, en ouverture de la vingt-deuxième université d'été de la communication à Hourtin (Gironde). M. Lang devait annoncer la signature d'une série d'accords avec des fournisseurs de contenus et de services pour permettre l'accès libre à leurs données.

Le Louvre va ainsi mettre à disposition des élèves et des professeurs, dès la rentrée, l'ensemble des œuvres du Musée, accompagnées de notices pédagogiques. L'Institut géographique national (IGN) fournira des bases cartographiques. IBM renouvellera la mise à disposition gracieuse de licences bureautiques. Météo France (base de données météorologiques), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (base de données en biologie), l'Institut national de la statistique et des études économiques (économie), la chaîne de télévision britannique BBC (usage libre des programmes en anglais), entre autres, devraient compléter l'offre. Un site Internet spécifique destiné à l'apprentissage des langues à l'école sera créé.

« CARTABLES ÉLECTRONIQUES »

« Il faut qu'il y ait un espace public numérique d'éducation accessible gratuitement à tous. Notre devoir est de garantir l'égalité d'accès des citoyens, notamment des jeunes, aux ressources du numérique », a déclaré M. Lang au

Ministère de l'éducation nationale réfléchit à la mise en place de « bureaux virtuels » et de « cartables électroniques » accessibles par Internet. Il s'engage également à favoriser l'ouverture des écoles en dehors des heures de classe pour utiliser au mieux les moyens informatiques : dans des conditions qui restent à définir, les équipements multimédias pourront ainsi être utilisés par le public. M. Lang devait rappeler sa volonté de faire intégrer dans les programmes scolaires la formation à l'utilisation des nouvelles technologies. Au collège, le brevet d'études fondamentales, rendu obligatoire en 2002, validera les compétences informatiques des élèves. Un dispositif équivalent sera créé en 2001 pour la formation continue des adultes dans les Greta. Dans l'enseignement supérieur, un certificat de compétences sera mis en place. Les premières expérimentations auront lieu dès la prochaine rentrée.

A Hourtin, M. Lang devait enfin annoncer que la communauté d'agglomération de Grenoble, qui se trouvait en concurrence avec Marseille et Rennes, a été choisie pour accueillir une « résidence européenne du multimédia éducatif ». Sorte de « Villa Médicis du multimédia », selon les termes de M. Lang, cette résidence aura vocation à constituer « un laboratoire avancé de recherche ». A terme, une trentaine de lauréats européens – créateurs, éducateurs, chercheurs – bénéficieront d'infrastructures dans le domaine des nouvelles technologies appliquées à l'éducation. L'ouverture est prévue courant 2002.

L. Br.

Le coût de la rentrée scolaire sera en forte augmentation

La hausse du prix du papier explique pour une grande part cette tendance

Les frais de rentrée devraient augmenter de 4,3 %, selon l'enquête annuelle de la Confédération syndicale des familles (CSF), essentiellement du fait de la hausse du coût

du papier. CSF et Familles de France demandent au gouvernement une modulation de l'allocation de rentrée en fonction de l'âge des enfants et du type d'études poursuivies.

RUDE RENTRÉE pour les familles : elles vont devoir dépenser plus pour financer la scolarité de leurs enfants. Les frais de rentrée subissent cette année un accroissement de 4,3 % en moyenne, selon l'enquête annuelle rendue publique lundi 20 août par la Confédération syndicale des familles (CSF). La tendance à la hausse est confirmée par une seconde étude, conduite par Familles de France, qui devrait annoncer, mardi 21 août, un chiffre légèrement supérieur. Cette forte augmentation rompt avec les années précédentes. En 2000, Familles de France et la CSF avaient estimé que l'accroissement serait limité à 1,3 %. En 1999, le coût pour les familles avait même diminué dans une fourchette allant de -0,3 % à -0,6 %, selon les estimations.

Cet accroissement découle essentiellement, d'après la CSF et Familles de France, d'une hausse importante du coût du papier, matière première de nombreuses fournitures scolaires. Entre août 2000 et avril 2001, le secteur de la papeterie scolaire a connu une très forte augmentation des prix : +130 %, selon l'indice des prix à la consommation calculé par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Les prix ont certes diminué depuis avril mais sans retrouver le niveau des années antérieures. « La distribution a intégralement répercuté sur les consommateurs la hausse du prix du papier, ce qui représente un poids supplémentaire non négligeable dans les budgets des familles », constate la Confédération syndicale des familles. Les deux associations s'avouent inca-

pables, en revanche, de distinguer un éventuel « effet euro » dans cette augmentation. « Nous ne pouvons ni valider ni infirmer l'hypothèse d'une hausse des prix due à l'anticipation par les commerçants du passage à l'euro », signale la CSF. Tout au plus, les enquêteurs de la Confédération, qui ont étudié des centaines d'articles dans toute la France, ont constaté que de nombreux prix avaient été fixés pour permettre une conversion simple d'ici le 1^{er} janvier 2002, date de la mise en circulation de l'euro.

MODULATION DE L'AIDE

La publication de ces enquêtes, devenues traditionnelles avec les années mais qui font l'objet d'une discrète compétition médiatique entre les deux organisations, est l'occasion pour la CSF et Familles de France d'exiger un effort financier du gouvernement en direction des parents d'élèves. Chacune de leur côté, elles demandent la modulation de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) – fixée à 1 600 francs en 2001 et réévaluée chaque année – en fonction de l'âge des enfants et du type d'études poursuivies. « Les frais de rentrée croissent avec l'âge des élèves et le caractère plus professionnel des études », souligne la CSF. Il faut compter en moyenne 578 francs pour un enfant de cours préparatoire, 1 963 francs pour un élève de sixième, 3 508 francs pour une seconde générale, et même 4 722 francs pour un élève de seconde technologique industrielle, selon les statistiques produites par la CSF à partir d'un panier moyen de fournitures.

Conséquence pour les familles : les dépenses scolaires représen-

tent de 37 % à 135,5 % de leur budget pour le mois de septembre, en fonction de leurs revenus, du nombre d'enfants, de leur âge et du type de scolarité. « Cette modulation permettrait notamment d'aider plus fortement les familles qui scolarisent leurs enfants dans l'enseignement professionnel. Ce sont elles qui payent le plus aujourd'hui. Ce sont elles qui sont le plus souvent issues de milieux populaires », note la CSF en se satisfaisant néanmoins du doublement, à la rentrée, de la prime versée pour l'équipement des lycéens boursiers de l'enseignement professionnel (de 1 100 à 2 200 francs). Les deux associations appellent également le gouvernement à revoir le système des bourses, notamment au collège.

S'adressant plus directement, sur un mode pédagogique, aux enseignants et au ministère de l'éducation nationale, la CSF dénonce des listes de fournitures qui « s'allongent démesurément ». Rappelant le principe de gratuité de l'enseignement, elle s'inquiète des demandes répétées, de la part des établissements scolaires, de participation aux frais de photocopie et l'appel régulier aux parents d'élèves pour financer les sorties à la piscine, les voyages collectifs, etc.

Leitmotiv des deux associations, le financement des activités pédagogiques doit relever de l'école et non des familles. Jack Lang et Ségolène Royal devraient revenir sur le thème de la gratuité de l'enseignement lors d'une conférence de presse conjointe, jeudi 23 août.

Luc Bronner

► www.lemonde.fr/education

DÉPÊCHES

■ **LÉGISLATIVES** : l'ancien maire de Paris, Jean Tiberi, sera candidat aux élections législatives de 2002 « quoi qu'il arrive », assure-t-il dans un entretien publié par *Le Parisien Dimanche* du 19 août. Rappelant qu'il avait été exclu du RPR et que le parti n'envisageait pas une réintégration dans l'immédiat, M. Tiberi ajoute que « peut-être souhaite-t-on [le] décourager d'être candidat aux législatives. Si c'est le but de la manœuvre, je prévois tout de suite qu'elle échouera ».

■ **JUSTICE** : Nadir Sedrati comparaitra à la fin de l'année ou au début de l'année 2002 devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle pour l'assassinat de trois de ses anciens codétenus, a annoncé, vendredi 17 août, M. Alexandre Bouthier, son avocat. Les faits ont été requalifiés en « assassinat », a précisé l'avocat, alors que M. Sedrati était au départ poursuivi pour « empoisonnement avec préméditation » ainsi que pour « assassinat et enlèvement et séquestration ».

■ **LOGEMENT** : sept personnes ont été blessées, dimanche 19 août, dans l'effondrement du plancher de leur appartement situé dans un immeuble du 19^e arrondissement de Paris. Les raisons du sinistre restent inconnues. Les trente autres habitants de l'immeuble de cinq étages, situé 143 avenue Jean-Jaurès, ont été évacués et seront relogés par la Ville de Paris.

■ **FAITS DIVERS** : deux plaisanciers sont morts électrocutés, dimanche 19 août au matin, après que le mât du catamaran qu'ils remontaient sur une plage de l'île d'Arz (Morbihan) eut touché une ligne électrique à haute tension. Un homme et une femme âgés de 54 et 56 ans sont morts sur le coup tandis que deux autres personnes ont été grièvement brûlées par la décharge électrique.

■ **Une personne est décédée et huit autres ont été blessées**, samedi 18 août au soir, après l'explosion d'une vedette participant à une soirée pyrotechnique, en mer, au large d'Hyères (Var). L'accident, provoqué par une fusée de feu d'artifice, a fait voler en éclats le bateau, projetant ses huit occupants à la mer. Le feu d'artifice marquait la fin d'un spectacle historique à la pointe de la presqu'île de Giens.

Pourquoi le développement devrait-il nuire à la qualité de vie de l'homme ?

Afin de développer l'économie tout en préservant l'environnement et le bien-être de l'homme, nous nous engageons en faveur d'un développement durable.

www.edf.fr

donner au monde l'énergie d'être meilleur

EDF
Electricité de France

Les Chamoniards, seuls mais résolus contre le retour des camions

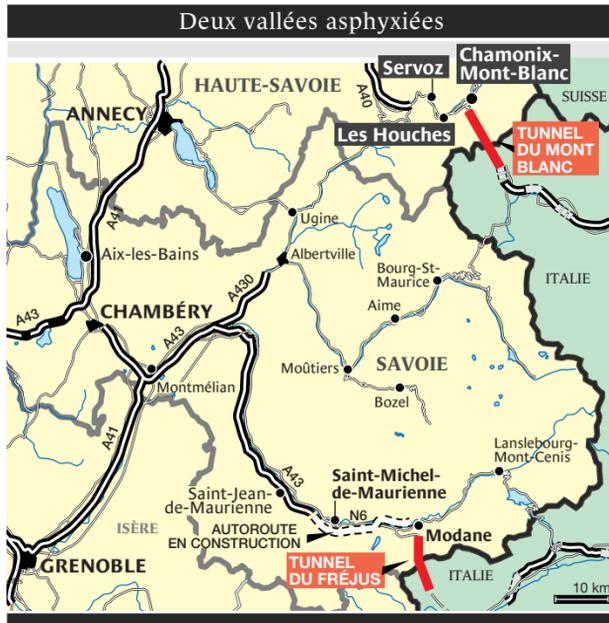
Le référendum « officieux » organisé dimanche 19 août pour refuser la réouverture aux poids lourds du tunnel du Mont-Blanc à l'automne a confirmé l'opposition massive des habitants de la vallée de Chamonix. Mais, dans l'ensemble des deux Savoies, cette position est isolée

ANNECY-CHAMBÉRY de nos correspondants

Avant que le premier bulletin de vote n'atterrisse dans l'urne, le maire de Chamonix, Michel Charlet (div. droite), avait fixé les règles du jeu : un taux de participation inférieur à 50 % au référendum organisé par sa commune ainsi que celles des Houches et de Servoz, dimanche 19 août, aurait été un échec. 53,28 % des 9 769 électeurs inscrits se seront finalement déplacés pour dire, à une écrasante majorité (97,23 %), que « le transit international des poids lourds par la vallée de Chamonix via le tunnel sous le mont Blanc est incompatible avec les équilibres naturels et écologiques du massif du Mont-Blanc, la santé et la sécurité de ses habitants et de ses visiteurs ».

La décision du tribunal administratif de Grenoble, qui a jugé illégale cette consultation, à la demande du préfet de Haute-Savoie Pierre Breuil (*Le Monde* du 18 août), n'aura donc pas entamé la détermination des Chamoniards, deux mois avant la date prévue, en novembre, pour la réouverture du tunnel du Mont-Blanc fermé depuis la catastrophe du 24 mars 1999, qui avait fait 39 victimes. Le tribunal avait précisé, jeudi, que ni les maires ni les trois conseils municipaux « ne sont compétents pour édicter des mesures de police tendant à réglementer les conditions générales de circulation des poids lourds dans la vallée de Chamonix et sous le tunnel du Mont-Blanc, ainsi que le sous-entend la question posée ». M. Charlet avait réagi en affirmant : « C'est dommage pour la démocratie, mais le référendum aura lieu de manière non-officielle. » Malgré la décision du tribunal, le référendum a finalement eu lieu dans les bureaux de vote habituels, notamment l'Hôtel Majestic à Chamonix.

« Voir une telle mobilisation, c'est encourageant pour la suite, se réjouit Georges Unia, président de l'Association pour le respect du site du Mont-Blanc, créée en 1991. Nous disposons désormais d'une légitimité pour nous battre au nom des habitants et des visiteurs de la val-



lée, pour mettre la pression sur les décideurs. » Michel Charlet ne dit pas autre chose : il souhaite aujourd'hui « placer le débat à un niveau national ». « Nous ne voulons plus de camions à Chamonix et moins de poids lourds en Maurienne (Savoie) », ajoute le maire de Chamonix. « Il faut absolument trouver une alternative, renchérit le maire des Houches, Patrick Dole (div. gauche). Pour cela, nous devons porter

le message de ce référendum le plus loin possible. » L'occasion lui en sera donnée le 1^{er} octobre, avec la table ronde annoncée à la veille du référendum par le ministre des transports Jean-Claude Gayssot (*lire ci-contre*). Officieux ou non, le référendum de dimanche pèsera sur les discussions. D'autant que, dans la vallée de Chamonix, un front « dur » anti-camions s'est déjà constitué et ne semble atten-

Résidents et vacanciers ont eux aussi voté

Résidents, vacanciers ou visiteurs d'un jour étaient également appelés à se prononcer dimanche sur le retour des camions dans la vallée. Les trois bureaux de vote « parallèles » ouverts pour eux ont finalement recueilli 3 954 « non ». « Aujourd'hui, la démocratie crépite ici », s'enthousiasmait Martine Heraud, de la librairie VO, qui disposait d'une urne et dénonçait « la catastrophe sur ordonnance » qui a frappé le tunnel du Mont-Blanc. Elle se dit prête, comme beaucoup d'autres « à bloquer les routes si les camions devaient revenir ».

« Tant que la France acceptera que le premier site touristique européen, et le troisième au plan mondial, soit traversé par plus d'un million de camions par an, je me battraï », affirme de son côté Pierre-Emmanuel Taittinger, directeur général de la célèbre firme de champagne et président de l'association des résidents de Chamonix, qui compte 9 000 membres.

dre qu'un seul faux pas de l'Etat pour agir.

Pourtant, l'attitude des Chamoniards est largement jugée irréaliste et égoïste en dehors de la vallée. Elle n'est partagée ni par le conseil général de Haute-Savoie, présidé par Ernest Nycollin (UDF), ni par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). « Nous sommes favorables à la réouverture d'un tunnel sécurisé à l'ensemble des véhicules. Cet axe de circulation est vital pour l'économie de la Haute-Savoie », affirme notamment le président de la CCI, Jean-Michel Roch. De leur côté, les routiers de l'Unotra-Savoie, syndicat qui regroupe environ 25 % des transporteurs, ne cachent pas leur exaspération. Ils menacent même de ne plus effectuer de livraisons dans la vallée si la campagne anti-camions perdure.

DES NUISANCES À PARTAGER

« Les Chamoniards sont très isolés. Il est inconcevable que le trafic ne soit pas réparti entre les deux vallées de Chamonix et de la Maurienne », commente de son côté Hervé Gaynard, député RPR et président du conseil général de la Savoie voisine. Dans ce département, les élus, toutes tendances confondues, souhaitent en effet un « partage des nuisances » dues aux poids lourds dans l'attente de la réalisation de la nouvelle ligne ferroviaire fret et voyageurs entre Lyon et Turin annoncée à l'horizon 2015. Le 24 juillet, la Commission intergouvernementale franco-italienne, désormais présidée par l'industriel italien Sergio Pininfarina, a d'ailleurs annoncé sa volonté d'accélérer les études préliminaires.

Depuis la fermeture du Mont-Blanc, le tunnel du Fréjus est en effet devenu le deuxième point de franchissement des Alpes après le Brenner (Autriche). Selon les résultats d'une étude du cabinet indépendant Okosciences de Zurich (Suisse), commanditée par la Fondation internationale Alp Action présidée par le prince Sadrudin Aga Khan, les émissions d'oxyde d'azote auraient été multipliées par deux depuis 1997 aux abords

de l'autoroute A 43 qui conduit au Fréjus, fréquenté par 4 500 poids lourds en moyenne et près de 7 000 certains jours de pointe (*Le Monde* du 23 juin). Dans une motion adoptée le 28 juin, le Conseil d'administration du parc national de la Vanoise, parcouru chaque été par 400 000 visiteurs, s'inquiète d'ailleurs de l'impact écologique d'un tel trafic, jugé « incompatible », à terme, avec sa mission de protection.

La question de la sécurité est aussi mise régulièrement mise en avant par le syndicat CFDT des transports. Selon son secrétaire général, Antoine Fatiga, le dispo-

également pression pour un retour des poids lourds au Mont-Blanc. Les Italiens n'hésitent pas, à cet égard, à rappeler à la France les engagements pris au sommet franco-italien de Turin, le 29 janvier. Pour cette vallée enclavée de 120 000 habitants, la fermeture du Mont-Blanc s'est révélée très pénalisante sur le plan économique, selon les estimations du gouvernement régional, présidé par Dino Vierin qui, début 2000, avait chiffré cette perte à 10 % du PIB régional.

« La réouverture du tunnel du Mont-Blanc doit s'inscrire dans un cadre inter-modal, en respectant l'environnement de toutes les vallées

Jean-Claude Gayssot : des « poids lourds nécessaires »

En réponse à la mobilisation des Chamoniards, le ministre de l'équipement et des transports, Jean-Claude Gayssot, a annoncé, samedi 18 août, deux réunions : le 18 septembre, seront « invités à venir débattre » à Lyon les représentants des milieux économiques et sociaux ainsi que les associations de protection de l'environnement des deux Savoie. Le 1^{er} octobre, le ministre présidera lui-même à Lyon une table ronde avec les élus des deux départements et de la région.

M. Gayssot souligne que « la légitimité de la protection du site naturel de très grande qualité (...) de Chamonix » sera « prise en compte avec le plus grand soin par le gouvernement ». Mais il ajoute que la question de la réouverture du tunnel « ne concerne pas uniquement la vallée de Chamonix (...) mais s'inscrit dans l'évolution du transport de marchandises dans les Alpes du Nord », en rappelant que « les habitants de la région de Chambéry ou de la vallée de la Maurienne voient aujourd'hui passer tous les poids lourds nécessaires aux échanges économiques entre Rhône-Alpes et l'Italie ».

tif de régulation ordonné par le ministre des transports n'est pas véritablement appliqué sur l'autoroute de Maurienne et la circulation dans le Fréjus atteindrait, certains jours, 300 camions à l'heure : elle est en principe limitée à 220. « Par ailleurs, le tunnel du Fréjus n'est pas aux normes maximales de sécurité. Nous attendons la réouverture du Mont-Blanc pour entreprendre les travaux indispensables », ajoute Christian Rochette, conseiller régional RPR et maire de Saint-Rémy-de-Maurienne.

De l'autre côté de la frontière, hormis les écologistes, tous les partis de la région autonome du Val d'Aoste, appuyés par Rome, font

alpines. On peut, à cet égard, s'interroger sur les conséquences qu'aurait sur la vallée de la Maurienne la position des opposants à la réouverture du tunnel du Mont-Blanc aux poids lourds », écrivait Jean-Claude Gayssot le 18 juin au maire de Chambéry, Louis Besson (PS). Ce dernier est particulièrement sévère vis-à-vis des Chamoniards. « Avec le Lyon-Turin, une alternative ferroviaire existe. Ils feraient mieux de se mobiliser à nos côtés pour qu'un calendrier le plus serré possible soit tenu », remarque notamment Louis Besson.

Cyril Bellivier
et Philippe Révil

Aix-en-Provence, Lamartine et le TGV Méditerranée

SI L'ESSENTIEL du trafic du nouveau TGV Méditerranée passe par de nouvelles gares, quelques rames desservent néanmoins le centre des villes de Valence et d'Avignon, mais pas celui d'Aix-en-Provence. Il faut remonter à la monarchie de Juillet pour expliquer la mauvaise affaire qui est faite aux Aixois. Défaits qu'ils ont été, en 1843, dans une guerre du rail contre les Arlésiens, soutenus par le député Lamartine.

Dès le début du règne de Louis-Philippe, il est question d'un chemin de fer entre Lyon et Marseille, mais les intérêts de la batellerie du Rhône font échouer plusieurs tentatives. Dans la crainte de voir le trafic se détourner de la vallée du

Rhône en cas de réalisation de liaisons ferroviaires Paris-Le Havre et Paris-Lyon, le conseil général du Rhône décide, le 30 janvier 1833, d'accélérer le mouvement. Les Lyonnais sont divisés, et, du coup, aucun des dossiers qui vont se trouver sérieusement en compétition ne retiendra Lyon comme tête de ligne. A la place, ce sera Avignon.

UNE MENACE POUR ARLES

Après bien des péripéties, deux projets de ligne restent en lice : celui de Talabot, qui retrouve le fleuve à Arles, et celui de Mont-riche, qui rejoint directement Marseille en passant par Aix-en-Provence. La commission d'en-

quête nommée par le préfet des Bouches-du-Rhône se déchire. Les Arlésiens envoient, à Paris, une délégation porteuse d'une pétition de 4 700 signatures pour expliquer à Lamartine, président de la commission parlementaire chargée d'étudier le projet de loi sur les chemins de fer, que le tracé direct est une « menace de mort » pour le port d'Arles, raconte Jean Frères Talabot (édité par le Centre de culture scientifique, technique et industrielle et Lucien Souny, 1989).

Le poète prend fait et cause pour Arles. Lors du débat sur la question à la Chambre des députés, les 30 avril et 1^{er} mai 1842, le lyrisme de Lamartine l'emporte. Pour écarter les dispositions favorables au projet Montricher, il s'exclame du haut de la tribune : « Si l'amendement triomphe, si vous violez le Rhône, la mer, la nature, ne vous trompez pas sur le sort de la malheureuse ville d'Arles. Inscrivez sur la carte de France : ruine et débris. » Le 24 juillet 1843, le roi des Français signe, au palais des Tuileries, la loi autorisant la création de la ligne Avignon-Marseille via Arles. Elle sera mise en service la veille de la révolution de 1848.

Aujourd'hui encore, la voie ferroviaire classique entre Lyon et Marseille passe par Arles et pas par Aix-en-Provence, qui est desservie, par le sud, à partir de Marseille. La ligne TGV, elle, vient du nord. Les trains à grande vitesse ne disposent donc pas d'une ligne classique pour accéder au centre de l'ancienne capitale de la Provence.

Les Aixois ont tout de même eu leur petite vengeance : le port d'Arles a très vite été écrasé par celui de Marseille et a fini par mourir de sa belle mort...

Marcel Scotto

Toulon s'enlise dans ses difficultés de circulation

TOULON

de notre correspondant

Toulon n'est pas près de sortir de son grand embouteillage. La ville, coincée entre mer et mont Faron, est au bord de l'asphyxie, avec une circulation automobile qui augmente de 3 % par an, des axes de traversée saturés, alors qu'aucune voie de délestage n'est réalisable. Une partie de la solution était censée venir du percement d'un tunnel pour traverser la ville. Ce chantier entamé il y a des années, et qui n'a cessé d'accumuler les difficultés, enregistre enfin un résultat : le premier tube de la traversée souterraine de la ville pourrait être opérationnel en septembre, après 50 millions de francs (7,62 millions d'euros) de travaux de sécurisation : au total, ce premier tube a déjà coûté le double du budget initial de 1,43 milliard. Néanmoins, les camions de plus de 30 tonnes ne pourront pas l'emprunter. L'Etat, maître d'œuvre et d'ouvrage pour l'ensemble du chantier, devrait avoir la charge du second tube, dont la mise en service ne pourra pas se faire avant 2008. Une autre solution consisterait à faire réaliser par un concessionnaire privé, moyennant un péage... dans un sens seulement. Cette solution étrange a ses adeptes.

Un autre scénario est à l'étude du côté de la nouvelle municipalité de Toulon : il consisterait à redéfinir la répartition des financements entre le conseil général et la ville qui, à parts égales, interviennent actuellement pour 45 % (les 55 % restants étant à la charge de l'Etat et de la région) dans ce chantier. La part de la ville pourrait être ramenée à 15 %, celle du département, dont le président Hubert Falco (DL) est également maire de Toulon, pourrait passer à 30 %. Cette solution ferait le bonheur des contribuables toulonnais. Mais elle n'est pas du goût de nom-

breux élus varois, qui regrettent une confusion des budgets dont la première manifestation aura été, le 13 juin, l'attribution par le conseil général d'une subvention exceptionnelle de 50 millions de francs, renouvelable sur trois ans, à Toulon...

Outre ce tunnel, dont on ne voit pas le bout, se pose le problème du tramway, qui devait contribuer à fluidifier le trafic en surface. Le président du Syndicat intercommunal des transports (Sitcat) et adjoint au maire de Toulon,

Outre le tunnel, dont on ne voit pas le bout, se pose le problème du tramway, qui devait contribuer à fluidifier le trafic en surface

Michel Bruère, vient d'annoncer que son chantier est retardé de trois ans. Le premier tronçon, de 15 kilomètres (sur 33), ne sera praticable qu'à la fin de la décennie, ce qui va entraîner une série d'augmentations de coûts, dont la plus importante touche le chantier proprement dit (voirie, aménagements de surface, ouvrages d'art) : compte tenu de la hausse annuelle moyenne de 3 % de l'indice BTP du Var, elle sera de 250 millions de francs.

Un autre problème va se poser autour du matériel roulant : en mars, avant les élections municipales, l'ancienne équipe du Sitcat, présidée par un élu toulonnais de

la majorité d'extrême droite, avait signé un marché avec le constructeur italien Ansaldo Breda. Après le changement de calendrier des travaux, ce contrat pourrait être remis en cause par Breda, qui serait fondé à réclamer un dédit. Il est également prévisible que les six autres constructeurs qui avaient soumissionné sans succès demanderont l'annulation du marché afin de répondre à un nouvel appel d'offres. Autant de frais et de recours, d'investissements, qui représentent un surcoût d'environ 10 millions. Enfin, la RMTT, société gestionnaire des transports, ne pourra pas, comme prévu, utiliser son parc actuel de véhicules jusqu'à l'arrivée du tramway. Il lui faudra le renouveler partiellement : encore 60 millions sur trois ans...

Ce retard représentera au total une hausse de 310 millions, soit plus de 10 % du budget initial. Dans le même temps, le grand embouteillage toulonnais ne cessera d'augmenter, alors que la majorité des Toulonnais semblent maintenant souhaiter redécouvrir les transports en commun. Malgré les explications techniques embarrassées du Sitcat, le report de la mise en chantier du tramway relève d'une absence de volonté politique, notamment celle du maire. Hubert Falco craint que la réalisation du tram, comme celle du second tube, ne crée des perturbations importantes et que les finances communales en souffrent, avec un contrecoup politique qu'il préfère éviter durant son premier mandat. Dans quelques années, il partagerait volontiers ces deux chantiers, particulièrement lourds à gérer, avec les huit autres villes d'une communauté d'agglomération en cours de - difficile - réalisation. Et dont il a fait savoir qu'il serait le président.

José Lenzini

IMMOBILIER AGENDA

VENTES

Paris 2e

3 P., ST-EUSTACHE
Etat exceptionnel, soleil, park., très beaux décors, volumes, cheminée, poutres.
3 450 000 F.
Pierres SA 01-45-66-47-47.

Paris 10e

LOFT 200 M2
Dernier étage, parf. état, grands volumes
Pierres SA 01-45-66-47-47.

Paris 19e

19 BUTTES CHAUMONT
Beau duplex dernier ét. env., 78 m² + 2 terrasses parking
2 200 000 F IP 01-43-72-73-22

LOCATIONS

DEMANDES PARIS

EMBASSY SERVICE

43, AVENUE MARCEAU
75116 PARIS

CONSEIL IMMOBILIER
locations-ventes-
gérance,
spécialisé depuis plus
de 20 ans dans les quartiers
RÉSIDENTIELS,
recherche pour
CLIENTS ÉTRANGERS
hôtels particuliers,
apparts et villas
VIDES & MEUBLÉS
01-47-20-40-03
www.embassy-service.fr

TROISIEME AGE

Résidence
Services,
Antibes (06),
3 min. mer,
location studios
pour personnes 3e âge,
au mois ou à l'année,
demi-pension ou
pension complète, à partir
de 11 800 F mensuels.
Rés. : 04-93-74-02-57.

DIVERS

Préparez l'automne,
cure de gelée royale
pour une remise en forme.
Envoi postal par boîte
isotherme : 149 F.
L'EDITEM,
BP 102,
92164 Antony Cedex.

ON les trouve dès la sortie d'Irkoutsk, des camions de bois chargés jusqu'à la gueule, qui roulent à la file jour et nuit dans un nuage de gazole. On les croise, l'hiver, sur le lac Baïkal, venus du nord de la Bouriatie. En colonne, ils se traînent sur la glace épaisse, économisant ainsi un détour de centaines de kilomètres. A des milliers de kilomètres plus à l'est, dans la région forestière de Tchita puis dans celle du fleuve Amour, plus loin encore, dans le « Primorié » de Vladivostok, ils sont partout, labourant les pistes de terre, arrachant l'asphalte des routes, perdant dans les bas-côtés quelques troncs de leur chargement.

Tous roulent vers le train, vers les stations de chargement de bois du Transsibérien. Et puisque les wagons manquent toujours, beaucoup passent le chemin de fer et continuent vers le sud, vers la Chine et cette frontière aujourd'hui ouverte à tous les échanges et tous les trafics. La Sibérie orientale redécouvre l'or vert de la taïga. Grâce aux Chinois cette fois. Le marché européen a disparu – trop éloigné –, les ex-pays de l'URSS – ceux d'Asie centrale surtout – n'achètent plus, le Japon s'essouffle. Voici la Chine qui moissonne à tout va les infinies forêts de pins, de mélèzes et de cèdres sibériens.

« Ils prennent le meilleur, en veulent toujours plus, les plus beaux fûts. Conduisez un camion à la frontière, vous trouverez un intermédiaire chinois avec une mallette de billets, il paiera cash et s'arrangera du reste, douanes, fisc, etc. » Près de la ville de Tchita, que 500 kilomètres de forêts séparent de la Mandchourie, Piotr Ostik inspecte des parcelles de pins. Agent du service fédéral des forêts, cet Ukrainien, « tombé amoureux de la Sibérie depuis 1979 », connaît tout de la taïga. Pour aider à appréhender sa démesure, il raconte cette simple histoire : « Chaque printemps, l'hélicoptère me lâchait dans un coin de forêt pour deux mois, je me débrouillais seul et consignais mes relevés ; j'ai fait ça pendant quinze ans, peut-être 6 000 ou 8 000 kilomètres à pied dans la taïga. »

Aujourd'hui, Piotr Ostik et ses 1 500 collègues forestiers de la région de Tchita ont tout autre chose en tête : lutter contre les incendies, qui dévastent chaque année des centaines de milliers d'hectares ; mais aussi enrayer le pillage de la forêt et les coupes sauvages qui prospèrent dans les zones les plus accessibles, proches des villages et du Transsibérien. Les parcelles aujourd'hui inspectées viennent d'être « visitées ». Les plus beaux pins ont été abattus, les branches et les fûtes abandonnés sur place, les fûts de 30 ou 40 centimètres de diamètre chargés sur un camion. « Trois minutes pour abattre l'arbre, trois minutes pour dégager le tronc, trois minutes pour charger, vous voyez ce que peut faire en une nuit une "brigade" de quatre hommes... C'est de l'or et tout le monde s'y est mis », explique le forestier.

Les Chinois achètent en masse depuis 1998, lorsque l'effondrement du rouble a rendu très bon marché la forêt russe. L'interdiction des coupes dans les provinces nord de la Chine, en 1997, et la croissance économique ont fait de Pékin le quatrième importateur mondial de bois, et le deuxième consommateur après les Etats-Unis. En quelques années, les volumes de bois sibériens ont été multipliés par douze : plus de cinq millions de mètres cubes l'an dernier, qui font désormais de la Russie le premier fournisseur de la Chine. Inexistante du temps de l'URSS, lorsque la frontière était une vaste zone militaire hermétiquement close, ce nouveau débouché met les régions sibériennes frontalières sens dessus dessous.

Il ravive aussi la crainte séculaire des Russes de voir leur Sibérie basculer vers l'« Empire ». A Tchita, Mikhaïl Tcherepanov, élu de la douma locale, aimerait bien considérer que ce nouveau « client » est une chance. « Mais, comprenez, c'est un marché sauvage fait par des gens non civilisés, ils cassent les prix, encore et encore », dit-il. Dur en affaires, roi des jongleries financières, travailleur acharné, artiste du pot-devin et du contournement de la bureaucratie russe : le « Chinois », tel que décrit par de nombreux Russes du secteur, serait ainsi le



IGOR MOUKHIN/MOSTOK PRESS POUR « LE MONDE »

■ 2 ■ DU BAÏKAL À VLADIVOSTOK

Les pillards de la taïga

Depuis l'ouverture du marché chinois aux bois russes, la Sibérie orientale redécouvre l'or vert de la taïga. Malgré les fraudes, les coupes sauvages, la corruption et la pagaille généralisée, elle oublie peu à peu le désastre social qui a frappé ses villages

nouveau prédateur de la richesse sibérienne...

Mais il ne fait que renvoyer la Sibérie à ses propres maux : le chaos réglementaire, la désintégration de l'industrie forestière soviétique avec, pour corollaire, le désastre social qui a frappé les villages de la taïga. A l'administration régionale de Tchita, Viatcheslav Petoukhov ne rêve que d'un minimum d'ordre. « Notre filière bois est en ruine, quant aux coupes illégales... Il faut bien que les gens vivent et les Chinois ne font qu'en profiter », soupire-t-il.

Evgueni Atamkine, responsable du service des forêts de la région, et ses collègues racontent « un immense foutoir », l'absence de coordination entre la douzaine d'administrations intervenant sur le secteur, la corruption, les trous béants de la réglementation. Mais eux laissent percer une pointe d'admiration envers les Chinois. En 1990-1991, leurs entreprises avaient été exceptionnellement appelées à la rescousse pour couper des dizaines de milliers d'hectares incendiés. « On n'a jamais fait aussi bien. Quand ils replantaient, ils avaient 3 % de pertes... Nous, la norme est de 40 % », reconnaît M. Atamkine.

Il faut quitter Tchita et longer le Transsibérien vers l'ouest. Là, la forêt vient encore buter sur le chemin de fer, quand, vers l'orient, sur les 2 500 kilomètres qui mènent à Blagovetchensk et au fleuve Amour, la déforestation a fait des ravages. Les grands kombinats soviétiques ont disparu. Des centaines d'acteurs privés ont pris le relais. « Tout le processus s'est criminalisé, des sociétés apparaissent le temps d'un contrat, d'une coupe, puis disparaissent, on ne peut pas contrôler », explique Evgueni Atamkine.

Gyrcheloun est l'une de ces stations de chargement le long du Transsibérien. D'un côté, le village de 1 500 habitants : allées de terre, isbas de rondins, eau à prendre au puits, et un magasin d'Etat qui vend des conserves, beaucoup de vodka, quelques produits ménagers. De l'autre, des voies ferrées où l'on charge les wagons. Constantin Gonderinka, trente-neuf ans, s'est mis à son compte depuis octobre 2000, avec onze ouvriers. « Faire de l'argent avec les Chinois est difficile... Enfin, on vit tout de même », dit en riant ce bûcheron, une casquette marquée « USA » sur la tête et une veste militaire jetée sur les épaules.

Constantin a récupéré du vieux matériel, un camion-grue, un tracteur forestier, des tronçonneuses. Il a ses coupes, achetées lors des ventes aux enchères organisées par le service des forêts, et le bois qu'on vient lui vendre, 200 à 300 mètres cubes par mois. Qui vend ? « Mais des gens du village, des brigades, d'autres entreprises, chacun vit de la forêt ici », explique-t-il. Le bois des coupes illégales ? « Non, non, je n'achète jamais [rires...] Qui le fait ? Tout le monde, sauf moi, voilà, on peut le dire comme ça ! » Constantin a des contrats côté chinois, négoc-

ciés par les intermédiaires. « Eux s'enrichissent vite, et les fraudes, ce ne sont pas les petits, mais les grosses entreprises : vous faites passer deux-trois wagons de plus à la douane, qui va compter ? Une parcelle est à la coupe, vous débordez de quelques dizaines d'hectares, qui va vérifier ? »

Sa station de charge est un capharnaüm, amoncellement de troncs, de matériel hors d'âge entourant un abri défoncé où il vit avec ses ouvriers. A quelques centaines de mètres, Agrolès, l'une des deux grandes compagnies de la région, offre une tout autre image. Soixante mille mètres cubes de troncs, huit mois de coupes sont ici stockés, et quatre-vingt-dix wagons partent chaque mois vers la Chine. Agrolès a choisi de faire travailler

centaines en tout. Les entreprises chinoises ne peuvent pas plus exploiter directement les forêts. Mais elles financent de nombreuses entreprises russes pour l'achat de matériel. A Petrovsk-Zabaïkalski, des bulldozers flamboyants neufs, construits à Shanghai, travaillent dans les dépôts. Cette vieille ville métallurgique est devenue l'antichambre du marché chinois, l'un des principaux postes de dédouanement avant la frontière. Des stations de chargement ont poussé le long des voies ferrées. La nuit, les camions continuent à y déverser leurs cargaisons et les sociétés se disputent les wagons en nombre insuffisant.

« Il y a cinq ans, il n'y avait pas de bois, aujourd'hui, on compte en di-

Le dépôt de bois de la compagnie Agrolès, qui emploie des ouvriers chinois.

souvent du cauchemar absolu du milieu des années 1990 », souligne Boris Meritsov, un administrateur local. « Si on regarde en arrière, on tremble, tandis qu'aujourd'hui ce business de l'ombre permet au moins aux gens de tenir ; depuis deux ans, la situation s'améliore un peu », ajoute-t-il. Il faut traverser ces villages, où ne restent « que les vieux et les ivrognes », selon un agent forestier, où « les gens ne savent même plus travailler », renchérit un « privé » de la forêt.

AVEC la Chine est revenu l'argent. Un beau tronc de pin peut se vendre 25 dollars (190 francs) au noir chez un grossiste : une misère, mais c'est un mois de retraite, un salaire d'agent forestier de base. Légal ou non, les hommes partent « à la coupe », l'hiver surtout, malgré les terribles froids, lorsque le gel rend plus faciles les transports dans la taïga. « La pression est trop forte, même certains de



des ouvriers chinois, deux cents l'hiver, une trentaine l'été. Ils vivent sur le chantier, dans des cabanes de bois sommairement aménagées, chaperonnés par les gardiens – russes – et une interprète chef de brigade, une jeune femme chinoise que tout le monde appelle Zinaïde.

VENUE de Mandchourie, Zinaïde se décide finalement à parler aux étrangers. Les hommes repartent trois mois par an en Chine. « Le travail est pénible, mais là-bas, dans nos villages, c'est encore plus dur », raconte-t-elle, évoquant la misère des campagnes chinoises. Les salaires gagnés en Sibérie, même faibles (une centaine de dollars par mois), attirent une main-d'œuvre prête à tout. Les Russes le savent, qui considèrent avec la plus grande méfiance ces nouveaux immigrants. « Même l'hiver, ils vivent sous une tente ou des bâches en plastique, ils mangent peu, ne boivent pas et travaillent douze heures par jour », dit-on dans la région.

Leur nombre est limité par un strict régime de quotas, quelques

zaines de milliers de mètres cubes », explique Sergueï Daguaiév, chef du poste de douane. Le douanier est fataliste : les Chinois « dictent le marché », les intermédiaires disparaissent et réapparaissent, la corruption « existe, oui, parfois ». « Mais, comprenez, ce n'est pas notre fonction de déterminer si le bois est légal ou non, nous, on fait payer les taxes à l'export », ajoute-t-il. La fraude est à tous les étages : de la coupe sauvage en pleine nuit aux faux certificats d'exportation, jouant sur la qualité du bois, les volumes, les prix, les tarifs de transport, etc. A Tchita, Inga Zinovieva, qui dirige le centre écologiste Dauria, s'est fait remarquer de toutes les administrations par la qualité de ses études. « On parle de 30-40 % de coupes illégales, mais, en croisant les données, je crois qu'on est plus proche de 80 % des volumes déclarés », dit-elle. Cela prend une telle ampleur que les zones traditionnelles d'exploitation le long du Transsibérien risquent d'être dévastées. »

Que seraient ces régions sans ce nouveau marché ? Entre Petrovsk-Zabaïkalski et Tchita, « chacun se

nos agents ont organisé des coupes sauvages », reconnaît Evgueni Atamkine, du service fédéral des forêts.

Ce service, réputé comme l'une des meilleures administrations de Russie, tente, comme il peut, de contenir les razzias. L'enjeu n'est pas directement écologique. Pas encore, au vu des colossales réserves de forêts inexploitées. « Les incendies font plus de dommages que les coupes, mais ce business illégal pourrait tout, il empêche les quelques entreprises normales de se développer, il installe la population dans une semi-clandestinité et il détruit notre travail sur les zones protégées », explique Evgueni Atamkine. L'argumentaire n'est pas contesté. De nouvelles « lois » régionales sont en cours d'élaboration. Pour tenter, assure-t-on, de « civiliser » un marché devenu le seul moyen de survie des villages de la taïga.

François Bonnet

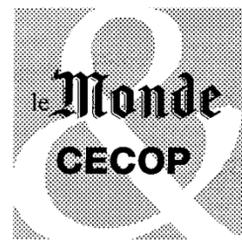
PROCHAIN ARTICLE
En face, la Chine

Malgré les crises récentes, la confiance dans la science se redresse

DEPUIS quelques années, l'attitude des Français face à la science et à la technologie semble motivée par la méfiance et le doute : le rejet des OGM, les peurs alimentaires, la désaffection des jeunes pour les études scientifiques pourraient témoigner d'une crise de confiance envers l'innovation technologique et le progrès qu'elle est censée favoriser. Déjà, en 1994, une enquête sur « l'attitude des Français à l'égard de la science » révélait un scepticisme majoritaire croissant. Pourtant, près de sept ans plus tard, et malgré la crise de la vache folle, les OGM, le clonage et les dérèglements climatiques, un important programme d'enquêtes réalisées par la Sofres pour *L'Usine nouvelle* et le ministère de l'éducation nationale montre que la confiance s'est rétablie de manière tout à fait inattendue.

Soyons clairs : la très grande majorité de nos concitoyens évalue positivement le chemin parcouru par la société française depuis un siècle dans le domaine économique, social, sanitaire et technique. Nul n'ose regretter le doux charme de la lampe à huile, du travail des enfants ou de la tuberculose ! Aucun doute

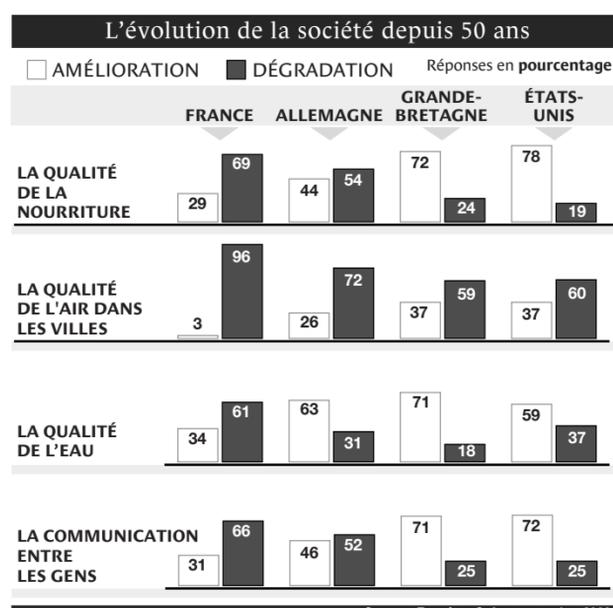
Vache folle ou pollution n'entament pas le crédit accordé à la recherche. Mais elles modifient le rapport au risque et au savoir



Coordination :
Gérard Courtois
et Jérôme Jaffré

sur les progrès de la médecine, du niveau de vie et des transports, des conditions de travail et du cadre de vie – soit tout ce qui a généré confort et sécurité dans la vie quotidienne. On considère en revanche que « la science s'est développée trop vite par rapport au sens moral de l'homme » (72 % d'accord), que la connaissance scientifique ne rend pas l'homme meilleur (55 %) et que les rapports entre les gens se sont dégradés (50 %), soit le stéréotype d'une modernité technicisée mais dés-humanisée, qui perd ses repères moraux. En matière d'environnement, la prise de conscience des Français date du début des années 1970, mais elle se mue aujourd'hui en un véritable catastrophisme dans le domaine des pollutions et de l'alimentation, ce qui nous distingue des autres pays industrialisés.

Les innovations technologiques dans le domaine de l'alimentation apparaissent de plus en plus comme des expériences douteuses : 45 % pensaient en 1989 qu'elles avaient eu des effets favorables, contre 34 % défavorables ; le rapport est aujourd'hui inversé à 33 % contre 53 %, recul plus marqué parmi les catégories supérieures et moyennes. Les instruits, les plus informés et ceux qui ont les moyens économiques de diversifier leur alimentation ont désormais un regard aussi sévère



Source : Enquêtes Sofres, novembre 2000

La France se distingue des autres pays par une vision beaucoup plus sombre de l'évolution de la société et de l'environnement, en particulier sur la qualité de l'eau. Mais un clivage existe également entre un couple franco-allemand assez pessimiste globalement et des pays anglo-saxons très optimistes. Les réponses anglaises sur l'alimentation suggèrent que la crise de l'ESB n'a pas remis en cause cette inclination.

que les catégories populaires. Et, s'il y a un positivisme scientifique des classes aisées pour l'avenir dans le

domaine des pollutions (53 % des cadres pensent par exemple que la qualité de l'eau va s'améliorer con-

tre 46 % des ouvriers), il reste très mesuré dans le domaine alimentaire (49 % contre 47 %). Tout cela aurait pu dégrader un peu plus l'opinion que les Français se font de la science et des scientifiques. Or on assiste aujourd'hui au phénomène inverse.

Depuis trente ans, le scepticisme des Français face à la science n'a cessé de grandir. Entre 1972 et 1994, ceux qui pensent que la science apporte « plus de bien que de mal » ont chuté de 56 % à 37 %, au profit d'une réponse ambiguë : « autant de bien que de mal » (de 38 % à 56 %). Cette image de la boîte de Pandore est encore majoritaire à la fin de l'année 2000 (51 %), mais elle a décliné depuis 1994 au profit des effets positifs (45 %, + 8 points), marquant ainsi un certain retour de confiance dans la science.

Il faut donc bien admettre que les différentes crises alimentaires de ces dernières années ou les polémiques sur les biotechnologies ont davantage ramené les citoyens vers la science qu'elles ne les en ont éloignés. On constate d'ailleurs que le lien statistique entre les effets des innovations scientifiques perçus dans le domaine alimentaire et l'opinion globale sur la science est quasi nul. Mieux : c'est la recherche fondamentale qui paraît légitimée par les scandales récents, puisque le rapport de forces entre partisans des recherches « seulement quand elles ont des applications pratiques » et ceux qui n'y mettent pas cette condition s'est inversé en faveur des seconds (45 % contre 52 %).

De même, 67 % estiment que « même si certaines recherches risquent de mettre en cause des principes moraux, il faut quand même continuer ce genre de recherches », contre 29 % qui s'y opposent. En 1994, le rapport de forces entre partisans et opposants était seulement de 52 % contre 45 %.

Si les scandales alimentaires, ou même les OGM, n'ont pas entamé la confiance du public envers la recherche scientifique, ils ont relancé la question du contrôle de cette activité : 78 % d'entre eux souhaitent un droit de regard sur ce que font les scientifiques. Et assez logiquement, la demande de recherche publique s'accroît : l'équilibre souhaité entre le financement privé et public s'affaiblit peu à peu en faveur du second (de 24 % en 1989 à 31 % aujourd'hui). Une indication pour les futurs candidats à l'élection présidentielle, habituellement peu disert sur le sujet.

Didier Witkowski,
directeur adjoint
des études politiques
et d'opinion de la Sofres

« Ceux qui savent » jugent aussi sévèrement que « ceux qui ne savent pas »

LE positivisme du XIX^e siècle et l'école républicaine nous avaient appris la confiance dans la science et ses merveilles : le progrès scientifique et technique apparaissait comme l'avenir incontournable et radieux de l'humanité et les réfractaires à cette vision d'avenir étaient moins jugés comme des opposants que des ignorants. Forts de ces certitudes, scientifiques et ingénieurs avaient le sentiment de construire un « monde de raison » auquel ne s'opposaient que les rêveries de ceux qui « ne savaient pas ».

Depuis quelques années, cette perspective ultrarationaliste est combattue à la fois par ceux qui soutiennent que d'autres rationalités sont possibles (par exemple les écologistes) et par une école de la sociologie des techniques, qui réhabilite peu à peu l'idée d'un autre savoir, issu des pratiques sociales. Pourtant, l'idée qu'il existe un lien entre proximité au savoir et soutien de l'institution scientifique était bien installée.

Toutes les études qui ont été faites, depuis une vingtaine d'années, sur les attitudes du public à l'égard de la science et de la technique, ont régulièrement démontré, jusqu'ici, que les personnes qui ont suivi des études longues – a fortiori dans des matières scientifiques – sont plus enclines à croire que la science est source de bienfaits pour la so-

ciété. Mais on avait aussi noté depuis longtemps que cette tendance générale souffrait des exceptions : ce n'est pas d'aujourd'hui que la sociologie politique observe qu'une fraction des couches cultivées, celle que l'on retrouve dans les mouvements écologistes, puise dans son capital culturel des raisons de s'opposer à un certain développement scientifique ou technique.

A la lumière des enquêtes les plus récentes, la situation apparaît complexe. Plus que ne le voulait le modèle « pédagogique », mais plus aussi que ne le supposent les détracteurs de ce modèle : tantôt les plus cultivés manifestent des attitudes positives à l'égard de la science, tantôt ils ne se distinguent guère de ceux qui n'ont pas suivi d'études supérieures. Tout dépend précisément de la forme, de la logique et des implications de la question posée. En simplifiant, on peut retenir trois cas.

Primo, ceux pour lesquels il demeure une forte distance culturelle. C'est le cas des questions que l'on pourrait considérer comme « de principe ». Par exemple, plus on a fait des études longues, plus on soutient l'idée que la science apporte à l'homme « plus de bien que de mal » (36 % parmi ceux qui n'ont pas dépassé l'enseignement primaire, contre 69 % pour ceux qui ont suivi des études supérieures scientifiques). De

même, les classes cultivées admettent plus volontiers le principe selon lequel il faut développer les recherches scientifiques « même quand on ne sait pas si elles auront des applications pratiques » (71 % pour les études supérieures scientifiques, contre 37 % pour le primaire).

Secundo, les cas dans lesquels il subsiste bien des différences culturelles, mais plus modestes. Ce sont, par exemple, les jugements qui concernent des technologies socialement contestées. Ainsi, 31 % de ceux qui n'ont pas dépassé l'enseignement primaire estiment qu'à l'avenir il faudra « remplacer les anciennes centrales nucléaires par de nouvelles situées au même endroit », contre 48 % pour des études supérieures scientifiques : l'écart existe, mais il est plus faible que dans le cas précédent et, au sein du groupe qui a suivi des études supérieures scientifiques, une proportion égale (48 %) estime, au contraire, qu'il faut « ne pas remplacer les centrales et abandonner peu à peu cette énergie ». De même pour les attitudes à l'égard des aliments génétiquement modifiés : dans un contexte général d'hostilité, ceux qui ont suivi des études supérieures (a fortiori scientifiques) sont généralement un peu moins méfiants que la moyenne des Français, mais il serait excessif de considérer qu'ils adoptent sans réticence cette nouveauté.

Tertio, il existe enfin une série de questions où les jugements ne sont quasiment pas affectés par le niveau culturel. C'est, par exemple, le cas dans une formulation portant sur la légitimité du principe de précaution. Le choix était laissé entre les deux idées suivantes : « On ne doit pas appliquer ce principe, car cela peut empêcher le développement de technologies utiles », ou bien : « On doit appliquer ce principe de façon à éviter au maximum le risque technologique ». Présenté dans ces termes, le principe de précaution est largement approuvé, puisque le premier argument est choisi par 29 % de l'échantillon, et le second par 63 %. Cette fois, les variations en fonction du niveau d'études sont insignifiantes.

Le savoir n'est plus, ou plus tout à fait, le meilleur soutien de l'institution scientifique : dans un contexte caractérisé à la fois par une peur ambiante et par une demande de recherche de base, les classes cultivées deviennent plus critiques à l'égard de l'innovation scientifique. Il devient par conséquent plus difficile de croire que la crise entre science et société serait le simple produit d'un « malentendu ».

Daniel Boy,
directeur de recherche
au Cevipof - Sciences-Sofres

Pour estimer la valeur de l'innovation, le public fait la balance entre le risque et l'utilité

NOUS vivons dans la société du risque. C'est, en tout cas, le titre d'un ouvrage aujourd'hui célèbre d'un philosophe allemand (Ulrich Beck, *Risk Society, Towards a New Modernity*, Sage Publications). Mais la notion de risque est paradoxale : chacun sait que, risquée ou pas, notre société offre de bien meilleures espérances de vie que les sociétés antérieures. Et il semble y avoir un décalage notable entre ce que le public perçoit du risque et ce que les données réelles indiquent. On cite souvent le cas du risque alimentaire amplifié, selon les professionnels, par une presse qui dramatise à tort des accidents en réalité beaucoup plus rares qu'autrefois.

Mais l'épidémie d'ESB – la vache folle – n'est-elle pas l'exemple même de ces nouveaux risques impossibles à quantifier sérieusement, et qui justifient en réalité les craintes du public ? Puisque les conséquences du développement scientifique et technique sont devenues aussi incertaines, comment le public se détermine-t-il dans ses jugements ? Est-il vrai, comme on l'entend dire, qu'il veut un impossible risque zéro ? Le public refuse-t-il l'innovation dès lors que le désormais célèbre « principe de précaution » laisse soupçonner un risque potentiel ? On comprendrait alors qu'il se méfie des aliments

génétiquement modifiés, dont la toxicité ou le caractère allergène ne serait pas totalement écarté. Mais comment expliquer qu'il adopte si volontiers des techniques sur lesquelles les médias, plus ou moins inspirés par des études scientifiques, laissent planer un doute : nul n'a prouvé que les ondes émises par le téléphone mobile sont nocives pour le cerveau humain, nul n'a prouvé non plus leur innocuité. Or le grand public semble s'en moquer : la courbe du taux d'équipement du téléphone mobile est vraisemblablement l'une des plus rapides jamais enregistrées

en matière d'innovation technologique.

Pour comprendre ces paradoxes, la sociologie s'est emparée depuis une bonne dizaine d'années de la problématique du risque (voir en particulier l'ouvrage de Patrick Peretti-Watel, *Sociologie du risque*, Armand Colin, 2000). L'étude des attitudes et des comportements humains face au risque montre que les craintes sont liées de façon complexe à plusieurs facteurs : le sentiment d'être capable de le contrôler pour soi-même, la capacité à choisir un risque plutôt que de se le voir imposer, etc. On comprend

ainsi que bien des conducteurs rient symboliquement le risque routier en estimant que leur propre conduite est parfaitement sûre.

A la lumière des résultats de cette étude et d'autres recherches antérieures, une autre interprétation de la perception du risque paraît possible : elle se fonde sur l'idée que la notion de risque est littéralement inséparable du jugement sur l'utilité. En d'autres termes, un risque n'est jamais jugé « en soi » (selon sa probabilité d'occurrence, etc.), mais toujours « pour soi », selon le degré d'utilité qui est subjectivement attaché à l'objet en question. Un exemple tiré de notre enquête permettra d'illustrer cette hypothèse. On demandait aux personnes interrogées dans cette enquête de juger un certain nombre d'innovations techniques selon plusieurs critères : d'abord en termes d'utilité, puis en termes de risques potentiels, enfin en termes de « souhaitabilité » (est-on favorable ou non à ce que la technique en question soit développée dans les années à venir ?).

Plusieurs innovations ont été soumises à ce schéma de questionnement : les modifications génétiques de plantes destinées à « accroître la résistance aux insectes » ou à « améliorer le goût des fruits ou des légumes », ou encore à « augmenter leur durée de conservation », les modifi-

cations d'animaux « pour que certains de leurs organes puissent être greffés à des humains, dans le but de rendre certains de leurs organes utilisables pour des humains ».

On ne sera pas surpris de constater que les modifications destinées à améliorer le goût ou la conservation des fruits soient le plus souvent considérées comme inutiles (respectivement par 86 % et 77 %), alors que 54 % des répondants jugent utiles des modifications qui permettraient des greffes médicales. Pour toutes ces applications, la perception du caractère « risqué » de la technologie domine également. Mais, dans ces conditions, qu'est-ce qui l'emporte de l'utilité ou du risque pour expliquer que l'on souhaite ou non, *in fine*, un développement de la technologie en question ? Au prix d'une petite gymnastique intellectuelle, le tableau ci-contre permet de le comprendre.

Les réponses au facteur « utilité » et au facteur « risque » ont été combinées de façon à construire quatre groupes de répondants : ceux qui jugent la technique « utile et non risquée » (ils sont 6 % dans l'échantillon), ceux qui l'estiment « utile mais risquée » (6 % également), ceux qui soulignent son caractère « non utile et non risqué » (17 %), enfin, les plus nombreux, qui soutiennent que modi-

fier génétiquement le fruit est à la fois « non utile et risqué ». Si l'on observe maintenant, dans la deuxième colonne du tableau, les pourcentages, pour chacun de nos quatre groupes de répondants, de ceux qui souhaitent que l'on développe cette technique, on obtient respectivement 89 %, 58 %, 12 % et 1 %. Puisque chaque groupe est caractérisé par une combinaison spécifique de perception du risque et de l'utilité, on peut alors se demander lequel de ces deux facteurs est finalement dominant pour expliquer l'acceptation ou non de la technique en question. Et l'on constate (colonnes 3 et 4 du tableau) que les effets induits par l'utilité sont de 77 et 57 points, tandis que ceux qui sont induits par le risque ne sont que de 31 et 11 points.

Lorsqu'il n'y a pas d'utilité concevable du point de vue du consommateur visé par l'innovation, il y a un refus pur et simple, quel que soit le niveau de risque. D'une certaine façon, un minimum d'utilité concevable est une condition préalable indispensable à l'ouverture d'un débat sur le risque. L'échec (peut-être provisoire) des plantes génétiquement modifiées en Europe peut s'expliquer par ce mécanisme. Les consommateurs de technique sont devenus des négociateurs d'utilité.

Daniel Boy

Le point de vue du consommateur

Comment jugez-vous la modification génétique d'un fruit ou d'un légume pour qu'il ait meilleur goût ?

CETTE TECHNOLOGIE EST	% favorables au développement de cette technologie	Ecart induit par le jugement d'utilité	Ecart induit par le jugement de risque
UTILE ET NON RISQUÉE ⇨ 6 %	89	89 - 12 = 77	89 - 58 = 31
UTILE ET RISQUÉE ⇨ 6 %	58		
NON UTILE ET NON RISQUÉE ⇨ 17 %	12	58 - 1 = 57	12 - 1 = 11
NON UTILE ET RISQUÉE ⇨ 71 %	1		

Source : Sofres

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le coût des fusions boursières

L'HEURE des comptes a sonné. Lorsque les Bourses piquent du nez, le bilan des folles années des raids et des acquisitions géantes est douloureux. La fameuse « création de valeur », si chère aux raiders, s'est transformée en une massive « destruction » de valeur. Si l'on prend douze des plus grosses opérations réalisées au cours des trois dernières années, parmi lesquelles on trouve AOL-Time Warner, Vivendi-Seagram ou encore France Télécom-Orange, ce sont plus de 800 milliards d'euros de capitalisation boursière qui sont partis en fumée.

A focaliser leur stratégie sur l'unique « valeur » en Bourse à la fin des années 1990, les chefs d'entreprise subissent de plein fouet le retournement des marchés financiers depuis dix-huit mois. Les plus grandes déconfitures relèvent des secteurs Internet dont les titres ont le plus chuté. Gonflant les promesses de la nouvelle économie, aveuglés par les « valeurs » astronomiques atteintes par les actions, les dirigeants d'entreprises prédatrices ont accepté de payer un prix exorbitant pour le rachat de start-up ou de concurrents, oubliant la loi la plus élémentaire de la finance : la valeur boursière d'une entreprise se résume exclusivement à la somme de ses profits futurs et non pas à leur orgueil démesuré. Ils doivent aujourd'hui constater dans leur bilan que leurs conquêtes ne valaient pas le prix payé.

Les entreprises qui, comme France Télécom, se sont endettées pour acheter leurs proies doivent aujourd'hui rembourser au

prix fort. Les autres, qui ont fait leurs emplettes en faisant tourner la planche à billets - c'est-à-dire en émettant de nouvelles actions -, pensaient être à l'abri de ces déconvenues. Aujourd'hui, elles ont moins de dettes mais beaucoup plus d'actions, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup plus d'actionnaires pour se partager un gâteau qui a à peine augmenté, dans le meilleur des cas.

Les victimes de ces erreurs stratégiques sont les actionnaires qui ont vu le cours des actions s'effondrer depuis un an. Pour restaurer les comptes et rembourser la dette, les entreprises font des économies : après avoir diminué les stocks et les frais généraux, elles n'hésitent pas à réduire leurs effectifs.

Les stratégies de ces conquêtes coûteuses - banquiers d'affaires et analystes financiers - commencent eux aussi à payer les conséquences de leurs avis « éclairés ». Aux Etats-Unis, les plaintes judiciaires se multiplient contre les gourous déçus, et, au Royaume-Uni, la City licencie à tour de bras. Il y a enfin les généraux de ces conquêtes coûteuses : les dirigeants n'ont certainement pas fini de devoir rendre des comptes à leurs actionnaires et à leurs salariés.

Toutes les fusions n'échouent pas. Le prochain rebond de la Bourse, qui vit de yoyo, remodelera les jugements. Mais il est une certitude : l'époque des acquisitions bâties exclusivement autour de raisonnements financiers et trop oubliées des logiques industrielles, s'achève dans la douleur.

CELA FAIT QUATRE ANS que Ian Wilmut, du Roslin Institute d'Edimbourg, a annoncé la naissance de la brebis Dolly par clonage, en collaboration avec la compagnie PPL Therapeutics. Quatre ans que les Européens, les Etats-Unis, l'ONU ont déclaré que le clonage ne devrait jamais être appliqué à l'homme. Et pourtant la plupart des pays n'ont pas encore légiféré à ce sujet. Ils se sont enlisés dans la très difficile question de l'utilisation de « cellules souches » humaines pour alimenter la recherche sur des thérapeutiques du futur destinées à régénérer les tissus abîmés. Dans cette incertitude concernant le caractère éthique de telles recherches, plusieurs groupes ont annoncé que rien ni personne ne les empêcherait de créer des humains par clonage. L'ambiance permissive des Etats-Unis où le financement privé de telles expérimentations n'est pas interdit - seul l'emploi de fonds publics pour manipuler les embryons l'est -, les a encouragés.

Les plus médiatisés sont le docteur Severino Antinori, gynécologue obstétricien rendu célèbre par son « exploit » de rendre mères des femmes ménopausées, et la secte des raëliens qui déclare descendre d'individus créés par clonage venus d'autres planètes. Devant de telles annonces, le besoin de légiférer pour les Etats-Unis est devenu urgent. La Chambre des représentants s'est prononcée le 26 juillet à une forte majorité contre tout clonage humain, criminalisant ce genre d'entreprise. Le Sénat doit encore se prononcer sur ce texte, puis viendra le tour du président.

Pour éclairer la représentation

nationale, les Académies américaines, conseillères de la nation pour les sciences, l'ingénierie et la médecine, ont pris l'initiative d'une réunion solennelle à Washington le mardi 7 août consacrée aux aspects scientifiques et médicaux de la recherche sur le clonage. Cette réunion était annoncée comme à but purement scientifique, l'information devant être apportée par les chercheurs engagés dans le clonage animal, et se limiter à cet aspect de la question sans aborder les aspects éthiques, religieux, philosophiques et politiques. Mais l'invitation à cette réunion de trois personnes décidées à se lancer dans le clonage reproductif humain leur a fourni une telle tribune que la presse n'a parlé que de l'homme. Et en a conclu que les scientifiques avaient été bien timides. Les héros de la fête ont été le docteur Severino Antinori et son acolyte biologiste Panayiotis Zavos, d'une part, et Brigitte Boisselier, biologiste de la secte des raëliens, d'autre part.

C'est injuste car la séance a été très animée et les témoins de la recherche sur le clonage animal ne s'en sont pas laissés conter. Ils ont interrogé et contré sévèrement les tenants de l'expérimentation humaine en étant, unanimement, formels et solennels : le clonage reproductif humain est et sera toujours inenvisageable. D'entrée de jeu, Rudolf Jaenisch, professeur au Massachusetts Institute of Technology et chercheur du Whitehead Institute, a expliqué de manière détaillée « le problème majeur du clonage » : il dépend « de phénomènes qu'on ne maîtrise pas ». Le professeur décrit les deux causes,

aujourd'hui irréductibles, des échecs dans la reproduction des animaux par clonage - transfert du noyau d'une cellule adulte dans un ovule énucléé - que sont la régulation de l'expression des gènes par un phénomène mal connu appelé « empreinte génétique », et la « reprogrammation » du noyau. Le processus de l'empreinte génétique fait que certains gènes sont empêchés de s'exprimer par un marquage spécifique selon qu'ils sont sur des chromosomes provenant du père ou de la mère. Si cette extinction des gènes ne survient pas au bon moment, le programme de développement ne se fait pas correctement.

DEUX MONDES S'AFFRONTENT

Le deuxième problème qui rend le clonage reproductif si peu efficace (quelques pour cent d'animaux viables) est le caractère imparfait de la reprogrammation du noyau, retour à l'état initialement présent dans les cellules sexuelles du noyau qui permet à l'ensemble de ses gènes de s'exprimer. « Une reprogrammation parfaite est l'exception. Les erreurs dans l'empreinte génétique et dans la reprogrammation se font au hasard et ne sont pas rattrapables ultérieurement. » Enfin, le dernier problème, qui n'est pas le moindre, est qu'il n'est pas possible de tester sur l'embryon s'il est normal, « des clones apparemment normaux peuvent en réalité être porteurs de graves anomalies tout à fait indécelables, même à la naissance, car on ne peut pas savoir si les gènes sont normalement activés dans le cerveau et des anomalies subtiles se révèlent ultérieurement ».

La démonstration paraissait

sans appel. Les tenants du clonage humain ont alors fait remarquer que c'est dans le piège humaine que l'on sait le mieux suivre les grossesses et déceler des anomalies et « que l'on ne présenterait ici que les échecs ». Panayiotis Zavos a même déclaré : « Nous ne cherchons pas la perfection. Les parents savent que l'enfant a des chances d'être anormal et ont donné leur consentement. » Et ils s'en sont pris au magazine de recherche *Science* qui, publiant les études de Jaenisch juste avant la discussion à la Chambre des représentants, a fait basculer l'opinion.

« Vouloir faire du clonage humain tient du cirque », a repris Alan Colman, directeur des recherches à PPL Therapeutics. « Il n'y aura pas de place pour des attaques personnelles ni pour des discussions politiques ou religieuses », avait pourtant averti d'emblée le présentateur de la séance, Irving Weissman, professeur à Stanford. Mais l'atmosphère était surchauffée car deux mondes s'affrontaient qui ne partageaient pas les mêmes valeurs : la précision de l'expérimentation et de son analyse chez les biologistes de la reproduction animale, le goût de la toute-puissance et (sans doute) des intérêts financiers chez les tenants du clonage humain qui « répondent à la demande des couples désespérés par leur stérilité ».

Pourra-t-on contrer avec des données scientifiques des fantasmes enracinés dans le désir humain de se reproduire à l'identique, de se donner une deuxième chance ?

Elisabeth Bursaux

► www.lemonde.fr/clonage

L'angoisse et la paix

Suite de la première page

Les premiers jours de leur vie et ceux qui précèdent leur naissance sont lourds de conséquences pour leur sensibilité et leur avenir.

Or Israël est le fruit de la plus tragique histoire. Les peuples arabes rappellent avec raison qu'ils ne portent pas la responsabilité de la Shoah. Ce crime sans pareil contre l'humanité s'inscrit en lettres de sang dans l'histoire européenne. Dès l'origine, le projet sioniste a pris corps parce que dans les premières décennies du 20^e siècle l'antisémitisme n'avait cessé de régner en Europe jusqu'à l'apocalypse nazie. Les vagues d'immigrants en Palestine depuis le début du 20^e siècle succèdent aux persécutions. Le « foyer juif » promis par Lord Balfour pendant la première guerre mondiale répond à cette aspiration d'un peuple si éprouvé à trouver, sur la terre dont les écritures disent qu'elle lui fut promise, un refuge, un lieu de paix et d'enracinement.

On sait ce qu'il advint de cette promesse d'un « foyer juif » du temps du mandat britannique. Sur la terre de Palestine, les immigrants en petit nombre rencontrèrent l'hostilité de ceux qui s'y étaient établis avant eux. A croire que seuls les juifs n'avaient pas le droit de vivre en Terre sainte ! Après la guerre, lorsque les survivants de la Shoah se comptèrent, l'élan fut irrésistible qui poussa les plus engagés d'entre eux vers la Palestine. Si les autorités anglaises s'y opposèrent, c'est d'abord parce que les peuples arabes de la région ne voulaient pas d'un Etat hébreu parmi eux. On a trop oublié dans quelles conditions fut arrachée la reconnaissance de l'Etat d'Israël, là

où d'ailleurs n'avait jamais existé d'Etat palestinien. Cet Etat hébreu était l'expression non pas de l'impérialisme colonial, comme certains le disent aujourd'hui, mais de la tragique condition qu'avait souffert à travers les siècles un peuple dispersé et toujours persécuté. Israël est né de la Shoah. Il ne faut jamais l'oublier. Non parce que les Israéliens ou les juifs seraient devenus des créanciers moraux du monde jusqu'à la fin des temps. Mais parce qu'on ne peut rien comprendre à l'Israël d'aujourd'hui si on ne prend pas en compte cette vérité : Israël est né d'une angoisse de mort comme aucun peuple n'en a connue à ses origines.

Or cette angoisse-là, elle ne l'a jamais quitté. Il faut rappeler à ceux qui aujourd'hui mettent l'accent sur les exactions et les crimes commis par les activistes sionistes lors de la guerre de 1948 que, dès la proclamation de l'Etat d'Israël, toutes les puissances arabes, ses voisins, ont proclamé la guerre sainte et juré sa destruction. Si le sort des armes n'en avait pas décidé autrement, si les Israéliens avaient succombé sous le nombre et le poids de leurs ennemis coalisés, il n'y aurait jamais eu d'Etat d'Israël.

Après un demi-siècle écoulé et tant de campagnes victorieuses, les Israéliens demeurent convaincus en majorité que les peuples arabes autour d'eux veulent en définitive l'anéantissement de l'Etat d'Israël. Sentiment absurde, disent les esprits raisonnables. Tsahal est la première armée de la région. Israël jouit de l'appui inconditionnel des Etats-Unis, superpuissance du monde et gardien ultime de l'ordre international. Aucune menace sérieuse ne pèse donc sur l'avenir d'Israël, hormis son impuissance à résoudre le problème palestinien. Mais là est précisément le cœur du problème. La plupart des Israéliens sont prêts aux plus importantes concessions pour obtenir une paix

réelle pour eux et leurs enfants. Mais la paix n'est acquise réellement que lorsque les adversaires ont renoncé en eux-mêmes à la volonté d'abattre l'autre. La seule paix durable, c'est celle du cœur et de l'esprit. A défaut, il n'y a que des armistices entre deux guerres.

Or cette paix-là, cette paix spirituelle sans laquelle rien ne sera acquis au Proche-Orient, nombre d'Israéliens aujourd'hui demeurent convaincus quelle est hors de leur portée. A lire les manuels d'histoire palestiniens, à écouter les discours à usage interne des leaders, à entendre les cris de haine des plus

Aussi longtemps

que demeurera vivant au cœur des Israéliens la conviction que leurs adversaires veulent la mort de l'Etat hébreu, rien ne sera possible

violents d'entre eux, les Israéliens ressentent que c'est bien la destruction d'Israël que leurs adversaires veulent. Rien ne leur paraît, à cet égard, avoir changé depuis l'époque où les chefs des Etats arabes s'unissaient pour envahir et détruire le minuscule Etat qui venait de naître. A ce sentiment-là, chaque attentat terroriste donne une intensité nouvelle. La mort des victimes, au-delà de la souffrance des parents, résonne dans tout Israël comme le glas de l'espérance de paix. Elle fait renaître cette angoisse existentielle qui n'a jamais cessé depuis la naissance d'Israël, enfant des pogromes et de la

Shoah. A quoi bon rendre les territoires, abandonner les colonies de peuplement, reconnaître à Jérusalem-Est le statut de capitale de l'Etat palestinien, indemniser les réfugiés palestiniens, à quoi bon tant de concessions et de renoncements si l'on n'atteint pas le but : la paix, la vraie paix, celle des âmes. Le recours à la force qui assure le statu quo permet au moins de rassurer pour un moment les esprits. Jusqu'au prochain attentat, jusqu'au prochain mort. La douleur renaît alors, et la colère, et la fureur. Et la riposte vient qui sème à son tour la mort de l'autre côté, en attendant la prochaine bombe de kamikaze qui lui fera écho.

Devant pareil désastre, les hommes de paix s'interrogent sur les moyens de mettre un terme à cette violence toujours sanglante, toujours stérile. Mais tous les efforts demeureront vains s'ils ne prennent pas en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux humiliations subies par les Palestiniens. Mais il appartient en compte cette donnée psychologique essentielle : le sentiment angoissé des Israéliens qu'en définitive, pour leurs ennemis, tout accord n'est qu'une étape vers la réalisation de leur objectif ultime : la destruction d'Israël. Sans doute il incombe aux Israéliens de mettre un terme, sans différer, aux souffrances et aux

ACQUISITIONS Le bilan des grandes fusions de ces dernières années est sombre. ● LES DOUZE grandes fusions que *Le Monde* a étudiées ont entraîné la disparition de

plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière. ● LES GROUPES de télécommunications et de communication sont les plus sanctionnés. ● ILS ONT VU fondre leur valeur

boursière du tiers aux trois quarts. ● LES ENTREPRISES qui se sont endettées doivent rembourser au prix fort. Mais les entreprises qui ont réalisé des rachats par création d'actions ne

se portent pas beaucoup mieux, la dilution de leur capital ayant réduit les profits par actionnaire. ● DANS LES AUTRES secteurs, les économies d'échelle et les rationalisations ont

parfois apporté une partie des bénéfices escomptés. ● LES BANQUIERS d'affaires et les analystes sont accusés d'être de mauvais conseillers (*lire aussi notre éditorial page 12*).

L'heure des comptes a sonné pour les fusions géantes

« Le Monde » a étudié douze grandes opérations : ce sont plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière qui se sont volatilisés. Le remboursement des dettes contractées, l'amortissement des coûts d'acquisition et la dilution du capital ont fait fondre les bénéfices par action, critère-clé de la valeur en Bourse

« UN PLUS UN égalent trois. » C'était l'arithmétique de la grande époque des fusions. Alors que les batailles boursières à coups de centaines de milliards de dollars battaient leur plein, tous les grands groupes promettaient de réaliser l'addition. Ils assuraient à tous que croissance, création de valeur, lendemains radieux seraient au rendez-vous. Un an, deux ans plus tard, les firmes qui revendiquaient de figurer dans le classement des fusions les plus onéreuses de l'histoire ou dans celui des premiers groupes mondiaux sont devenues étrangement discrètes.

Le bilan de leurs grandes manœuvres financières n'est pas totalement convaincant. Pour les groupes les mieux armés, les rapprochements se sont traduits par une augmentation de leur chiffre d'affaires, de leurs bénéfices, de leur valeur boursière, mais pas dans les proportions escomptées. Dans le meilleur des cas, un plus un ont fait un et demi, parfois deux, jamais trois. Pour les autres – la grande majorité – c'est le désappointement. Leur mariage avec des concurrents n'a pas porté les fruits promis. Il a même souvent abouti à une destruction de valeur immense pour l'entreprise, ses salariés et ses actionnaires. Sur les douze fusions que nous avons étudiées, ce sont plus de 800 milliards d'euros de valeur boursière qui se sont évaporés entre la date des rapprochements et aujourd'hui.

Principales vedettes des fusions de ces trois dernières années, les groupes de télécommunications et de communication sont aujourd'hui les plus lourdement sanctionnés. Malgré leurs acquisitions, ils

Premier bilan de douze grandes fusions mondiales									
ACQUÉREUR	CIBLE	SECTEUR	CAPITALISATION DE L'ACQUÉREUR AVANT RACHAT	MONTANT DE L'ACQUISITION	CAPITALISATION ACTUELLE DU NOUV. ENSEMBLE	ÉVOL. DE LA CAPITALISATION DEPUIS LA FUSION	ÉVOL. DU COURS	DERNIER RÉSULTAT NET	
en milliards d'euros									
AOL	TIME WARNER	Comm.	182	183,1	194,5	8,40 %	-42,80 %	-2,3*	
VODAFONE	MANNESMANN	Télécomm.	127,6	137,9	134,6	6,60 %	-57,80 %	-15,3**	
EXXON	MOBIL	Pétrole	207,1	94,8	310	52,20 %	14,70 %	19,7*	
DAIMLER	CHRYSLER	Automobile	45	88,9	47,9	6,40 %	-20,30 %	7,8**	
GLAXOWELCOME	SMITHKLINE	Pharmacie	154,7	84,3	196,9	23,40 %	21,50 %	4,9*	
DEUTSCHE TELEKOM	VOICESTREAM	Télécomm.	212	56,3	72,1	-65,90 %	-75,40 %	-0,38*	
TOTALFINA	ELF	Pétrole	57,7	53,5	117,7	104 %	22 %	6,9**	
FRANCE TÉLÉCOM	ORANGE	Télécomm.	179,2	51,1	47,3	-74 %	-76,50 %	3,6**	
VIVENDI	SEAGRAM CANAL PLUS	Comm.	71,5	44,5	66,2	-7,40 %	-49,20 %	NC	
BNP	PARIBAS	Banque	16,3	41,9	44,7	174 %	34,60 %	3,4**	
CHASE MANHATTAN	JPMORGAN	Banque	27,8	35,6	91,5	234 %	-23,30 %	1,58*	
HOECHST	RHÔNE-POULENC	Pharmacie	15,2	23,5	64,2	322 %	98 %	0,73*	

*résultat semestriel 2001 **résultat annuel 2000 Classement établi selon l'importance de l'acquisition Source : Le Monde/Bloomberg

De nombreux rapprochements ont été réalisés par échange d'actions, entraînant la création de millions de titres. L'évolution de la capitalisation boursière diffère souvent de celle du cours.

ont vu fondre leur valeur boursière du tiers aux trois quarts. Pour expliquer l'effondrement, tous avancent la même explication : le dégonflement de la bulle boursière autour des nouvelles technologies. A l'époque, cependant, personne ne contestait les estimations manifestement surévaluées avancées par le marché. France Télécom a accepté de racheter l'opérateur britannique de téléphone mobile Orange sur la base de 50 000 francs (7 622 euros)

par abonné. Un an plus tard, le groupe public vaut moins qu'Orange seul au moment de son rachat. La mise en Bourse de ses filiales Orange (téléphone mobile) et Wanadoo (Internet) ne permet pas de compenser le manque à gagner : les deux sociétés ensemble valent moins de 15 milliards d'euros. Alors que le groupe n'a pas encore démontré l'existence de synergies importantes dans ses activités de téléphonie mobile, il doit assumer un endettement de 35 milliards d'euros. La situation de son homologue Deutsche Telekom n'est pas plus enviable. Depuis le rachat de l'américain VoiceStream au prix fort, l'opérateur allemand ne cesse de voir ses coûts de fusion déraiper. Sans la vente opportune de sa participation dans l'opérateur longue distance Sprint, il aurait déjà dû afficher une perte de 1 milliard de dollars (1,09 milliard d'euros) au premier semestre.

COÛT TRÈS ÉLEVÉ

Les analystes soulignent que ces deux groupes, parce qu'ils étaient publics, n'ont pas pu disposer librement de leur capital et émettre de nouvelles actions. A l'examen, les groupes privés qui ont réalisé des rachats réalisés entièrement par échange d'actions ne se portent pas beaucoup mieux. Contrairement à ce qui avait été annoncé, ces mariages de papier ont aussi un

coût parfois très élevé. Alors que le patron de Vodafone, Chris Gent, se faisait voter un bonus de 5 millions de livres (7,9 millions d'euros) pour avoir transformé rapidement son groupe en numéro un mondial de

le du Crédit lyonnais ! Depuis, la situation s'est encore aggravée. Le nouvel ensemble vaut moins que la seule acquisition de Mannesmann, comme si ce groupe allemand centenaire s'était volatilisé. Prenant

La fin de l'engouement pour les grands raids

La fièvre est retombée. Après une année 2000 historique où la valeur des seules fusions transfrontalières a augmenté de 50 % pour atteindre 1 143 milliards de dollars (1 270 milliards d'euros), selon la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), les grands raids semblent être interrompus. La dégradation de la conjoncture et, surtout, la baisse des marchés boursiers forcent les entreprises à renoncer ou à différer leur projet, en attendant des jours meilleurs. D'autant que les actionnaires, dressant un bilan plus mitigé des opérations passées, sont devenus suspicieux à l'égard des grands acquisitions.

Le secteur des nouvelles technologies, le plus en pointe dans les rapprochements en 2000, est celui qui affiche le plus net recul. Selon une étude du cabinet financier Thomson Financial, le montant des fusions-acquisitions annoncées au premier semestre y a chuté de 75 % pour n'être plus que de 254 milliards de dollars, contre 1 000 milliards de dollars pour la même période de 2000.

la téléphonie mobile, la société affichait dans le même temps une perte de 10 milliards de livres (15,3 milliards d'euros) pour son exercice clos au 31 mars 2001. En raison des importantes survaleurs liées notamment aux acquisitions de l'allemand Mannesmann et de l'américain Verizon Wireless, le groupe a dû prendre à sa charge l'équivalent des pertes révélées lors du scanda-

acte de cette dévalorisation, le groupe de Hongkong Hutchinson Whampoa, important actionnaire de Mannesmann et qui détient désormais 5,2 % du capital de Vodafone, a décidé, fin juillet, de passer une provision de 2,05 milliards de dollars pour la dépréciation de sa participation dans l'opérateur britannique. Le groupe, en revanche, exclut l'idée de devoir passer des

provisions pour tenir compte de la chute de valeur de ses achats passés.

Pas question non plus pour l'instant de dépréciation d'actifs chez Vivendi Universal, bien que le groupe, après avoir créé plus de 400 millions d'actions nouvelles pour racheter à la fois le canadien Seagram et Canal+, pèse moins aujourd'hui qu'avant ces deux opérations. De même, AOL Time Warner a non seulement vu le cours de son action baisser de plus de 40 % depuis le rachat de Time Warner mais, de surcroît, les bénéfices attendus de la fusion ne sont pas concrétisés : les résultats de Time Warner ne sont pas suffisants pour éponger les déficits d'AOL.

UNE AVENTURE RISQUÉE

Dans les autres secteurs, les déconvenues sont moins nombreuses. Plus traditionnels, les groupes ont souvent mené des fusions au nom des économies d'échelle et des rationalisations. Dans le domaine très porteur de la santé, GlaxoWellcome en se mariant avec Smithkline Beecham, comme Hoechst et Rhône-Poulenc pour créer Aventis, ont annoncé des fermetures de sites, des cessions d'actifs, des suppressions d'emplois. De même, Exxon en reprenant Mobil ou TotalFina en rachetant Elf ont cherché rapidement à mettre en œuvre les synergies annoncées. Aidés par un cours du pétrole très favorable, ils sont parvenus à faire croître leur groupe, un peu moins toutefois que prévu.

Réaliser une fusion reste, malgré tout, une aventure risquée. A partir d'un modèle identique, le résultat peut être très différent. La BNP et Chase Manhattan se sont toutes les deux alliées avec une banque d'affaires. Une fusion marche – BNP Paribas –, l'autre pas – Chase Manhattan JP Morgan. Le langage de vérité dans ces opérations de rapprochement importe beaucoup. Pour avoir voulu présenter la reprise de Chrysler comme un mariage entre égaux, qui ne changerait rien dans les habitudes des uns et des autres, Daimler est allé de déboires en déboires. Après une perte opérationnelle de 3,8 milliards d'euros au premier trimestre, le groupe a sonné l'heure de la reprise en main. La production va être réorganisée et 9 500 emplois supprimés. DaimlerChrysler promet désormais du sang et des larmes. Ce chemin risque d'être emprunté par nombreux groupes qui se sont engagés inconsidérément lors de leur mariage.

Martine Orange

Les entreprises tardent à lancer une opération vérité sur leur bilan

POUR ses premiers comptes semestriels depuis sa fusion avec Seagram, Vivendi Universal a choisi de ne donner, pour ses activités dans la communication, que le chiffre d'affaires et l'ebitda, un résultat brut d'exploitation qui ne prend en compte ni frais financiers, ni provisions, ni amortissements, ni impôts. Les comptes complets avec le bénéfice net ne seront fournis qu'en septembre. Les groupes sont nombreux à préférer cette présentation comptable. A les écouter, l'ebitda est le résultat le plus significatif, le plus à même de traduire la bonne marche de l'entreprise et sa capacité à gagner de l'argent.

S'arrêter à ce seul résultat présente un autre avantage : il permet de passer sous silence les conséquences des grandes manœuvres financières de ces dernières années. Dans les bilans, les traces des rachats, des acquisitions faites à coup de milliards de dollars sont partout : dans les provisions pour restructurations, souvent bien supérieures à ce qui était prévu lors du lancement de la fusion, dans l'amortissement de titres achetés trop cher et dans l'endettement. L'addition de ces charges finit par peser très lourd sur le résultat net. Les entreprises aiment alors taire ces charges exceptionnelles. Selon le *Wall Street Journal*, grâce à l'exclusion des dépréciations d'actifs et autres survaleurs, les bénéfices des groupes de l'indice Standard & Poor's 500 ont augmenté de 9 % en moyenne au cours des cinq dernières années. Lorsque ces provisions sont réintégrées, la croissance annuelle n'est plus que de 7 %.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Prenant conscience de l'altération de l'image financière des entreprises, la Securities & Exchange Commission (SEC), l'autorité boursière américaine, a durci les règles. Depuis juin, elle impose aux sociétés cotées de procéder à un réexamen régulier de leurs

actifs et de passer des provisions pour dépréciation si nécessaire. Depuis, tous les groupes sont sous pression. Tous se voient obligés de reconnaître la baisse de la valeur des actifs achetés, souvent inscrits dans leurs livres à des valeurs boursières astronomiques.

Fin juillet, le groupe de fibre optique JDS Uniphase a ainsi annoncé une perte annuelle de 50,6 milliards de dollars (56,22 milliards d'euros). Jamais une entreprise américaine n'avait affiché un tel déficit ! L'essentiel de cette perte (44 milliards) provient d'une dépréciation d'actifs : profitant de son cours de Bourse élevé, le groupe avait racheté en 2000 pour plus de 40 milliards de dollars son concurrent SDL. D'autres groupes ont dû l'imiter. Le canadien Nortel Networks a annoncé une perte exceptionnelle pour dépréciation d'actifs de 12,3 milliards de dollars. Le groupe de télécommunications Cisco, l'éditeur de logiciels VeriSign, le fabricant de verre et de fibres Corning ont, eux aussi, lancé des opérations-vérité.

Pour l'instant, le secteur des hautes technologies a été le plus touché par la mesure : les firmes ont dû acter dans leur bilan l'éclatement de la bulle boursière qui les a portés aux nues pendant trois ans. Mais la dégradation commence à gagner tous les secteurs et contraint chacun à réviser à la baisse la valeur de ses possessions. La vague menace désormais l'Europe. Les groupes du Vieux Continent risquent, au nom du principe comptable de la « juste valeur », de devoir avouer des charges exceptionnelles pour perte de valeur de leurs actifs. Cette révision pourrait peser lourd dans les comptes. De l'avis d'experts, les entreprises pourraient avoir à passer des centaines de milliards de dollars de charges exceptionnelles dans leurs comptes de 2001, pour solder les excès du passé.

M. O.

EN AYANT encouragé un peu trop les mariages et les acquisitions d'entreprises – notamment par échange de titres –, les banquiers d'affaires ont-ils conduit les sociétés qu'ils conseillaient dans des impasses stratégiques ? Certains gérants d'actions n'hésitent pas à l'affirmer, regrettant d'avoir à payer aujourd'hui la facture cachée de ces opérations. « Quand on paye trop cher une acquisition, cela coûte immédiatement si l'on règle en liquide, mais cela coûte aussi si l'on paye en titres, ce qui a été oublié, notamment lorsque Vodafone a racheté Mannesmann sur la base de 10 000 dollars par abonné au téléphone mobile ! Car il faut provisionner ensuite la dépréciation des actifs trop payés », assure Marc Renaud, directeur général de CCR actions, une société de gestion filiale de la Commerzbank.

« Les opérations par échange de titres sont plutôt saines car elles témoignent d'un réinvestissement de la part des actionnaires, qui ne souhaitent pas recevoir de liquide. (...) Il faut distinguer le caractère particulier des valeurs de technologie, médias et télécommunications

(TMT) de la vague spéculative de grande ampleur qui les a accompagnées. Mais que les entreprises de ce secteur aient fusionné ou pas, toutes ces actions ont baissé », rétorque Marc-Olivier Laurent, associé-gérant chez Rothschild et C^o.

La pression des marchés en faveur des regroupements d'entreprises a favorisé cette vague spéculative, accusent aussi certains professionnels. « Je pense que les analystes financiers et les banquiers d'affaires, dont la responsabilité est extrêmement liée, ont créé une inflation extraordinaire des actifs », déclare Pierre Dauvillier, associé du cabinet de conseil en fusions-acquisitions Gimar Finance et ancien directeur financier de France Télécom. « Si France Télécom n'avait pas acheté Orange, le marché l'aurait sanctionné. Il l'a acheté, il est aussi sanctionné », se déssole-t-il.

DES SYNERGIES SURÉVALUÉES

« Toutes les valeurs de télécommunications inquiètent les marchés parce qu'elles ont, à l'image de France Télécom, 1 franc de fonds propres pour 1,20 franc de dettes. Mais si France Télécom amortissait ses survaleurs [dépréciation d'actifs] en

effaçant la moitié de la valeur d'Orange dans ses comptes, ce ratio passerait à 1 franc de fonds propres pour 2 francs de dettes », poursuit M. Renaud. France Télécom pourrait bientôt être contraint de faire le ménage dans ses comptes.

« On ne rembourse pas ses dettes avec ses actifs mais avec la capacité d'autofinancement générée par la société : la valeur boursière s'est éloignée depuis longtemps de la valeur comptable, qui ne permet pas véritablement d'évaluer le risque », nuance M. Laurent.

Autre handicap : si elles coûtent souvent cher, ces opérations ne produisent pas toujours les bénéfices escomptés. Selon Paul Henri Denieuil, responsable de l'activité « Corporate finance » (finance d'entreprise) chez Deloitte & Touche, « les synergies attendues des fusions sont souvent surévaluées. L'appréciation des coopérations possibles est souvent juste, mais pas la capacité à mettre en œuvre ces synergies. Les recommandations formulées pour les six premiers mois ne sont pas toujours appliquées aussi efficacement et rapidement que ce qui a été préconisé. D'une façon générale, un PDG conquérant sous-

estime les problèmes et surévalue la capacité à résoudre les problèmes structurels ».

Selon lui, le métier des fusions-acquisitions a changé, et il faut savoir résister aux impulsions des « patrons conquérants ». « C'est très difficile, mais j'ai réussi deux fois, depuis trois ans, à faire reconstruire une opération à un dirigeant ». Un cas assez rare : un banquier d'affaires traditionnel est rémunéré à 90 % en *success fee*, un pourcentage lié à la réalisation de l'opération et allant de 0,3 % à 1 % du montant total. Pour s'éloigner de la logique des « *faiseurs de deals* » et garder son indépendance, M. Denieuil affirme limiter la part du *success fee* à 30 % de la rémunération de son cabinet, et facturer des prestations de conseil.

Mais certains banquiers d'affaires semblent avoir encore de l'appétit pour les opérations de fusion. Des PDG de sociétés cotées au SAC 40 affirment ainsi avoir reçu récemment des propositions de banques pour monter des opérations qualifiées de « mariage de la carpe et du lapin ».

Adrien de Tricornot

WPP fait monter les enchères pour acquérir la société d'achat d'espace Tempus

L'ACHAT D'ESPACE publicitaire dans les médias est devenu stratégique pour les groupes de publicité. Pour preuve, la bataille engagée entre les français Havas Advertising, cinquième groupe mondial de publicité, et l'anglais WPP, numéro un mondial du secteur, pour acquérir le britannique Tempus.

Sir Martin Sorrell, le patron de WPP, a annoncé lundi 20 août son offre de rachat des 88 % du capital de Tempus qu'il ne possède pas encore, au prix de 555 pence (8,78 euros) l'action. Il surenchérit ainsi de 14 pence sur l'offre faite jeudi par Havas Advertising (*Le Monde* du 20 juillet). Alain de Pouzilhac, le président du groupe français, se disait lundi « serein et déterminé ». Il attend de connaître la décision du conseil d'administration de Tempus, qui devrait se réunir rapidement. Selon lui, il dispose déjà de l'engagement « irrévocable » de 38 des dirigeants de Tempus, prêts à lui apporter 29 % du capital. L'échange peut se faire soit uniquement en liquide, soit en titres Havas Advertising et en liquide, pour une valeur globale équivalente à l'offre de WPP (avec 1 titre Havas Advertising à 11 euros). Mais lundi matin, Tempus est revenu sur son soutien au français ; la société veut discuter avec ses deux prétendants.

La bataille pour devenir le quatrième groupe d'achat publicitaire mondial s'annonce serrée. Tempus, avec son enseigne CIA, est le troisième acheteur publicitaire en Europe avec 6 milliards de dollars d'espaces achetés dans les médias en 2000.

Florence Amalou

L'hebdomadaire « The Industry Standard », symbole de la nouvelle économie, disparaît

La chute des recettes publicitaires atteint durement la presse spécialisée dans les « dot-com ». Ces difficultés frappent les journaux nord-américains, mais aussi de nombreux titres européens

PEU DE TITRES symbolisaient autant l'ère de la « nouvelle économie » que le magazine américain *The Industry Standard*. Une aventure désormais terminée pour l'hebdomadaire, puisque son propriétaire, le groupe Standard Media International, a annoncé, jeudi 16 août, la fermeture du périodique, victime de la chute des recettes publicitaires. Avec *Wired*, le pionnier de ce nouveau genre de revues, *Red Herring* et quelques autres, *The Standard*, comme on le surnommait dans la Silicon Valley, a rédigé au plus près la chronique de l'avènement triomphant des start-up, puis de leur déchéance. Il a aussi témoigné de l'apparition d'une conception du journalisme économique donnant la primauté aux technologies et, surtout, à leur impact sociétal et culturel.

Wired ouvre la voie, en 1993, à l'initiative de deux journalistes de San Francisco, Louis Rossetto et Jane Metcalfe. Le magazine avant-gardiste tranche résolument avec les publications informatiques d'alors. Aussi, lorsque Standard Media International veut créer son propre titre, il fait naturellement appel à l'un des responsables éditoriaux de *Wired*, John Battelle. *The Industry Standard* et sa version en ligne, *thestandard.com*, voient le jour en avril 1998. L'époque est propice aux « unes » sur l'explosion des Yahoo!, eBay et autres Amazon, disséqués avec un regard souvent critique. En 2000, le rachat du géant des médias Time Warner par America Online (AOL), premier fournisseur d'accès Internet des Etats-Unis, alimente largement les colonnes du magazine. Dès le printemps 2000, il se fait de plus en plus l'écho des déconvenues de la Netéconomie.

Les start-up ne trouvent plus de financiers prêts à investir des dizaines de millions de dollars dans des jeunes pousses dénuées de garanties de rentabilité. Les faillites se multiplient. L'économie américaine commence à donner d'inquiétants signes d'essoufflement. Autant de causes à la débâcle publicitaire.

Le magazine était très dépendant des annonceurs. En 2000, il a publié une moyenne de 145 pages de publicité par numéro, qui lui ont rapporté 140 millions de dollars (153 millions d'euros). Ces dernières semaines, l'équipe devait se battre pour atteindre 90 pages par numéro, partie rédactionnelle comprise...

LA LISTE DES VICTIMES

L'actionnaire principal de Standard Media International, l'éditeur américain de magazines professionnels IDG (International Data Group), a préféré mettre un terme à l'expérience plutôt que d'apporter de nouveaux capitaux. Les activités européennes du magazine ont cessé au printemps. La plupart des 180 employés restant aux Etats-Unis vont être licenciés, à l'exception de ceux qui vont maintenir le site Web du magazine en veilleuse.

Wired, la bible de la cyberculture, s'est peu à peu normalisée depuis son rachat en 1998 par le groupe Condé Nast, qui publie notamment *Vogue*. *Red Herring* a, lui, licencié 20 % de son personnel en mai. Depuis, le britannique Future Network a vendu à AOL Time Warner son magazine *Business 2.0*, autre titre consacré à la « nouvelle économie », et la revue *Fast Company* a aussi été reprise par l'allemand *Grüner Jahr*. Le malaise des dot-com et la crise

publicitaire ont poussé de nombreux quotidiens nord-américains à interrompre leurs suppléments consacrés aux nouvelles technologies. C'est le cas notamment du *Toronto Star* et du *Houston Chronicle*. Allongé sur la liste des victimes, Ziff Davies Media a, de son côté, fermé l'un de ses principaux titres high-tech, *Family PC*.

Les titres américains consacrés à la nouvelle économie « continuent à bien se vendre », relativise François Camé, directeur de la rédaction de *Futur(e)s*, citant le chiffre de trois millions d'exemplaires. Lancé en France et en Suisse en octobre 2000, son mensuel, qui a choisi « le concept techno-éco », pâtit lui aussi de la mauvaise conjoncture publicitaire, tout comme ses rivaux français *Transfert*, *Newbiz* et *Le Nouvel Hebdo*. Le premier doit licencier une douzaine de personnes sur près de 50, alors que les deux autres font partie des revues dont Vivendi Universal Publishing négocie actuellement la vente. Si le dépôt de bilan de *Futur(e)s* a été prononcé début juillet, M. Camé a, depuis, obtenu un sursis pour convaincre de nouveaux partenaires de relancer le titre.

Pour lui, comme pour ses concurrents, il existe, en dépit des problèmes actuels, une place pour ce genre de magazines. « Autant on a connu une vague de folie pure à propos des start-up, plaide cet ancien de *Libération*, autant tout le monde sait aujourd'hui que les nouvelles technologies transforment durablement la société, l'économie et la politique. »

Antoine Jacob

www.lemonde.fr/nouvelle-eco

GlaxoSmithKline serait intéressé par la pharmacie de Bayer

LE GROUPE britannique GlaxoSmithKline serait intéressé par la branche pharmaceutique de l'allemand Bayer. L'hebdomadaire *Sunday Telegraph* a révélé, dimanche 19 août, que Glaxo avait déjà pris contact avec les banquiers de Bayer. Le groupe allemand affronte actuellement une grave crise. Bayer a été obligé de retirer de la vente début août, le Baycol-Lipobay, un médicament anticholestérol, soupçonné d'être lié à la mort d'au moins cinquante-deux personnes.

Sur le plan financier, cette affaire va lourdement pénaliser le groupe : le Baycol devait réaliser cette année un chiffre d'affaires de l'ordre de 1 milliard de dollars (1,09 milliard d'euros). Depuis l'annonce du retrait de ce médicament, la capitalisation boursière de Bayer a fondu de plus d'un quart. La vente de l'activité pharmaceutique de Bayer pourrait atteindre 15 milliards de dollars. Le groupe de Leverkusen (Rhénanie-du Nord - Westphalie) a refusé de commenter ces rumeurs de cession.

Une liaison directe entre la gare de l'Est et l'aéroport de Roissy est à l'étude

UNE LIAISON ferroviaire expresse directe entre la gare de l'Est et l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle (CDG) est à l'étude, a confirmé dimanche la SNCF. Ce projet, révélé par le journal *Le Parisien Dimanche* du 19 août, baptisé Charles-de-Gaulle Express, devrait voir le jour en 2008. Les premiers coups de pioche devraient être donnés en 2003, à l'issue des études techniques et de l'enquête d'utilité publique en cours. Les passagers des longs et moyens courriers aériens pourront alors accomplir les formalités d'enregistrement dans le nouveau complexe souterrain de la gare de l'Est, et emprunter le CDG Express directement vers les salles d'embarquement de l'aéroport. La durée du trajet sera d'une quinzaine de minutes. Le nouveau train pourra transporter 6 millions de passagers par an.

Le coût du projet serait de 610 millions d'euros, selon *Le Parisien*. Ce montant n'a pas été confirmé par la SNCF.

Easyjet veut proposer des vols depuis Orly à partir de mars 2002

LA COMPAGNIE AÉRIENNE britannique Easyjet, spécialiste des vols à bas prix, confirme qu'elle a engagé des pourparlers afin d'assurer des vols depuis l'aéroport parisien d'Orly vers Londres et Liverpool, selon le *Sunday Express* de dimanche. La compagnie, qui ne dessert pour le moment, sur le territoire français, que la ville de Nice, envisage de baser en permanence sept avions à Orly et de proposer des vols Paris-Londres et Paris-Liverpool pour quelque 25 livres sterling (39 euros), à partir de mars 2002.

Créé en 1994 par le millionnaire grec-chypriote Stelios Haji-Ioannou, Easyjet fut le premier transporteur aérien, outre-Manche, à profiter de la déréglementation. Il a été l'un des pionniers des commandes sur Internet, afin de supprimer les coûts intermédiaires, et l'un des premiers à pratiquer des vols sans plateau-repas, ce qui lui permet d'offrir une politique de prix particulièrement bas.

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Repli de l'inflation européenne en juillet

LES PRIX de détail ont diminué de 0,1 % en juillet, ramenant le rythme annuel de la hausse à 2,8 % (contre 3 % en juin), a annoncé l'office européen des statistiques Eurostat, vendredi 17 août. Hors énergie et alimentation, les prix ont augmenté de 0,1 % en un mois, soit une hausse de 2 % sur un an, contre 2,1 % en juin.

■ **ÉTATS-UNIS** : le déficit de la balance commerciale a atteint en juin 29,41 milliards de dollars (32,05 milliards d'euros) contre 28,47 milliards de dollars en mai (données corrigées des variations saisonnières), a annoncé vendredi le département du commerce. Au premier semestre, ce déficit est de 184,89 milliards contre 178,11 milliards en 2000.

■ **L'indice de confiance du consommateur de l'Université du Michigan est ressorti à 93,5 en août** contre 92,4 en juillet, indiquant une stabilisation après avoir enregistré son plus bas niveau depuis cinq ans au mois d'avril.

■ **Le gouvernement américain continue de soutenir une politique de dollar fort**, a déclaré vendredi le secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, sur CNN. « Nous ne changeons pas de politique », a-t-il indiqué.

■ **JAPON** : la récente appréciation du yen contre le dollar était inappropriée, a déclaré lundi Harihiko Kuroda, vice-ministre des finances chargé des affaires internationales. « Il est désirable que l'euro s'apprécie contre le dollar mais la fermeté du yen contre le dollar ne reflète pas les fondamentaux », a-t-il dit.

■ **ITALIE** : la balance des paiements a enregistré un excédent de 608 millions d'euros en juin, contre un déficit de 1,934 milliard en juin 2000, a annoncé l'office des changes vendredi. Au premier semestre, la balance accuse un déficit de 4,042 milliards d'euros contre 5,806 milliards en 2000.

AFFAIRES

INDUSTRIES

● **PHILIPP HOLZMANN** : le numéro deux allemand du bâtiment, sauvé de la faillite en 1999, va licencier « 500 à 700 salariés », a déclaré son PDG, Konrad Hinrichs, au *Berliner Zeitung* du lundi 20 août. Le groupe recherche un partenaire étranger pour une éventuelle fusion.

● **ERICSSON** : le fabricant suédois d'équipements de télécommunications a l'intention de vendre sa filiale de microélectronique, selon le *Financial Times* de lundi. La transaction pourrait atteindre 2 milliards de dollars.

● **MATSUSHITA/NEC** : les deux premiers fabricants japonais de téléphones portables devaient annoncer mardi une alliance portant sur la mise au point d'un logiciel vidéo destiné aux mobiles de troisième génération et aux ordinateurs de poche.

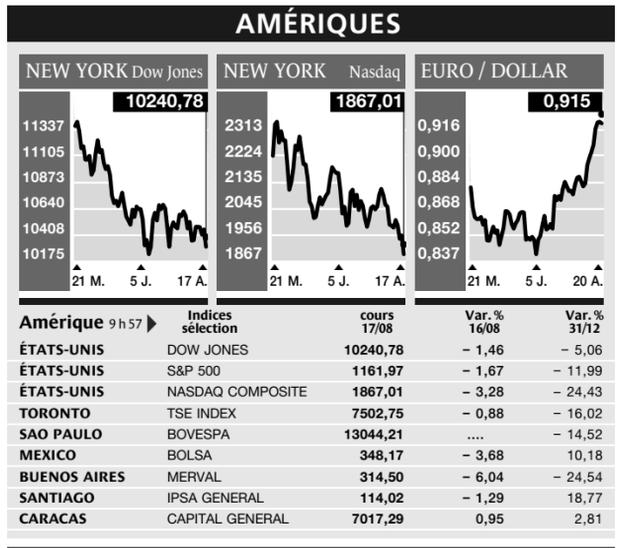
● **MACQUARIE** : la société australienne d'investissement a contacté l'opérateur aéroportuaire britannique TBI afin de contrecarrer l'OPA hostile faite la semaine dernière par les français Vinci, selon le *Sunday Times*.

SERVICES

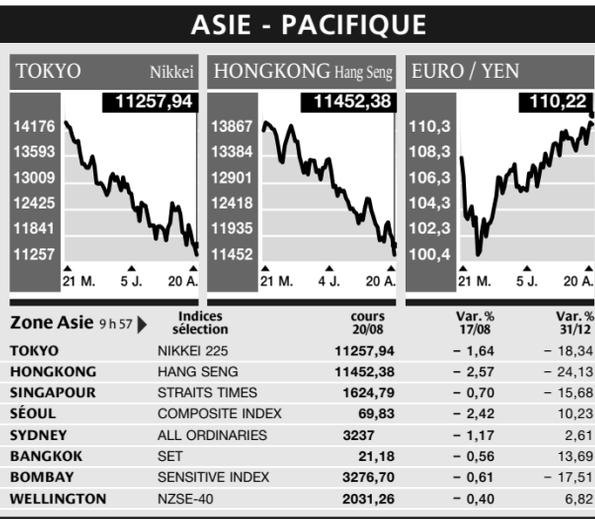
● **BALTIMORE** : le spécialiste irlandais de la sécurité pour l'Internet devrait annoncer, mercredi, 400 suppressions d'emplois et une restructuration de ses opérations, selon *The Independent* de dimanche.

RÉSULTATS

■ **MANNESMANN** : la filiale allemande du géant britannique des télécoms *Vodafone* a annoncé, lundi, un revenu brut d'exploitation de 2,8 milliards d'euros au premier semestre 2001, en hausse de 60 % par rapport à la même période de 2000.



Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	0,83046	0,91540	1,13955	1,44565	0,60274
YEN.....	120,41500	110,22500	16,81000	174,09000	72,58500
EURO.....	1,09242	0,90724	.....	1,57880	0,65855
FRANC.....	7,16580	5,95125	6,55957	.....	10,35940
LIVRE.....	0,69173	0,57445	0,63340	0,09650	.....
FRANC SUISSE.....	1,65910	1,37775	1,51845	0,23150	2,39810



Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	Euro contre	17/08
FRANCE.....	6,55957	EURO.....	0,15245
ALLEMAGNE.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	3,82894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC.(100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503

Taux d'intérêt (%)					Matif				
Taux 17/08	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Cours 12 h 30	Volume 20/08	dernier prix	premier prix	
FRANCE.....	4,51	4,24	4,88	5,46	Notionnel 5,5	DÉCEMBRE 2001	1160	90,46	90,42
ALLEMAGNE.....	4,51	4,31	4,75	5,37	EURibor 3 mois	JANVIER 2001.....	NC	NC	NC
GDE-BRETAG.....	4,25	4,86	4,82	4,50					
ITALIE.....	4,51	4,28	5,14	5,78					
JAPON.....	0,03	0,01	1,33	2,44					
ÉTATS-UNIS.....	3,72	3,39	4,87	5,48					
SUISSE.....	3,25	3,09	3,23	3,92					
PAYS-BAS.....	4,47	4,28	4,90	5,42					

BOURSES
L'INDICE CAC 40 cédaît 0,76 %, lundi 20 août en milieu de journée, à 4 741,14 points. A Francfort, l'indice DAX perdait 1,15 % à la mi-séance, à 5 141,38 points. A Londres, l'indice Footsie reculait de 0,83 % à la mi-journée, s'établissant à 5 297,70 points. A Tokyo, l'indice Nikkei s'est replié de 1,64 %, lundi 20 août, à 11 257,94 points, revenant à son plus bas niveau depuis le 11 décembre 1984. A Wall Street, l'indice Dow Jones a fini la séance de vendredi en baisse de 1,46 %, à 10 240,78 points. Riche en valeurs de technologie, l'indice Nasdaq a chuté de 3,28 %, à 1 867,01 points.

TAUX-CHANGES
L'EURO a progressé jusqu'au seuil de 0,92 dollar, lundi 20 août en début de journée, avant de se replier légèrement. Quelques instants plus tard, il cotait 0,9195 dollar. La devise japonaise se renforçait elle aussi face au billet vert, lundi dans les premiers échanges, à 120,23 yens pour un dollar. Sur les marchés obligataires européens, le rendement de l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 4,87 % dans les toutes premières transactions. Au même moment, le taux affiché par le Bund, son homologue allemand, s'établissait à 4,76 %.

VALEURS EUROPÉENNES

L'action de l'opérateur allemand Deutsche Telekom a poursuivi sa glissade, vendredi 17 août, à 17,38 euros en fin de séance (-3,44 %), après avoir touché son plus bas niveau depuis 42 mois : 17,11 euros. Après la vente par Deutsche Bank d'un paquet de 44 millions d'actions, les investisseurs s'inquiètent de la mise sur le marché probable de millions d'actions à partir du 1er septembre. Le titre du groupe pharmaceutique Bayer s'est repris vendredi, se négociant à 33,33 euros (+0,43 %), après un plongeon de près de 27 % depuis le début de la semaine. Le retrait du Bayco, son médicament anticholestérol, a provoqué une véritable onde de choc alors que le groupe allemand a reconnu que le nombre de décès liés à la prise de ce médicament pourrait dépasser le nombre de 52. L'action du constructeur automobile allemand DaimlerChrysler, à 47,68 euros, a plongé de 6,58 % vendredi. Le secteur automobile a été très malmené suite à l'annonce par l'américain Ford de la suppression de 5 000 postes en Amérique du Nord (Le Monde daté dimanche 19-lundi 20 août). A Madrid, le titre de textile Inditex, plus connu sous le nom de marque Zara, s'adjudgeait la plus forte progression vendredi en fin de séance, soit 2,82 %, à 19,69 euros.

Le titre de textile Inditex, plus connu sous le nom de marque Zara, s'adjudgeait la plus forte progression vendredi en fin de séance, soit 2,82 %, à 19,69 euros.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: AUTOMOBILE. Includes rows for AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: BANQUES. Includes rows for ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALL & LEICS, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONSTRUCTION. Includes rows for ACCIONA, ACS, AGGREGATE IND, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: PRODUITS DE BASE. Includes rows for ACERIALIA, ACERINOX R, ALUMINIUM GREEK, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONSUMMATION CYCLIQUE. Includes rows for ACCOR, ADIDAS-SALOMON, AGFA-GEVAERT, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CHIMIE. Includes rows for AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, BASF AG, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: PHARMACIE. Includes rows for ACTELION N, ALTANA AG, AMERSHAM, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: BIENS D'ÉQUIPEMENT. Includes rows for ABB N, ABBECCO N, AGGREGO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: ALIMENTATION ET BOISSON. Includes rows for ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BR-F, BBAG OE BRAU-BE, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: ASSURANCES. Includes rows for AEGIS GROUP, AEGION NV, AGF, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: MEDIAS. Includes rows for B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: SERVICES FINANCIERS. Includes rows for 3I GROUP, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: BIENS DE CONSOMMATION. Includes rows for AHOLD, ALTADIS, AMADEUS GLOBAL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: COMMERCE DISTRIBUTION. Includes rows for ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, BOOTS CO PLC, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: HAUTE TECHNOLOGIE. Includes rows for AIXTRON, ALCATEL-A, ALTEC SA REG, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: SERVICES COLLECTIFS. Includes rows for ACEA, AEM, BRITISH ENERGY, etc.



Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes rows for ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes rows for ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes rows for ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: TÉLÉCOMMUNICATIONS. Includes rows for ATLANTIC TELECO, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.



Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: ALIMENTATION ET BOISSON. Includes rows for SINGULUS TECHNO, SKF-B, SMITHS GROUP, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: ASSURANCES. Includes rows for AEGIS GROUP, AEGION NV, AGF, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: MEDIAS. Includes rows for B SKY B GROUP, CANAL PLUS, CAPITAL RADIO, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: SERVICES FINANCIERS. Includes rows for 3I GROUP, ALPHA FINANCE, AMVESCAP, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: BIENS DE CONSOMMATION. Includes rows for AHOLD, ALTADIS, AMADEUS GLOBAL, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: COMMERCE DISTRIBUTION. Includes rows for ALLIANCE UNICHE, AVA ALLG HANDG, BOOTS CO PLC, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: HAUTE TECHNOLOGIE. Includes rows for AIXTRON, ALCATEL-A, ALTEC SA REG, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: SERVICES COLLECTIFS. Includes rows for ACEA, AEM, BRITISH ENERGY, etc.

Table with 4 columns: Code pays, Cours en euros, % Var. 17/08. Section: CONGLOMÉRATS. Includes rows for D'IETTEREN SA, AZEL, GBL, etc.

Advertisement for 'Le Monde' magazine. Text: 'Chaque jeudi avec Le Monde DATÉ VENDREDI retrouvez LE MONDE DES LIVRES'. Includes a large stylized logo for 'Le Monde'.

Advertisement for 'EURO NOUVEAU MARCHÉ'. Includes a table of stock prices for various European companies and a list of codes for different zones (EURO and HORS ZONE EURO).

VALEURS FRANCE

● L'action du spécialiste de la carte à puce Gemplus International restait stable dans les premières transactions, lundi 20 août, à 3,09 euros. Le groupe a annoncé, vendredi soir, la vente à Axa Private Equity de l'une de ses filiales, TAG, qui emploie une centaine de personnes, pour un montant non spécifié.

● Le cours de Bourse du groupe de publicité Havas Advertising se repliait de 0,95 %, à 10,45 euros, lundi au début des cotations. La société a déclaré lundi qu'elle étudiait diverses options après l'annonce d'une surenchère du géant britannique WPP Group sur la société d'expertise média Tempus (*lire page 14*). WPP a lancé lundi matin une offre à 555 pence par action sur Tempus, soit un prix supérieur de 2,6% à celui de 541 pence proposé par Havas Advertising dans son offre amicale qui a été approuvée par une grande partie du management de Tempus.

● L'action Carrefour progressait de 0,34 % à 59,75 euros, lundi en début de matinée. Dans leur note du même jour, les analystes financiers de Dexia Securities rappellent que le groupe de distribution publiera ses résultats semestriels le 30 août. Ils s'attendent à un résultat net part du groupe de 324 millions d'euros, en progression de 7 %. Ils maintiennent une opinion neutre à court terme sur la valeur et en conseillent l'achat dans une optique de long terme.

PREMIER MARCHÉ

LUNDI 20 AOÛT Cours à 12 h 30
Demier jour de négociation des OSRD : 27 août

France	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ACCOR	41,96	275,24	-1,29	-6,75
AGF	59,85	392,59	-0,08	-19,12
AFFINE	37,95	248,94	+0,03	+5,41
AIR FRANCE G.	18,40	120,70	-1,60	-26,40

AIR LIQUIDE	153,10	1004,27	+1,19	-3,65
ALCATEL	16,55	108,56	-2,93	-72,64
ALCATEL O	8,76	57,46	-2,67	-81,36
ALSTOM	30,60	200,72	-1,58	+11,27
ALTRON TECHN	52	341,10	-2,44	-35,26
ATOS ORIGIN	84,90	556,91	-0,88	+13,20
ARCEL				
AVENTIS	79,75	523,13	-1,54	-14,70
AXA	32,05	210,23	-1,54	-16,75
BAIL INVESTI	127,60	837	-0,70	+8,22
BAZAR HOT.V				
BEGHIN SAY	37,50	245,98	-0,82	...
BIC	43,80	287,31	+0,46	+4,55
BNPPARIBAS	99,45	652,35	-1,24	+6,36
BOLLORE	255,10	1673,35	+0,04	+21,59
BOLLORE INV	52,95	347,33	+0,57	+30,16
BONGRAIN	43,70	286,65	+0,57	+24,85
BOUYGUES	37,95	248,94	-1,38	+21,34
BOUYGUES OFF	43,85	287,64	-0,34	-9,58
BULLF	1,63	10,69	-4,68	-66,59
BUSINESS OBJ	26,17	171,66	-1,13	-37,48
B T P (LA CI)				
BURELLE (LY)	59,20	388,33	...	-24,10
CANAL+	3,61	23,68	-1,10	-5,49
CAP GEMINI	75,90	497,87	-0,78	-55,82
CARBONE-LORR	41,85	274,52	+0,52	+10,03
CARREFOUR	60	393,57	+0,76	-10,31
CASINO GUICH	88,70	581,83	-0,34	-15,91
CASINO GUICH	62,50	409,97	+0,81	-7,62
CASTORAMA DU	58,80	385,70	-3,53	-14,78
CEA INDUSTRI	173,50	1138,09	-1,92	-5,70
CEGID (LY)	104	682,20	-0,86	+47,20
CEREOL	26,25	172,19	-1,69	...
CERESTAR	29,10	190,88	+1,39	...
CFRECYCLIN	46,10	302,40	+0,22	+16,41
CGIP	34,56	220,76	-3,19	-31,56
CHARGEURS	76	498,53	...	...
CHRISTIAN DA	91,45	599,87	+1,72	+18,30
CHRISTIAN DI	38,50	252,54	-0,26	-24,58
CIC-ACTIONS	125,30	821,91	+0,24	+6,63
CIMENTES FRAN	52,80	346,35	-1,31	-4
CLARINS	87	570,68	...	...
CLUB MEDITER	62,30	408,66	-3,56	-31,46
CNP ASSURANC	36,70	240,74	+1,24	-14,03
COFACE	79,50	521,49	+0,44	-27,06
COFLEXIP	186	1220,08	-0,59	+37,37
COLAS	65,70	430,96	+0,23	+20,43
CONTIN.ENTRE	48	314,86	+0,63	+14,28
CPR	58	380,46	...	+8,71
CRED.FON.FRA	12,21	80,09	-0,81	-3,40
CREDIT LYONN	45,10	295,84	-0,44	+21,23
CS COM ET SY	7,55	49,52	+0,94	...
DAMART	79,50	521,49	-1,85	-1,85
DANONE	144,10	945,23	+0,84	-10,27
DASSAULT-AVI	300	1967,87	...	+36,36
DASSAULT SYS	45,61	299,18	-0,09	-37,52
DEVALUX(LY)	72	472,29	+2,86	-14,28
DEV.R.N.P-CA	14,50	95,11	+1,75	+3,57
DMC (DOLLFUS)	9,79	64,22	-0,61	-7,98
DYNACTON	26,60	174,48	...	-10,73
EIFFAGE	73,75	483,77	-0,34	+15,74
ELIOR	13	85,27	...	-4,12
ELEC.MADAGAS	...	...	...	-1,87
...

EULER	53	347,66	...	-2,84
EURAZEO	62,60	410,63	+0,16	-19,12
EURO DISNEY	0,97	6,36	-1,02	+78,62
EUFUNNEL	1,04	6,82	-0,95	-1,88
FAURECIA	62,75	411,61	-1,95	+49,40
FIMALAC	42,39	278,06	+1,53	+18,14
F.F.F. (NY)	107,40	704,50	-2,36	+43,39
FINAXA	107,20	703,19	-6,29	-17,53
FONCLYONX	31,40	205,97	...	+8,95
FRANCE TELEC	40,14	283,30	-1,86	-56,34
FROMAGERIES	111,40	730,74	-0,09	+45,81
GALERIES LAF	163,10	1069,87	+0,68	-20,04
GAUMONT	38,31	251,30	-8,79	-8,34
GEACINA	94,65	620,86	+0,26	-7,20
GENERALE DE	19,50	127,91	-0,20	...
GEOPHYSIQUE	55,50	364,06	+0,82	-22,48
GFI INFORMAT	15,70	102,99	-0,76	-37,62
GROUPE DIVISION	18,64	122,27	+0,11	-3,06
GROUPE ANDRE	119,10	721,24	-0,75	-14,62
GROUPE GASCO	80,70	589,36	-0,37	-4,15
GR.ZNANNIER	87,90	576,59	-0,06	+42,92
GROUPE PARTO	66	432,93	-0,68	+14,78
GUYENNE GASC	84,50	554,28	-0,59	+1,80
HAVAS ADVERT	10,43	68,42	-1,14	-32,27
IMERYS	116	760,91	-1,69	-4,13
IMMOBANQUE	127	833,07	-0,70	+1,60
IMMEUBLES DE	...	...	...	...
INFOGRAMES E	17,70	116,10	+3,21	-7,81
INGENICO	27,01	177,17	-5,86	-4,15
INS.MARSEILLA	170	1115,13	-0,58	+123,97
JC DECAUX	13	85,27	...	...
KAUFMAN ET B	19,97	130,99	+1,37	+5,10
KLEFFERRE	103	675,64	...	+2,89
LAFARGE	102,50	672,36	-1,06	+17,27
LAFARGE	54,35	356,51	-1,72	-12,05
LAGEP	54	354,22	-2,09	-16,92
LEBON (CIE)	57,80	379,14	+0,52	+3,30
LEGRAND ORD	199,80	1310,60	+0,40	...
LEGRIS INDUS	53,50	350,94	+0,19	+11,45
LIBERTY SURF	3,60	23,61	...	-0,60
LOCINDUS	131,90	865,21	-0,60	+16,51
L'OREAL	75	491,97	...	-17,85
LOUVRÉ	76,30	500,50	-1,48	+18,75
LYM MOET HE	54,10	354,87	-1,64	-23,26
MARINE WENDE	65,10	427,03	+0,08	-27,66
MAUREL ET PR	14,99	101,61	-0,39	+55,05
MATELEUROPE	45,40	321,4	-3,16	-3,73
MICHELIN	34,85	228,60	+1,01	-9,59
MARIONNAUD P	54,50	357,50	-0,73	-18,82
MONTUPET SA	15,10	99,05	-0,72	-22,64
MOULINEX	2,97	19,48	...	-28,60
NATEXIS BQ P	100,50	659,24	-0,99	+6,40
NORPOST	31,85	208,92	+0,79	+27,40
NEXANS	28,75	188,59	-0,38	...
NORBERT DENT	21,99	144,24	+0,87	+22,16
NORD-EST	28,20	184,98	-0,35	+7,83
NRJ GROUPE	17,40	114,14	+2,29	-42,83
OBERTHUR CAR	8,65	56,74	-1,70	-49,41
OLIPAR	7,71	50,57	-3,63	+12,06
ORANGE	7,16	46,97	-2,72	...
OXYGEXT-ORI	377	2472,96	...	+3,57
PECHINEY ACT	54,55	357,82	+1,77	+12,03
PECHINEY B P	53	347,66	-1,49	+10,41
PENAUILLÉ PO	55,80	366,02	+1,92	-16,84
PERNOD-RICAR	86,30	566,09	-0,46	+17,41
PEUGEOT	51,85	340,11	-2,17	+28,40

International	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ADECCO	57,25	375,54	+0,44	-14,03
AMERICAN EXP	40,32	264,48	-1,85	-29,81
AMVESCAP EXP	...	...	...	-5
ANGLOGLD LT	38,70	253,86	+1,90	+22,08
A.T.T.	21,06	138,14	...	+19,25
BARRICK GOLD	18,15	119,06	-2,47	+5,46
COLGATE PALM	61,10	400,79	+0,74	-12,71
CROWN CORK O	4,36	28,60	-3,11	-44,10
DIAGO PLC	11,08	72,68	-1,07	-5,38
DUBO CHEMICAL	38,01	249,33	-1,02	-5,91
DUPONT NEMO	44,50	291,90	-0,76	-16,35
ECHO BAY MIN	1,04	6,82	-0,95	+173,68
ELECTROLUX	16	104,95	+4,23	+21,02
ELF GABON	172,70	1132,84	+0,12	+42,96
ERICSSON	5,25	34,44	-4,55	-56,28
FORD MOTOR	24,22	158,87	+2,71	-5,39
GENERAL ELEC	44,80	293,87	-0,44	-13,84
GENERAL MOTO	64,50	423,09	-0,30	+20,56
GOLD FIELDS	4,93	32,34	+4,45	+36,94
HARMONY GOLD	5,71	37,46	+1,96	+23,29
HITACHI	9,21	60,41	...	-1,07
HSC HOLDING	13,14	86,19	+1,47	+14,73
I.B.M.	113,80	746,48	-0,26	+24,10
I.C.I.	6,69	43,88	-4,43	-23,19
ITO YOKADO	48,75	319,78	-1,61	-5,52
I.T.T. INDUS	48,90	320,76	+8,28	+21,27
KINGFISHER P	5,88	38,57	+0,86	-22,83
MATSUSHITA	15,22	99,84	-0,26	-40,31
M.C DONALD'S	32,39	212,46	+0,28	-7,79
MERK AND CO	76,10	499,18	-0,52	-42,42
MITSUBISHI C	9,01	59,10	-5,16	+11,78
NESTLE SA	232,90	1527,72	-0,89	-3,99
NORSK HYDRO	45,65	299,44	-4,86	-6,63
PFIZER INC	45,77	300,23	+2,62	+6,62
PHILIP MORRI	47,85	313,88	-0,25	+1,72
PROCTER GAMB	80	524,77	-0,62	+1,20
RIO TINTO PLC	18	118,07	...	+0,39
SHELL BERGER	57,35	376,19	+0,70	-32,48
SEGA ENTERPR	16,34	107,18	+0,06	+68,26
SHELL TRANSP	...	...	...	+1,15
SONY CORP.	51,70	339,13	-1,43	-29,46
T.D.K.	50,80	333,23	-0,10	-50,19
TOSHIBA	5,20	34,11	-2,80	-25,39
UNITED TECHNO	77,85	510,66	-0,38	-8,89
ZAMBIA COPPE	0,43	2,82	-4,44	-4,44

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ;
■ ouvert détaché; ● droit détaché; ● contrat d'animation ;
o = ouvert; d = demandé; † offre réduite; ‡ demande réduite ;
◆ cours précédent; † Valeur pouvant bénéficier du service de règlement différé.

DERNIÈRE COLONNE PREMIER MARCHÉ (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12; Mardi daté mercredi : montant du coupon en euros; Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon; Jeudi daté vendredi : compensation; Vendredi daté samedi : nominal.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 20 AOÛT
Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Valeurs	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	% Var. 31/12 (1)
ABEL GUILLEM	10,20	66,91	...	...
AB SOFT	2,90	19,02	...	...
ACCESS COMME	4,92	31,62	-6,59	...
ADL PARTNER	13,50	88,55	+0,07	...
ADL PARTNER	6,26	41,06	...	...
ALGOLIE	0,90	39,36	+1,69	...
ALPHAMEDIA	6,90	5,90	...	...
ALPHA MOS	4,65	30,50	...	...
ALPHA MOS BO	0,18	1,18	...	...
ALTIMAR & CI	127,50	836,35	...	...
ALDETA	3,			

SPORTS L'Allemand Michael Schumacher a remporté, dimanche 19 août, son quatrième titre de champion du monde des pilotes de F1, grâce à sa victoire dans le Grand

Prix de Hongrie, disputé sur le Hungaroring. ● IL SE TROUVE désormais à égalité avec le Français Alain Prost pour le nombre de titres de mondiaux et de victoires en grands prix

(51) et n'est plus qu'à un titre du record de l'Argentin Juan Manuel Fangio, qui a été cinq fois champion du monde de F1. ● SON SUCCÈS s'est transformé en triomphe pour

Ferrari, assurée de remporter son onzième titre mondial des constructeurs. ● EN REJOIGNANT l'écurie italienne, alors en pleine restructuration, en 1996, le pilote allemand

avait pris une décision risquée pour la suite de sa carrière. La qualité de son entente avec Jean Todt, le directeur de la gestion sportive de Ferrari, s'est avérée décisive.

Le sacre de Michael Schumacher, le triomphe de Ferrari

Le quatrième titre mondial et la cinquante et unième victoire en grands prix de l'Allemand, qui font de lui l'égal d'Alain Prost, sont le fruit d'une union entre un pilote, qui a pris une décision osée en rejoignant Ferrari en 1996, et une écurie qui a mis tous les moyens nécessaires à sa reconstruction

MICHAEL SCHUMACHER a fermé les yeux au moment où retentissait l'hymne allemand, et pleuré pendant l'hymne italien. Isolé par le protocole sur la plus haute marche du podium du Hungaroring de Budapest, dimanche 19 août, il était victime de la confusion des sens. Pour cet homme de trente-deux ans que l'on a pu qualifier de froid et déterminé, l'ivresse de la victoire et des conquêtes personnelles avait, en la circonstance, laissé place à une grande émotion dans laquelle on devinait une véritable dimension collective.

Lui, l'Allemand, et Ferrari, l'italienne, ont éprouvé à la face de toutes les télévisions du monde et devant des milliers de fans leur grand bonheur partagé. Puis les larmes se sont mêlées au champagne et les corps se sont chaleureusement agités et étreints, quand Jean Todt, le directeur de la gestion sportive de l'écurie italienne, est venu rejoindre, les bras en croix, ses hommes sur le podium.

En remportant le Grand Prix de Hongrie, Michael Schumacher s'adapte, à quatre courses de la fin de la saison, une quatrième couronne mondiale et remporte sa 51^e victoire en F1, ce qui en fait l'égal, par ces deux performances, du Français Alain Prost. Un titre mondial de plus, et il égalera le record absolu de l'Argentin Juan Manuel Fangio. La deuxième place de son équipier, Rubens Barrichello, offre, en

outre, son troisième titre d'affilié des constructeurs à la Scuderia. La belle italienne ne manquera pas de saluer et de remercier le Brésilien, notamment pour sa prestation d'homme lige à Budapest (lire ci-dessous). Michael Schumacher a même été jusqu'à offrir son trophée de vainqueur à son coéquipier. Même si ce dernier n'en a pas toujours été convaincu, et l'avait fait savoir à l'époque, l'esprit d'équipe est au sein de la Scuderia une valeur intouchable.

MOBILISATION COLLECTIVE

« Il ne faut pas s'attendre que [Michael Schumacher] fasse tout le travail tout seul, sinon nous perdrons », avait mis en garde Jean Todt avant d'accueillir chez Ferrari, en 1996, le prodige allemand, déjà auréolé de deux titres acquis en 1994 et 1995 chez Benetton. Arrivé le 1^{er} juillet 1993 à Maranello, le Français savait combien la réussite de l'écurie italienne était conditionnée par une véritable mobilisation collective, dans un seul et même but et dans une absolue rigueur. « J'ai connu une époque où Ferrari prenait ses décisions stratégiques le lundi matin, après avoir pris connaissance des journaux », se souvient, amusé, Alain Prost.

De Jean Todt, Peugeot-Sport n'avait pas eu à se plaindre, après avoir enlevé sous la conduite du petit homme les titres mondiaux en rallyes, en endurance et, cerise



Pour vaincre, Michael Schumacher s'est appuyé sur son coéquipier Rubens Barrichello.

sur le gâteau, deux victoires aux 24 Heures du Mans, en 1992 et en 1993. Une anecdote raconte que, sitôt arrivé chez Ferrari, le Français aurait fait interdire le vin à table le midi et demandé à ses hommes de venir travailler le visage rasé de frais.

On ne sait plus très bien, entre Michael Schumacher, le plus glorieux des pilotes de F1, et Ferrari, lequel a choisi l'autre, mais l'affaire s'est apparemment conclue par consentement mutuel, les intérêts de l'un rejoignant ceux de l'autre : le pilote allemand savait qu'il devait être le dernier étage de la fusée Ferrari dans son entreprise de reconquête des titres mondiaux et que l'écurie italienne se donnerait les moyens de son ambition. De plus, Jean Todt avait obtenu de Ross Brown, ancien ingénieur de

Michael Schumacher chez Benetton, qu'il se joigne à l'aventure. Le pilote natif de Hürth-Hermülheim, à l'ouest de Cologne, se reconnaissait également dans la démarche

rigoureuse, voire rigoriste, de Jean Todt, proche de la sienne dans la vie comme au travail.

Pourtant, lorsque qu'il rejoint la Scuderia, le constat n'est guère

Raikkonen ouvre la saison des rumeurs

La victoire de Michael Schumacher en Hongrie a mis fin au suspense qui animait encore un tant soit peu la saison 2001 de formule 1. A quatre courses de la fin, il risque d'être difficile de trouver de nouveaux sujets d'intérêt. Parmi ceux-là, les mouvements de transfert entre pilotes et écuries vont occuper une place de choix. Pour alimenter la chronique, une rumeur planait le week-end dernier sur le Hungaroring : l'écurie McLaren-Mercedes aurait approché le Finlandais Kimi Raikkonen, vingt et un ans, actuellement engagé chez Sauber avec un contrat à long terme et crédité de neuf points pour sa première saison de F1. Aux commandes de ses flèches d'argent, Ron Dennis, patron de l'écurie anglo-allemande, voudrait en faire le champion du monde le plus jeune de l'histoire. La fourniture d'un moteur pour la saison 2002 pourrait être le levier permettant de convaincre le Suisse Peter Sauber de libérer son pilote.

réjouissant et rien ne permet d'imaginer un redressement rapide. Les objectifs imposés par Luca Cordero di Montezemolo, le président de Ferrari, sont loin d'avoir été atteints. Néanmoins, ce choix de carrière audacieux va rapidement se révéler payant. La voiture progresse. Michael Schumacher remporte trois grands prix dès sa première saison chez Ferrari, notamment grâce à une science inégalée du pilotage sous la pluie, une victoire mémorable à Barcelone. Sa légende commence à se construire.

En 1997, il recueille cinq grands prix dans son escarcelle, mais se retrouve déclassé pour une manœuvre très agressive sur Jacques Villeneuve, avec lequel il était en lice pour le titre mondial lors du dernier grand prix de la saison, à Jerez. Ce geste lui apportera beaucoup d'inimitiés dans le paddock et ternira durablement son image. Il s'en excusera, tant bien que mal, la mine contrite.

Les six victoires engrangées en 1998 semblent annoncer que l'opiniâtreté du collectif Ferrari est sur le point de payer. Mais, en 1999, le 1^{er} août, à Hockenheim, Michael Schumacher perd le contrôle de sa monoplace et se fait une double fracture à la jambe. Le titre des pilotes échappe pour deux points à Eddie Irvine, son équipier, mais la Scuderia parvient à décrocher celui des constructeurs.

En 2000, Michael Schumacher s'offre son troisième titre de pilotes et répare l'affront fait aux rouges depuis 1979, date de leur dernière couronne. A propos de l'Allemand, qui venait d'être sacré champion du monde, Francesco Cossiga, ancien président de la République italienne et sénateur à vie, avait déclaré le 9 octobre 2000 : « Cela me dérange qu'un garçon fasse le bouffon quand l'hymne italien est joué... » Il n'aura pas eu à se plaindre cette année.

Jean-Jacques Larrochelle

Grand Prix de Hongrie

13^e MANCHE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE FORMULE 1

Dimanche 19 août • Circuit de Hungaroring, à Budapest • 77 tours de 3,975 km (306,075 km) • Beau temps • Température piste : 41 °C • 22 qualifiés, 12 classés

VAINQUEUR

MICHAEL SCHUMACHER (Ferrari)
Les 77 tours en 1 h 41 min 49 s 675 à 180,344 km/h de moy.
Age : 32 ans
Nationalité : allemande
Début en F1 : 1991
157 courses, 51 victoires (record égalé)
Palmarès : champion du monde 1994, 1995 (Benetton), 2000 et 2001 (Ferrari)



CLASSEMENT DE LA COURSE

1	M. Schumacher	(All, Ferrari)	1 h 41'49"675
2	R. Barrichello	(Bré, Ferrari)	à 3 s 363
3	D. Coulthard	(Bré, Ferrari)	à 3 s 940
4	R. Schumacher	(All, Williams)	à 49 s 687
5	M. Hakkinen	(Fin, McLaren)	à 1 min 10 s 293
6	N. Heidfeld	(All, Sauber)	à 1 tour
7	K. Raikkonen	(Fin, Sauber)	à 1 tour
8	J.-P. Montoya	(Col, Williams)	à 1 tour
9	J. Villeneuve	(Can, BAR)	à 2 tours
10	J. Alessi	(Fra, Jordan)	à 2 tours
11	P. de la Rosa	(Esp, Jaguar)	à 2 tours
12	J. Verstappen	(P-B, Arrows)	à 2 tours

PRINCIPAUX ABANDONS

G. Fisichella (moteur, 28^e tour) • H.-H. Frenzen (sortie de piste, 64^e tour) • O. Panis (problème électrique, 59^e tour) • J. Trulli (problème hydraulique, 54^e tour) • E. Bernoldi (sortie de piste, 12^e tour)

POLE POSITION

M. Schumacher (Ferrari)
en 1 min 14 s 059 (moy. 193,224 km/h)

MEILLEUR TOUR en course

M. Hakkinen (McLaren/Mercedes)
en 1 min 16 s 723 (186,515 km/h), 51^e tour.

Les faits marquants

- 1 H.-H. Frenzen se voit contraint à l'abandon au 64^e tour, suite à une sortie de piste. Evincé de l'écurie Jordan un mois auparavant, l'allemand disputait sa première course avec Prost-Acer.
- 2 Quand M. Schumacher rejoint la piste (52^e tour), après son dernier ravitaillement, il sait qu'il a fait un grand pas vers le titre. Il lui reste alors 25 tours à "assurer" pour que son rutilant bolide termine en tête.
- 3 Avant le premier virage, R. Barrichello s'empare de la 2^e place devant D. Coulthard dans le but de protéger son leader. Le doublé de ses pilotes permettra à la Scuderia de décrocher le titre des constructeurs.

CLASSEMENT DES CHAMPIONNATS

PILOTES : 1. M. Schumacher (+10), 94 pts (champion) ; 2. D. Coulthard (+4), 51 ; 3. R. Barrichello (+6), 46 ; 4. R. Schumacher (+3), 44 ; 5. M. Hakkinen (+2), 21, etc.

CONSTRUCTEURS : 1. Ferrari (+16), 140 pts (champion) ; 2. McLaren (+6), 72, etc.

Infographie : Le Monde avec Pierre Lepidi

L'hommage de Prost

Alain Prost, rejoint, dimanche 19 août, par Michael Schumacher au nombre de titres mondiaux et de victoires en grands prix, a rendu hommage au pilote allemand : « C'est un type exceptionnel. Je pensais que le premier qui égalerait mon record serait Ayrton Senna. Mais il n'en a pas eu le temps. Il était naturel que ce soit Michael Schumacher qui puisse le faire après lui. Je suis très admiratif de la manière dont il mène sa carrière et dont il gère sa propre image. Il a parfois en piste des comportements que je n'avais pas. Sa manière de s'imposer en course est plus proche de Senna que de la mienne. Cela dit, il est difficile de comparer les époques. Maintenant les voitures sont presque systématiquement à l'arrivée. Cela n'enlève rien à son mérite. J'aime beaucoup Michael. Tant le pilote que l'homme. Il vaut mieux que l'image que lui donnent certains. »

Une impressionnante collection de performances

LE PALMARÈS de Michael Schumacher est l'un des plus étoffés de l'histoire de la formule 1. Voici un aperçu statistique, non exhaustif, de ses plus impressionnantes performances.

● **4 titres de champion du monde** : 1994, 1995 (chez Benetton), 2000, 2001 (chez Ferrari).

● **Grands prix disputés** : 157 (1 sur Jordan, 68 sur Benetton, 88 sur Ferrari). Record détenu par Ricardo Patrese (256).

● **Victoires** : 51 (19 sur Benetton et 32 sur Ferrari), record détenu à égalité avec Alain Prost. Deuxièmes places : 27 (11 sur Benetton et 16 sur Ferrari). Troisièmes places : 15 (8 sur Benetton et 7 sur Ferrari).

● **Podiums** : 94 (38 sur Benetton et 56 sur Ferrari). Record détenu par Alain Prost (106).

● **Points marqués** : 772 (303 sur

Benetton et 469 sur Ferrari). Record détenu par Alain Prost (798,5).

● **Pole-positions** : 41 (11 sur Benetton et 30 sur Ferrari). Record détenu par Ayrton Senna (65).

● **1^{er} ligne** : 69 (24 sur Benetton et 45 sur Ferrari).

● **Record du nombre de meilleurs tours en course** : 43 (23 sur Benetton et 20 sur Ferrari).

● **Plus grand nombre de victoires par saison** : 9 en 1995 et en 2000 (Ferrari), record détenu à égalité avec le Britannique Nigel Mansell en 1992.

● **Plus grand nombre de victoires chez Ferrari** : 32, record détenu devant l'Autrichien Niki Lauda (15).

● **Plus grand nombre de pole-positions chez Ferrari** : 29, record détenu devant Niki Lauda (23).

● **Plus grand nombre de**

points marqués chez Ferrari : 469, record détenu devant Niki Lauda (242,5).

● **Plus grand nombre de meilleurs temps au tour chez Ferrari** : 20, record détenu devant Niki Lauda et le Suisse Clay Regazzoni (13).

● **Plus grand nombre de kilomètres parcourus en tête de course** : 19 900 kilomètres.

● **Plus grand nombre de tours parcourus en tête de course** : 2 986.

● **Autres titres** : champion d'Allemagne de karting juniors (1984 et 1985) ; champion d'Allemagne de karting (1987) ; champion d'Europe de karting (1987) ; champion d'Allemagne de Formule König (1988) ; champion d'Allemagne de Formule 3 (1990).

● **Premier grand prix de F1** : Belgique 1991.

La « stratégie du coussin » de la scuderia Ferrari a fonctionné à merveille

SUR le circuit de Hungaroring, dimanche 19 août, pour le Grand Prix de Hongrie, quelques centaines de mètres ont suffi. En frappant vite et fort, la Scuderia a de nouveau fait la démonstration de son opportunisme stratégique. Cette fois-ci, moins de dix secondes après le départ, Ferrari avait engagé sa campagne de neutralisation de la concurrence – et du spectacle – avec, au bout des 306 kilomètres qu'il restait à parcourir, deux titres, pilotes et constructeurs, à aller décrocher.

C'est grâce à un départ parfait, rectiligne et tendu, que Michael Schumacher, parti en pole position, parvenait en tête à l'entrée du premier virage. Juste derrière l'Allemand, venait se glisser son équipier, le Brésilien Rubens Barri-

chello, troisième sur la grille. Victime et cible directe de l'opération : David Coulthard, sur McLaren-Mercedes, principal challenger de Michael Schumacher pour le titre de champion du monde, mais qui, à cinq grands prix de la fin, accusait 37 points de retard sur le leader.

Parti en deuxième position sur la grille, mais du côté poussiéreux de la piste, qui n'a pas toute l'adhérence requise pour un bon départ, l'Écossais se faisait aisément doubler par Rubens Barrichello. « Peut-être devrait-on prévoir à l'avenir des départs en file indienne », ironisait-il lors de la conférence de presse d'après-course. Maintenant que l'homme de McLaren se trouvait sous le contrôle direct du Brésilien, ce dernier pou-

vait, en ce début de course, jouer le rôle de « coussin », comme le reconnaîtra quelques heures plus tard Michael Schumacher, et permettre à son équipier de se détacher vers la victoire et le titre.

LA MESSE ÉTAIT DITE

Cette stratégie de l'enfermement est particulièrement adaptée aux circuits réputés peu rapides, où il est pratiquement impossible d'effectuer des dépassements. Le pilote écossais, qui a déjà fait les frais de ce genre de déconvenues lorsqu'il fut bloqué pendant plusieurs dizaines de tours derrière l'Arrows d'Enrique Bernoldi sur le circuit de Monaco, le 27 mai, apprécie peu que l'on contrarie ses ardeurs. Il réagissait et, au septième tour, signalait le meilleur

temps. Sans se faire attendre, deux tours plus tard, Rubens Barrichello répliquait et signalait le meilleur chrono. Encore deux tours, et Michael Schumacher augmentait la cadence. Le « coussin » continuait de fonctionner.

Protégé sur ses arrières par son équipier et disposant d'un meilleur premier train de pneus, l'Allemand enchaînait alors les meilleurs tours. Au troisième, apparaissaient les premiers retardataires et, au vingt-cinquième, grâce au trafic qui ralentissait la cadence, David Coulthard reculait à Rubens Barrichello, sans parvenir toutefois à le dépasser. « Il est tellement difficile de doubler ici que je n'étais pas du tout inquiet », reconnaîtra plus tard le Brésilien.

La stratégie de Ferrari n'a de

sens que sur la piste. Lors des ravitaillements, généralement au nombre de deux ou trois sur le circuit hongrois, un retard sur l'une des nombreuses tâches à accomplir peut tout remettre en question. Toutes les équipes du paddock y ont connu un problème à un moment ou à un autre de la saison. Au Hungaroring, ce fut dans un premier temps au tour de Ferrari : à l'occasion de son premier ravitaillement, Rubens Barrichello se faisait déposséder de la deuxième place. Rentré aux stands au trente et unième tour, le Brésilien voyait au tour suivant David Coulthard, qui venait de ravitailler à son tour, sortir des stands juste sous son nez.

Débarassée de son frein, la McLaren se rapprochait alors de la

Ferrari de tête. A quarante-trois tours du drapeau à damier, seulement onze secondes séparaient encore Michael Schumacher de David Coulthard. Mais, lors du dernier ravitaillement, le scénario tournait cette fois à la confusion pour la McLaren, qui connaissait un problème de remplissage du réservoir. A vingt-trois tours de la fin, David Coulthard se retrouvait de nouveau troisième derrière l'intouchable Michael Schumacher et son comparse brésilien. La messe était dite. La deuxième place de Rubens Barrichello à l'arrivée permettait à la Scuderia de s'assurer, en plus de celui des pilotes, le titre des constructeurs. Comme sur un coussin.

J.-J. L.

L'Europe a peu de chances d'abriter l'Agence mondiale antidopage

L'AMA doit choisir, mardi à Tallinn (Estonie), son siège définitif. Aucune des trois villes de l'Union européenne candidates – Bonn, Stockholm et Vienne – ne semble en mesure de l'emporter face aux deux favorites que sont Lausanne et Montréal

Le conseil de fondation de l'Agence mondiale antidopage devait choisir, mardi 21 août, à Tallinn (Estonie), le siège définitif de l'institution. Bien qu'une commission d'évaluation ait jugé le dossier de Vienne comme le

meilleur techniquement, l'Union européenne a peu de chances que l'AMA s'installe dans un pays membre : Bonn et Stockholm devraient être éliminées dans les premiers tours de scrutin, laissant libre la voie aux

deux villes favorites, Lausanne et Montréal. Cette hypothèse déplaît aux Européens : Lausanne est perçue comme la ville du Comité international olympique et l'Amérique du Nord est jugée en retard sur l'Europe en

matière de lutte contre le dopage. D'autre part, dans un entretien au *Monde*, Viviane Reding, commissaire européenne chargée du sport, demande que soit revue la participation de l'Union au budget de l'AMA.

L'UNION EUROPÉENNE est à l'aube d'une défaite amère dans le domaine de la lutte contre le dopage. Mardi 21 août à Tallinn (Estonie), l'Agence mondiale antidopage (AMA) va désigner son siège définitif : malgré la présence de trois villes issues de l'UE – Bonn, Stockholm et Vienne – aux côtés des deux autres candidates que sont Montréal et Lausanne, la probabilité de voir l'AMA s'installer dans les frontières communautaires est mince. Vienne a beau avoir été classée en tête par une commission d'évaluation ayant inspecté techniquement les cinq villes en lice, le choix final devrait se faire entre Lausanne et Montréal. Alors que l'UE a joué un rôle-clé dans la création de l'AMA voilà deux ans, la perspective de voir cet organisme lui échapper suscite un réel malaise chez les apôtres de la lutte antidopage européenne.

Conformément aux statuts de l'AMA, l'attribution de son siège sera décidée, mardi, à l'issue d'un scrutin à bulletin secret, par le conseil de fondation de l'Agence. Cet organe est composé, de manière bipartite, de 17 membres issus du mouvement olympique et de

17 représentants des gouvernements et autres autorités publiques. Lausanne, qui héberge déjà le siège provisoire de l'AMA dans un bâtiment indépendant du Comité international olympique (CIO), devrait rassembler une très large majorité des voix au sein du milieu sportif, même si certains votants pourraient lui préférer Montréal, comme l'actuel président de l'AMA, le Canadien Richard Pound, ou l'ancien champion de ski de fond, le Norvégien Johann Olav Koss, qui réside au Canada.

EN ORDRE DISPERSÉ

Lausanne devrait également glaner quelques bulletins dans le camp opposé, celui des politiques, où le nombre important de membres anglophones garantit, en revanche, à Montréal une quantité de voix non négligeable. Bonn et Stockholm, qui ont reçu les moins bonnes appréciations dans le rapport de la commission d'évaluation, seront très certainement éliminés dès les premiers tours de scrutin. Quant à Vienne, ses chances d'atteindre la finale, contre Lausanne ou Montréal, sont extrêmement faibles. La raison principa-

le tient à la sous-représentation de l'Europe au sein du conseil de fondation de l'AMA : avec deux membres issus de l'UE et deux autres membres désignés par le Conseil de l'Europe, le Vieux Continent pèse d'un poids trop modeste alors qu'il est appelé à financer de manière importante le futur budget de l'Agence (47,5 % de la partie gouvernementale).

De plus, l'Europe arrive en ordre dispersé à Tallinn. Bonn et Stockholm ont maintenu leur candidature jusqu'au bout, ignorant les exhortations de la présidence belge de l'UE, qui leur a demandé, jeudi 16 août, de se retirer. Vienne, enfin, n'a pas bénéficié d'un soutien franc et massif de la part de la classe politique européenne en raison de la présence de l'extrême droite dans le gouvernement autrichien. Dans une lettre que Marie-George Buffet a récemment envoyée à son homologue belge, Bert Anciaux, dans l'espoir de voir l'UE se regrouper derrière une candidature unique, la ministre française de la jeunesse et des sports prenait ainsi grand soin de ne pas nommer la capitale autrichienne, pourtant la mieux placée des trois.

Résignée, l'UE en est désormais à espérer que la victoire revienne à Lausanne plutôt qu'à Montréal. Pendant de nombreux mois, pourtant, l'hypothèse de voir l'AMA prendre ses quartiers sur les bords du lac Léman, à quelques centaines de mètres du CIO, était jugée « impensable » par les ministres européens des sports. Marie-George Buffet déclarait ainsi au *Monde*, pendant les Jeux olympiques de Sydney (Le Monde du 21 septembre 2000) : « C'est comme si j'avais installé le Conseil de prévention et de lutte contre le dopage [un organisme indépendant français] dans les murs du ministère de la jeunesse et des sports. Il y a des signes forts qui sont porteurs de l'indépendance de l'Agence. Parmi ceux-ci, il y a la localisation. »

LA COTE DE MONTRÉAL MONTE

La crainte de voir Montréal l'emporter a fait de Lausanne un moindre mal aux yeux des Européens. « Il est clair que la crédibilité de la lutte antidopage en prendrait un coup si Lausanne devait être désignée, mais ce ne serait pas une catastrophe. Le choix de Montréal, en revanche, serait fâcheux. L'Amé-

rique du Nord n'est pas aussi avancée que l'Europe en matière de lutte contre le dopage. La loi antidopage canadienne, par exemple, ne concerne que les sportifs amateurs ; les professionnels continuent de faire ce qu'ils veulent », dit-on au ministère français de la jeunesse et des sports. « Si Montréal est désignée, le risque est que l'AMA ne devienne jamais une fondation de droit public. Rien ne nous garantit, non plus, qu'elle ne se transforme pas, un jour, en une agence à but lucratif », indique-t-on au Conseil de l'Europe.

Si Montréal fait peur à ce point, c'est aussi que sa cote a fortement grimpé ces dernières semaines. Le Canada pourrait en effet bénéficier d'un phénomène de « compensation » après ses deux échecs subis lors de la 112^e session du CIO ayant eu lieu à la mi-juillet à Moscou : Toronto (tout comme Paris) avait été battue par Pékin pour l'attribution des Jeux olympiques de 2008 et le Canadien Richard Pound n'avait pas pesé bien lourd face au Belge Jacques Rogge dans la course à la présidence du CIO.

F. P.

Viviane Reding, commissaire européenne chargée de l'éducation, de la culture et du sport

« Dans l'état actuel des choses, l'Europe ne financera pas l'AMA »

« Les projections sur les intentions de vote donnent peu de chances à l'Union européenne d'obtenir le siège de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Partagez-vous cette impression ?

– Depuis plus d'un an, j'essaie de raisonner les différents gouvernements pour qu'il n'y ait qu'une seule candidature de l'Union européenne. Cela n'a pas été possible jusqu'à maintenant. J'en appelle à la raison pour que Bonn et Stockholm, qui n'ont aucune chance, retirent leurs candidatures au dernier moment, car elles freinent une possible élection de Vienne, qui a été la ville la mieux notée par la commission d'évaluation de l'AMA. J'espère que le bon sens va s'imposer, mais je ne suis pas très optimiste.

– Vienne, en raison de la présence d'un parti d'extrême droite dans le gouvernement autrichien, semble ne pas avoir reçu beaucoup de soutien de la part des autres pays de l'UE...

– L'Union européenne est composée de quinze pays avec des gouvernements librement élus par les citoyens. L'Autriche a un gouvernement qui fonctionne. Vienne aura

mon soutien. Je n'ai pas à m'occuper de politique interne autrichienne.

– Dans l'hypothèse d'une finale, probable, entre Lausanne et Montréal, pour laquelle de ces villes vous reporterez-vous ?

– Tout d'abord, je vais me battre jusqu'au bout pour Vienne. Mais si Vienne devait échouer, à cause de l'égoïsme de l'un ou l'autre Etat membre, alors je voterais pour Lausanne. Il faudra toutefois que nous ayons la garantie de l'indépendance de l'AMA vis-à-vis du Comité international olympique (CIO). Je considère le nouveau président du CIO, Jacques Rogge, comme un homme de parole et un homme qui, en tant que médecin, veut que la lutte antidopage aboutisse. S'il fait une déclaration claire et nette sur l'indépendance de l'AMA, je lui ferai confiance.

– Que signifierait, pour vous, le déménagement de l'AMA à Montréal, c'est-à-dire en Amérique du Nord ?

– Je ne veux rien dire, ni contre Montréal ni contre la volonté du gouvernement canadien de faire avancer la lutte contre le dopage. Mais nous savons fort bien que, si nous voulons que la lutte antidopage con-

naisse un succès, l'Europe devra jouer le rôle moteur. Elle devra servir de locomotive.

– Cela ne sera pas facile : l'Europe ne possède que quatre membres parmi les trente-quatre que compte le conseil de fondation de l'AMA. N'avez-vous pas le sentiment que l'Europe s'est fait déposséder de l'AMA ?

– A Tallinn, j'ai l'intention de négocier pour que l'Europe trouve la place qui est la sienne. Pour le moment, au niveau mondial, la seule entité politique qui aide cette Agence à fonctionner, c'est l'Union européenne. Nous allons ainsi annoncer, mardi, le financement de trois programmes spécifiques de l'AMA pour un montant de 2,5 millions d'euros. Les autres régions du monde ont beaucoup parlé, mais rien fait. L'Europe, elle, agit. Car ce qui nous intéresse, c'est non seulement d'être efficace, mais que le monde entier suive ce que l'Europe pense en matière de sport. Nous sommes persuadés que notre modèle sportif est un modèle social, un modèle qui prend en compte les valeurs humaines et la santé des athlètes, un modèle qui ne se soucie pas du business. Ce modèle peut sauver le sport mondial.

– Dans le futur budget de fonctionnement de l'AMA, l'Europe devra participer à hauteur de 47,5 % de la contribution gouvernementale, ce qui est beaucoup au regard de sa représentativité au sein de l'AMA. Est-ce que l'UE va payer ?

– Pour l'instant, non. Nous ne pouvons pas, dans l'intérêt des finances européennes, qui sont quand même des finances contrôlées, dépenser l'argent n'importe comment. Les règles communautaires du budget doivent être respectées. Or, dans l'état actuel des choses, elles ne le sont pas : il n'est pas possible que d'autres décident de l'utilisation du budget de l'Union européenne. Nous devons avoir un droit de regard sur la façon dont sera dépensé l'argent que nous allons apporter. La représentation de l'Europe au sein de l'AMA ne doit pas être disproportionnée par rapport à son apport financier. Il n'est pas possible d'avoir 20 % des sièges et 47,5 % des frais. Il ne m'est pas possible, en tant que garant de l'équilibre budgétaire du contribuable européen, de jeter l'argent par les fenêtres. »

Propos recueillis par Frédéric Potet

Football : Lens continue de tout gagner, Nantes de tout gâcher et Marseille de s'enfoncer

POUR SON RETOUR dans son club de toujours, qui l'avait limogé en décembre 2000, Joël Muller a eu le triomphe modeste, samedi 18 août, en quittant le stade Saint-Symphorien de Metz. Sa nouvelle équipe, le RC Lens, a bénéficié, il est vrai, d'un brin de réussite pour s'imposer 0-1 grâce à un but du Sénégalais El-Hadji Diouf avant la mi-temps. Au retour des vestiaires, les Messins ont touché à deux reprises les poteaux adverses sur une même action. « L'an dernier, j'ai vécu avec le FC Metz quelques matches au cours desquels nous étions bons mais sans gagner. Vous savez ce que cela m'a coûté. Alors, je ne ferai pas la fine bouche, même quand nous l'emportons d'une manière difficile », a déclaré Joël Muller à l'issue de cette quatrième victoire en quatre matches, qui permet à Lens de garder la tête du classement.

Auxerre pointe toujours à la deuxième place, mais il s'en est fallu de peu pour que les hommes de Guy Roux décrochent le modeste public du stade de l'Abbé-Deschamps (13 000 personnes). Un but de Djibril Cissé à la 93^e minute a offert la victoire à l'AJA face à Sedan (2-1). « J'ai encore raté beaucoup d'occasions ce soir. Si nous n'avions pas pris les trois points, je n'aurais pas dormi de la nuit », a commenté Djibril Cissé, déjà auteur de sept buts cette saison.

L'Olympique lyonnais occupe la troisième place du classement après sa large victoire sur Guingamp (3-0) – un score qui s'explique en partie par un arbitrage

Championnat de France de football de D1 (4 ^e journée)			
• LES RÉSULTATS			
METZ	0 - 1	LENS	Diouf (40 ^e)
* spectateurs..... 23 243			
LYON	3 - 0	GUINGAMP	Anderson (10 ^e s.p.) ; Née (85 ^e) ; FOE (92 ^e)
* spectateurs..... 35 807			
LILLE	2 - 1	MONTPELLIER	Br. Cheyrou (89 ^e) ; Bakari (93 ^e) ; Maoulida (78 ^e)
* spectateurs..... 16 425			
MARSEILLE	0 - 1	TROYES	Goussé (57 ^e)
* spectateurs..... 50 000			
SOCHAUX	2 - 2	LORIENT	Meriem (17 ^e) ; Trapasso (26 ^e) ; Darcheville (53 ^e) ; (65 ^e)
* spectateurs..... 15 223			
MONACO	2 - 2	PARIS-SG	Nonda (39 ^e) ; Giuly (55 ^e) ; Déhu (68 ^e) ; Aloïsio (75 ^e)
* spectateurs..... 15 000			
RENNES	1 - 0	BORDEAUX	Monterrubio (68 ^e)
* spectateurs..... 20 306			
NANTES	1 - 2	BASTIA	Moldovan (25 ^e) ; Essien (15 ^e) ; Dieuze (30 ^e)
* spectateurs..... 30 000			
AUXERRE	2 - 1	SEDAN	Kapo (14 ^e) ; D. Cissé (92 ^e) ; H. Camara (78 ^e)
* spectateurs..... 13 000			
• CLASSEMENT			
	Points	Joués	Gagnés Nuls Perdus
1	Lens	12	4 4 0 0 0
2	Auxerre	10	4 3 1 0 0
3	Lyon	9	4 3 0 1 7
4	Lille	8	4 2 2 0 5
5	Troyes	7	4 2 1 1 5
6	Sochaux	7	4 2 1 1 7
7	Paris-SG	6	4 1 3 0 4
8	Rennes	6	4 2 0 2 7
9	Montpellier	5	4 1 2 1 5
10	Bordeaux	5	4 1 2 1 2
11	Bastia	4	4 1 1 2 4
12	Lorient	4	4 1 1 2 4
13	Guingamp	4	4 1 1 2 2
14	Metz	3	4 1 0 3 2
15	Sedan	2	4 0 2 2 3
16	Marseille	2	4 0 2 2 1
17	Monaco	2	4 0 2 2 2
18	Nantes	1	4 0 1 3 2
• LE CHIFFRE			
5	Avec 5 expulsions (Sarr pour Lens, Violeau pour Guingamp, Collet pour Lille et Rool pour Marseille), la 4 ^e journée du championnat de France a été mouvementée. Depuis le début du championnat, seuls trois cartons rouges avaient été distribués		
• LA PHRASE			
« Il ne faut pas s'enflammer, car la saison dernière, Lens avait aussi commencé avec quatre victoires d'affilée, avant de connaître un passage difficile. » Joël Muller, entraîneur de Lens			
• LES BUTEURS			
1. D. Cissé (Auxerre) +1, 7 buts ; 2. Monterrubio (Rennes) +1, 5 buts ; 3. Darcheville (Lor.) +2, Br. Cheyrou (Lille) +1, Maoulida (Montp.) +1 3 buts			
• LES PASSEURS			
1. Pédrón (Lens) +1, 3 passes ; 2. Jeunechamps (Bastia) +2 ; Diouf (Lens) ; Le Pen (Lorient) +1, 2 passes			
5 ^e JOURNÉE : Samedi 25 août : Bordeaux-Auxerre ; Bastia-Marseille ; Guingamp-Nantes ; Sedan-Metz ; Lorient-Monaco ; Montpellier-Sochaux ; Paris-SG-Rennes ; Troyes-Lyon. Dimanche 26 août : Lens-Lille			

pour le moins favorable. Le match fut houleux : Sonny Anderson s'est blessé au pied, deux joueurs ont été expulsés alors que l'entraîneur breton, Guy Lacombe, a été prié de quitter le banc de touche.

Des incidents ont également émaillé le match entre Lille et Montpellier. Menés au score et réduits à dix, les Nordistes ont réalisé une fin de match comme eux-seuls savent en faire, égalisant à la

89^e minute par Bruno Cheyrou avant de l'emporter sur un coup de tête du géant Dagui Bakari (1,93 m) dans les arrêts de jeu. Quatrième au classement, le LOSC est désormais talonné par Troyes, qui

est revenu victorieux de son déplacement à Marseille (0-1). Une bronca assourdissante a salué le retour aux vestiaires des joueurs phocéens. Après quatre matches (deux défaites, deux nuls et un seul but marqué), l'OM est déjà confronté à une crise supplémentaire. L'entraîneur, José Anigo, qui semble se moquer de sa probable éviction, commence à rejeter toute responsabilité sur le staff olympien alors que la venue de l'attaquant brésilien Mario Jardel est, à nouveau, annoncée sur la Canebière.

La crise est sans doute aussi grave, mais moins démonstrative, au FC Nantes. Trois mois après être sacré champion de France, le club de la Loire-Atlantique est la lanterne rouge de la D1. Samedi au stade de La Beaujoire, Bastia s'est imposé face aux Canaris (1-2) grâce à deux buts exceptionnels du Ganhéen Mickaël Essien et de Nicolas Dieuze, l'un dans la lucarne droite nantaise, l'autre dans la lucarne gauche.

Des buts spectaculaires ont également été vus sur les autres terrains de D1, comme celui marqué par le Parisien Frédéric Déhu au cours du match entre Monaco et le PSG (2-2) ou comme le doublé inscrit par le Lorientais Jean-Claude Darcheville face à Sochaux (2-2). Le Rennais Olivier Monterrubio, enfin, a donné des regrets supplémentaires à Nantes de l'avoir laissé partir : face à Bordeaux (1-0), il a inscrit son cinquième but de la saison.

F. P.

Golf : David Toms confirme la suprématie américaine sur l'USPGA

L'AMÉRICAIN David Toms a remporté, dimanche 19 août, la 83^e édition du championnat de l'USPGA, quatrième et dernier tournoi du Grand Chelem de golf de la saison, disputé à Duluth (Georgie). Vainqueur pour la première fois d'un tournoi du Grand Chelem, David Toms, trente-quatre ans, s'est imposé avec un coup d'avance sur son compatriote Phil Mickelson. Samedi, il avait réalisé l'exploit de réussir le quinième trou (un par 3) en un seul coup. L'Américain Tiger Woods, vainqueur des deux dernières éditions de l'USPGA, a terminé 34^e.

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : l'Algérien Ali Saïdi-Sief** a été déchu de sa place de vice-champion du monde du 5000 m, samedi 18 août, par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF). Deuxième du 5000 m des championnats du monde d'Edmonton, vendredi 10 août, il a été contrôlé ce jour-là positif à la nandrolone. Ali Saïdi-Sief, vingt-trois ans, qui risque deux ans de suspension, s'est déclaré « étonné » par les résultats de ce contrôle. Il doit maintenant être entendu et jugé par la Fédération algérienne.

■ **CYCLISME : l'Allemand Erik Zabel** (Telekom) a enlevé au sprint le HEW-Cyclassics, dimanche 19 août à Hambourg (Allemagne), devant le champion du monde letton Romans Vainsteins (Domo) et le Néerlandais Erik Dekker (Rabobank), qui a conservé la tête du classement provisoire de la Coupe du monde.

■ **Cinquante-deux personnes**, en majorité des coureurs, ont été mises en examen pour violation de la loi antidopage par le parquet de Florence, à la suite de la descente de la brigade des stupéfiants (NAS) lors d'une étape du Tour d'Italie cycliste, le 6 juin à San Remo. Aucune grande vedette ne se trouve parmi les coureurs mis en examen.

■ **L'Espagnole Joane Somarriba** (Alfa Lum) a gagné, dimanche 19 août à Paris, pour la deuxième année d'affilée, la Grande Boucle féminine. La cycliste basque, qui n'a cédé le maillot or de leader qu'entre les septième et neuvième étapes, a terminé avec plus de trois minutes d'avance sur l'Italienne Fabiana Luperini, victorieuse des éditions 1995, 1996 et 1997. La Française Jeannie Longo, quarante-deux ans, a pris la neuvième place.

■ **FOOTBALL : Gueugnon** a signé à Nancy (0-1) sa quatrième victoire d'affilée, samedi 18 août, au cours de la 4^e journée du championnat de France de D2. Au classement, les « Forgerons » comptent deux longueurs d'avance sur Strasbourg, vainqueur (4-1) contre Laval, et Ajaccio, victorieux à Créteil (0-2).

■ **Manchester United**, tenant du titre, est difficilement venu à bout du promu Fulham (3-2), dimanche 19 août, lors de la première journée du championnat d'Angleterre. Arsenal s'est imposé à Middlebrough (0-4) grâce notamment à un but de Thierry Henry et à un penalty inscrit par Robert Pires.

■ **Le Borussia Dortmund**, vainqueur à Rostock (0-2), a conservé la tête du championnat d'Allemagne après sa quatrième victoire en autant de journées, samedi 18 août. Kaiserslautern, victorieux à Hambourg (2-3), totalise également douze points, mais avec une différence de buts moins favorable.

■ **JUDO : le champion olympique de judo David Douillet** est toujours la personnalité préférée des Français, selon le dernier sondage Top 50 des personnalités, réalisé en juillet par l'IFOP pour *Le Journal du dimanche*. Le judoka est suivi de l'abbé Pierre et de Zinedine Zidane.

■ **MOTOCROSS : le Français Mickaël Pichon** (Suzuki) s'est adjugé le Grand Prix d'Allemagne (250 cc), dimanche 19 août à Gaildorf, et s'est ainsi assuré le titre de champion du monde de la spécialité. Son compatriote Luigi Seguy (Yamaha) a enlevé la course des 125 cc.

Une très nette amélioration

MARDI. L'anticyclone se décale vers le nord de l'Allemagne et protège efficacement la France des perturbations atlantiques. Une période de temps beau et chaud s'amorce.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Il fait très beau. En fin de journée, quelques nuages arrivent sur le Finistère. Le vent de sud se renforce au large de la Bretagne. Il fait de 22 à 27 degrés.

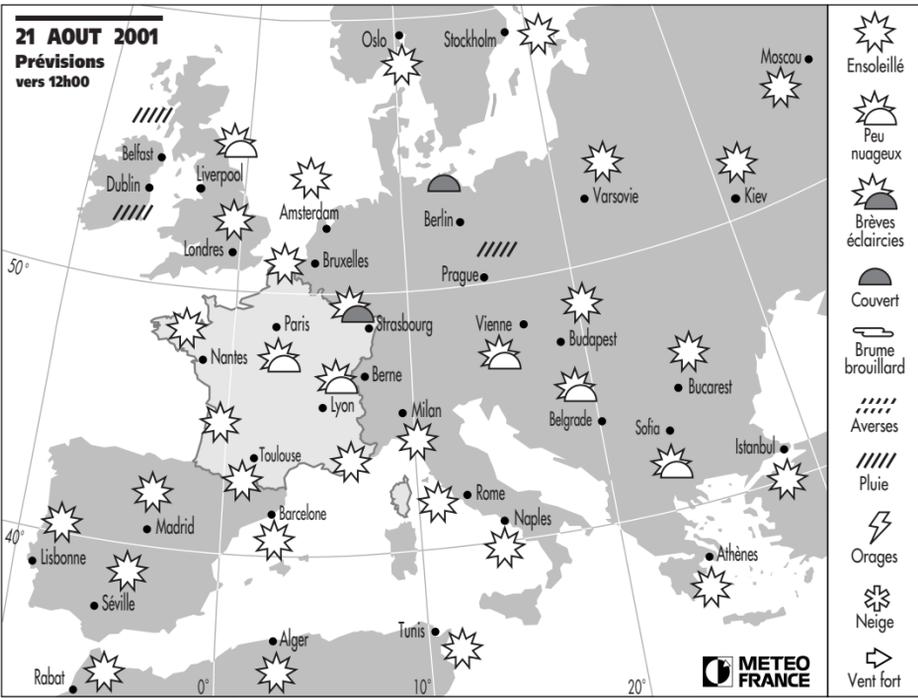
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardenes. Les quelques brouillards denses du début de journée sont vite remplacés par un temps bien ensoleillé avec simplement des cumulus de beau temps l'après-midi. Il fait de 26 à 27 degrés, de 22 à 24 degrés sur les côtes.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel est partagé entre nuages et soleil de l'Alsace au Jura. Ailleurs, les éclaircies sont largement prépondérantes mais des brumes peuvent se former au lever du jour. Il fait de 25 à 27 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Plein soleil après la dissipation rapide des brumes matinales. Températures en nette hausse, de 27 à 32 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Quelques cumulus bourgeonnent sur les Alpes, sans conséquence. Ailleurs, ciel souvent tout bleu mais les vallées peuvent être enveloppées dans la brume au petit jour. Il fait de 26 à 30 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Très beau temps mais des nuages bourgeonnant sur les Alpes-Maritimes l'après-midi occasionnent quelques averses. Les températures avoisinent souvent 30 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ TRAIN. Mis en service le 10 juin, le TGV Méditerranée a transporté 2,5 millions de passagers en deux mois. La SNCF indique que le cap des 3 millions sera franchi d'ici la fin août. Le trafic est en hausse de 35 % sur les destinations de la nouvelle desserte (Marseille, Avignon, Valence) et le taux d'occupation des rames avoisine les 80 % (85 % en seconde et 75 % en première). Après des difficultés de lancement, les horaires sont respectés dans 85 % des cas.

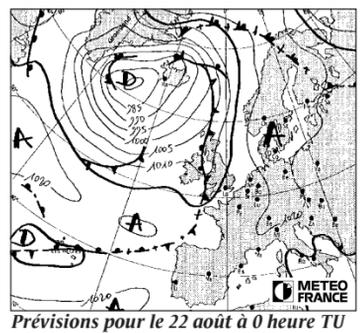
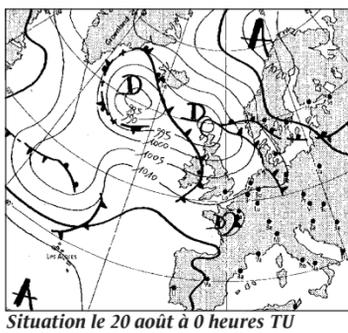
■ ANGLETERRE. Hoverspeed, premier opérateur de ferries à grande vitesse sur la Manche, propose, jusqu'au 30 septembre, des liaisons Calais-Douvres, en 40 minutes, à partir de 634 F (96 €) et Dieppe-Newhaven, en 2 heures, à partir de 968 F (147 €) pour une voiture et ses passagers, sur la base d'un aller-retour 3 jours. Renseignements au 0820-00-35-55 ou sur www.hoverspeed.com.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AOÛT 2001

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	17/28 S	NANCY	15/26 N
BIARRITZ	14/30 S	NANTES	13/25 S
BORDEAUX	15/27 S	NICE	21/27 S
BOURGES	13/27 S	PARIS	12/26 S
BREST	14/22 S	PAU	12/28 S
CAEN	14/22 S	PERPIGNAN	19/29 S
CHERBOURG	15/23 S	RENNES	13/27 S
CLERMONT-F.	14/27 S	ST-ETIENNE	-61/-61 S
DIJON	14/25 N	STRASBOURG	15/26 N
GRENOBLE	15/28 N	TOULOUSE	13/28 S
LILLE	11/26 S	TOURS	12/27 S
LIMOGES	12/25 S	YAYENNE	23/31 S
LYON	17/27 S	FORT-DE-FR.	25/31 S
MARSEILLE	21/30 S	NOUMEA	17/23 S

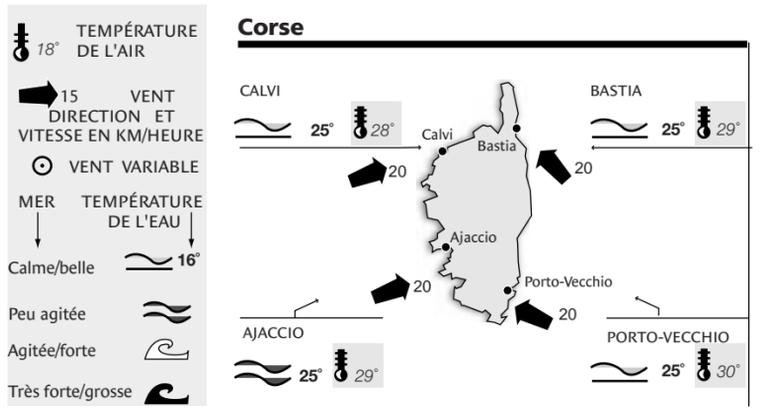
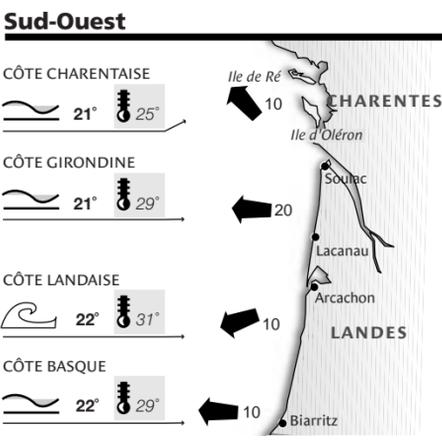
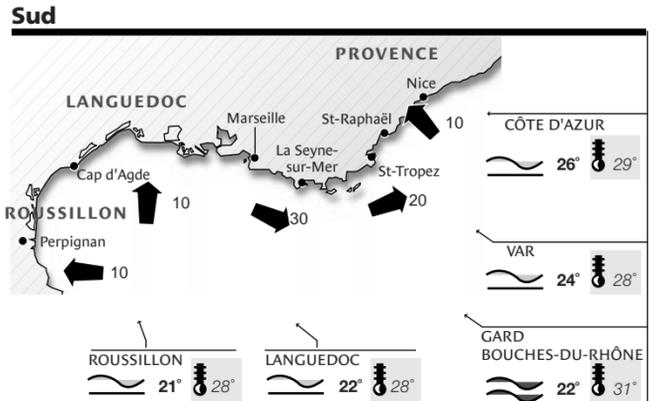
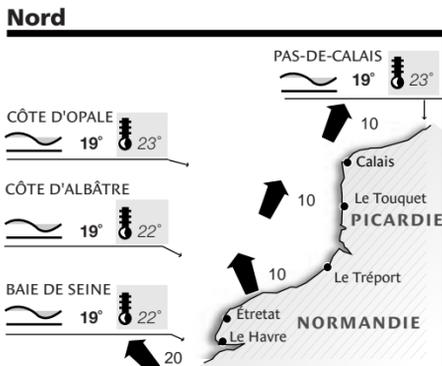
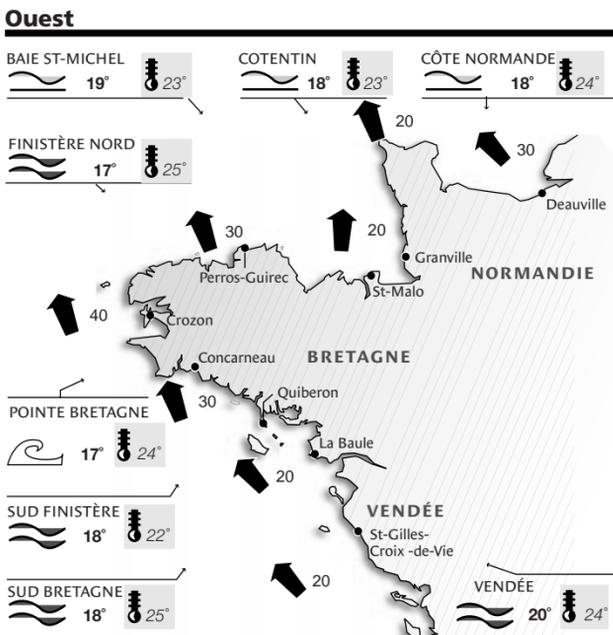
PAPEETE	21/27 P	KIEV	19/29 S	VENISE	20/27 S	LE CAIRE	26/34 S
POINTE-A-PIT.	26/33 S	LISBONNE	18/25 S	VIENNE	17/25 S	NAIROBI	14/26 S
ST-DENIS-RE.	19/24 S	LIVERPOOL	14/21 S	AMÉRIQUES		PRETORIA	14/30 S
		LONDRES	14/24 S	BRASILIA	15/27 S	RABAT	18/25 S
		LUXEMBOURG	14/24 S	BUENOS AIR.	7/17 S	TUNIS	24/33 S
		MADRID	17/33 S	CARACAS	23/28 S		
		MILAN	17/33 S	CHICAGO	15/28 S		
		MOSCOU	12/22 S	LOS ANGELES	14/20 S		
		MUNICH	15/21 C	MEXICO	15/17 C		
		NAPLES	18/23 C	MONTREAL	20/25 P		
		OSLO	12/22 S	NEW YORK	23/29 S		
		PALMA DE M.	16/21 P	SAN FRANCIS.	12/17 S		
		BUCAREST	19/28 S	SANTIAGO/CHI	9/19 S		
		BUDAPEST	20/28 S	TORONTO	18/24 C		
		COPENHAGUE	15/22 S	WASHINGTON	20/27 S		
		DUBLIN	13/17 P	AFRIQUE			
		FRANCFORT	16/24 S	ALGER	18/31 S		
		GENEVE	15/27 S	DAKAR	26/31 S		
		HELSINKI	13/22 S	KINSHASA	17/26 S		
		ISTANBUL	23/28 S	VARSOVIE			



Sur les plages

Le 20 AOÛT 2001 vers 12 heures

Beau temps ensoleillé sur l'ensemble des plages. Quelques nuages discrets, portés par un vent de sud modéré, arrivent en soirée sur le Finistère.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 195

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

HORIZONTALEMENT

I. Boîte à musique refermée aujourd'hui. - II. Bien tranquille. Les yeux de sa belle sont de velours. - III. Inscription frontale qu'il est bon de rappeler. Associe. - IV. Propre à l'homme. Point d'arrêt. - V. Possessif. Donnée en cas de danger. - VI. Manque manifeste de bon sens. Pris pour partir au loin. - VII. Préposition. Rétrocédé au Maroc par les Espagnols. Fait le guet en chanson. - VIII. Un des peintres préférés de Napoléon III. - IX. Frappée

et surprise. Le germanium. - X. Devient périlleux quand il est sans appui. Contraires à toute vérité.

VERTICALEMENT

1. Ce ne sont pas des bêtes à plume... et leurs poils sont laineux. - 2. Elles assurent la défense. Possessif. - 3. Ils assurent le renfort. Il assure la détente. - 4. Cacheraient. - 5. Nécessaire pour un bon acheminement. Marque la conclusion. - 6. Filet de chasse. A des rapports avec tous les

Français. - 7. Confier au public, même si ce n'est plus à l'ordre du jour. - 8. Parti. Coule dans les pubs londoniens. - 9. Point d'arrêt. Se ruina en aidant François I^{er} à s'armer. - 10. Dans les cordes et sur les ondes. Persan. - 11. Nuit gravement à la santé et à la Sécu. - 12. Aboliras la charge.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 194

Horizontalement

I. Tout-puissant. - II. Epte. Traîner. - III. Ni. Stérilisa. - IV. Tortures. Msi (mis). - V. Amas. Usité. - VI. Cap. Osons. Dt. - VII. Unies. Leader. - VIII. Lent. Ou. Râla. - IX. Encres. Ici. - X. Sisal. Sanson.

Verticalement

1. Tentacules. - 2. Opiomane. - 3. Ut. Rapines. - 4. Tests. Etna. - 5. Tu. OS. Cl. - 6. Utérus. Or. - 7. Irrésolues. - 8. Saisine. Sa. - 9. Sil. Tsar. - 10. Anime. Dais. - 11. Ness. Delco. - 12. Train-Train.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 236

Par ici la monnaie !

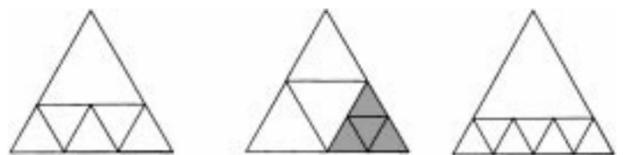
ON S'INTÉRESSE à toutes les façons de payer la somme de 1 euro à l'aide de pièces de 5 centimes, de 10 centimes, et de 20 centimes d'euro.

Combien y a-t-il de façons de le faire ? Vous aurez remarqué, comme Ilan Vardi, mathématicien et lecteur du Monde, qui nous a proposé ce problème, que ce nombre est un carré parfait.

Le nombre de façons de parvenir à n'importe quel nombre entier d'euros avec des pièces de 5, de 10 et de 20 centimes est-il toujours un carré parfait ?

Solution du problème dans Le Monde du 28 août.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 2001



Solution du problème n° 235 paru dans Le Monde du 14 août.

Il n'existe pas de modèle à 2, 3 ou 5 pièces. Il existe des n-puzzles pour tout autre nombre n de pièces. Le dessin de gauche montre la reconstitution d'un 6-puzzle. Le dessin du milieu montre à la

fois la reconstitution d'un 7-puzzle, mais aussi la façon de passer d'un n-puzzle à un (n+3)-puzzle. Le dessin de droite montre la reconstitution d'un 8-puzzle. La propriété qui permet le passage d'un n-puzzle à un (n+3)-puzzle assure l'existence des valeurs supérieures.

Chaque jeudi avec

Le Monde

DATÉ VENDREDI

retrouvez

LE MONDE DES LIVRES

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunschbourg
94852 Ivry cedex

Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

MUSIQUE La chanteuse islandaise Björk a donné le premier concert de sa nouvelle tournée à Paris, au Grand Rex, le 18 août. Devant près de deux mille cinq cents personnes,

Björk a concrétisé le rêve de se produire sur scène entourée de près de quatre-vingts musiciens et de chœurs. ● **CETTE TOURNÉE** ambitieuse et coûteuse, qui privilégie les petites salles,

est d'ores et déjà prévue pour être déficitaire. Elle est financée par des mécènes et par Björk elle-même. ● **LE 28 AOÛT** paraissent l'album *Vespertine* et un livre d'images et de textes

intimes, *Björk*. Ces deux œuvres ont en commun une approche qui privilégie la lenteur et donnent une sensation d'espace infini. ● **VEDETTE** du rock, auteur de cinq albums en solo

après avoir appartenu aux groupes Kukl et The Sugarcubes, Björk est une créatrice intransigeante, une musicienne expérimentale soucieuse de rendre son art accessible à tous.

Björk, le roseau chantant, et son univers

Paris accueille en primeur la tournée de la chanteuse islandaise, au Grand Rex, avec près de quatre-vingts musiciens et des chœurs. Quelques jours avant la parution, le 28 août, de « *Vespertine* », son nouvel album, et d'un livre qui retrace le parcours de l'enfant prodige du rock

À FORCE de qualifier l'Islandaise Björk d'elfe des fjords, de fée malicieuse et autre magicienne cybernétique, cela devait arriver. Depuis la mi-août, la chanteuse au minois d'éternelle adolescente semble avoir acquis, en plus de ses talents de compositrice, le don d'ubiquité.

Elle figure à la « une » des quotidiens et magazines, objet d'articles généralement élogieux, à l'occasion dévastateurs (*Rock'n'Folk*); son visage couvert par un flot de cheveux noirs a envahi les espaces publicitaires pour ses quatre concerts, qui affichent complet, à Paris; les bacs des disquaires débordent de ses précédents albums en attendant la parution de son nouveau disque, *Vespertine*, le 28 août; le single *Hidden Place* est diffusé par les radios et le clip par les chaînes musicales; les bonnes feuilles du livre, *Björk*, à paraître aussi le 28 août (au Seuil), circulent dans la presse; et les serveurs vocaux, accès Wap et Web de l'opérateur de téléphonie mobile Orange, filiale de France Télécom, sonnent « *Björk, Björk, Björk...* ».

On pourrait n'y voir qu'une campagne de communication fort bien menée, destinée à cibler toutes les niches possibles. Les concerts – un événement en soi, puisque Paris fait relâche en août – précèdent la sortie d'un nouveau disque un rien abstrait et impressionniste et d'un volume de photographies et de textes en l'honneur de la jeune femme.

UNE CRÉATRICE INTRANSIGEANTE

Mais Björk n'est plus tout à fait une vedette du rock comme les autres. Ce qui prendrait vite les allures d'une opération marchande parvient, avec elle, à garder une dimension artistique. Question d'honnêteté personnelle constatée depuis des années. Björk, personnalité constamment duelle, est une star. Elle irradie, elle fascine tous ceux qui l'approchent. Et en même temps elle est la plus humaine, la plus simple des femmes. Une créatrice qui puise son énergie dans l'intransigeance la plus expérimentale, en même temps qu'elle s'attache à rendre son art le plus accessible à tous.

Björk Gudmundsdottir est née le 21 novembre 1965, à Reykjavik, capitale de la République d'Islande.



FRANÇOIS VERNET

Au Grand Rex, Björk est apparue vêtue d'un haut scintillant et d'une juquette de plumes.

Elevée dans une communauté hippie, sans contraintes, Björk en a gardé une intense soif de liberté et un sens développé de son libre arbitre. Ses collaborateurs réguliers, ses amis s'accordent à dire que chacune de ses décisions est le fruit d'une

longue réflexion. Et une fois qu'elle sait où aller, elle ne dévient pas. Jusqu'à maintenant, cette conviction ancrée, à ne pas confondre chez elle avec l'autorité ou le caprice, ne lui a pas fait commettre de faux pas. Sa carrière, qui remonte au

milieu des années 1970, est une suite d'avancées, une progression raisonnée.

À l'âge de douze ans, elle enregistre un premier disque de chansons pop et d'arrangements d'airs traditionnels. L'Islande, ses 103 000 kilo-

mètres carrés et ses trois cent mille habitants, aurait pu lui suffire. Elle fonde un premier groupe en 1979, Exodus, suivi de Spit & Snot, de Tappi Tikarrass, qui se transformera en Kukl, tous trois à la remorque des courants punks, puis new wave, anglo-saxons. Tous, surtout, ne devant leur salut qu'à cette boule de nerfs haute comme trois pommes, dont la voix se révèle tour à tour irritante et fascinante.

Durant ces années d'apprentissage, Björk compose, met à plat son petit monde personnel, elle qui semble échappée du Moyen Âge pour entrer directement dans le XXI^e siècle. Elle invente, seule ou avec des avant-gardistes des sons, des mélodies mystérieuses qui surgissent lorsqu'elle le décidera. Le regard est tourné au-delà des mers glacées par désir de partager avec le plus grand nombre sa quête de beauté créatrice.

En 1988, paraît *Life's too Good*, premier album de The Sugarcubes, monté à partir des restes de Kukl. En quatre années, The Sugarcubes connaît les hauts et les bas des groupes rock. Björk, qui aime aller voir ailleurs ce qui s'y passe, fréquente en même temps des musiciens de jazz, la scène techno londonienne, des photographes, des plasticiens, des cinéastes. La famille ne cessera alors de s'agrandir : Mark Bell, Tricky, Michel Gondry, Jean-Baptiste

Mondino, Vince Mendoza... Zeena Parkins et Matmus ces derniers temps.

À l'âge de vingt-huit ans commence sa nouvelle vie, en solo. Dans le calme du début des années 1990, Björk marie la pop électronique, des ambiances jazz et des rythmes dansants, montre que les machines peuvent avoir une âme, manie avec une science singulière le conceptuel et l'organique, l'image et les sons. Trois disques, *Debut* (1993), *Post* (1995) et *Homogenic* (1997), autant de tournées, imposent sa présence. Vêtue de soie transparente ou de lourds manteaux colorés, capable du plus intense recueillement, presque religieux, avant de bondir, hurlante, le corps disloqué, gaie et triste, Björk psalmodie l'amour, les rêves, la douceur de la nature et le désespoir des hommes.

ASCÉTISME PROTESTANT

Aujourd'hui, la chanteuse a laissé derrière elle l'expérience du tournage de *Dancer in the Dark*, de Lars von Trier. Pour la première fois elle a été la créature d'un Pygmalion féroce. Un Prix d'interprétation féminine au Festival de Cannes 2000 n'est à ses yeux qu'une vague consolation. Elle a retrouvé son deux-pièces à Londres, ses sacs en plastique pour faire ses courses, les paysages et l'ascétisme protestant de la vie en Islande. Au parcours des grandes salles, qu'elle peut facilement remplir, elle a préféré des lieux plus musicaux, ne pas enchaîner trop de concerts.

Après Paris (Grand Rex le 20 août, Sainte-Chapelle les 23 et 25) elle partira à Stuttgart, Lausanne et Francfort à la mi-septembre, est attendue à Londres. Retour en France le 21 septembre au Colisée de Roubaix, puis envol vers les États-Unis avant un retour parisien le 1^{er} novembre au Théâtre des Champs-Élysées, puis le 6 à l'Auditorium Maurice-Ravel de Lyon. Déjà, cette travailleuse infatigable évoque de nouvelles recherches sur ses ordinateurs, de nouveaux personnages. Quoi qu'il en résulte, Björk sera toujours aussi insaisissable et uniquement préoccupée par son art : la musique.

S. Si.

Sylvain Siclier

Un soir au Grand Rex, entre la glace et le feu

BJÖRK, le 18 août, Grand Rex, Paris.

Il fut un temps où le jazz se mit à avoir le goût des formations concertantes, voire symphoniques. Et plus particulièrement des cordes. Le rock se prit ensuite au jeu. Parfois pour faire luxe, plus souvent pour montrer que le genre pouvait aussi se mêler de grande musique. D'où de nombreuses catastrophes boursouflées, auxquelles a su échapper Björk, la chanteuse islandaise.

Dès son premier album, *Debut*, en 1993, elle a glissé finement des cordes classiques dans sa musique. Mais, à la scène, les machines subtiles ne peuvent remplacer le mouvement des instrumentistes, la vision de dizaines d'archets qui s'élevaient, la vibration qui émane d'un ensemble bien dirigé. Têtue, Björk a fini par convaincre son entourage qu'elle pourrait tourner avec un

grand orchestre. Première mondiale au Grand Rex, samedi 18 août, devant près de deux mille cinq cents personnes.

Les fauteuils des premiers rangs du cinéma parisien ont été enlevés pour installer une fosse. La scène est occupée par les machines du duo californien Matmos, bidouilleurs plutôt inspirés, et les deux harpes, acoustique et électronique, de la New-Yorkaise Zeena Parkins. Au centre, le chœur : quinze femmes en costume traditionnel inuit, quinze voix en écho à celle de la chanteuse.

Sur un écran, des paysages immobiles de glace bleutée – initialement, Björk souhaitait un décor de glace qui aurait fondu pendant le concert – qui disparaîtront durant la seconde partie, remplacés par des pleins de lumières (jaune, vert pâle, rouge-orangé). Le moindre pas de Björk entre chaque morceau, les timides « merci » murmurés déclenchent l'hystérie.

Mais, à la première note, au premier geste du chef, Simon Lee, plus un souffle, plus un bruit.

Björk paraît d'abord tendue, nerveuse. La voix peine à venir, à la recherche de la mécanique du tempo par les machines. Puis tout s'enclenche. Les nouveaux thèmes prennent une dimension charnelle (*It's Not Up to You*, *Undo*, *Hidden Place*, *Pagan Poetry* et son final choral), les anciens s'humanisent, se réparent (*I've Seen it All*, magnifique chanson hollywoodienne extraite de *Selma Songs*, *Bachelorette*, son pendant orienté vers James Bond), l'orchestration les ravive ou les dépouille (*Isobel*, *Venus as a Boy*, *Joga*). Haut scintillant et juquette de plumes, bleu-noir puis rouge-pourpre, Björk sautille, fait des révérences, arpege la scène ou arrête brusquement son envol. Elle a enfin, au rappel, un grand sourire. Une fois de plus, elle avait raison.

S. Si.

Sylvain Siclier

Une tournée ambitieuse

La tournée de Björk, organisée sur quelques dates et dans de petites salles (moins de 2 500 places au Grand Rex et 280 à la Sainte-Chapelle), avec près de quatre-vingts musiciens et chœurs, est un projet voulu par la chanteuse depuis presque deux ans. Cette tournée ambitieuse et coûteuse – produite en France par la société Garantie – devrait générer un déficit, pris en charge par Björk elle-même. Le financement a été rendu possible par divers partenaires, dont l'américain Apple – mécène qui n'apparaît pas sur les affiches – ou Orange, filiale de téléphonie mobile de France Télécom, qui a mené une campagne de communication intense et visible (affichage, magazine, serveurs vocaux...). La chanteuse aurait aimé présenter son spectacle à l'Opéra de Paris, qui n'a pas donné suite.

UN LIVRE d'images et de textes qui touchent à l'intime, sobrement intitulé *Björk*, et un disque, *Vespertine*, recueil de chansons prenantes, d'un accès pas si évident. Björk continue de se distinguer. Pas de clichés glamour ou pétillant, pas de tubes dansants ou accrocheurs, au risque de perdre une partie du grand public qui s'était habitué à la fêter depuis 1993. En un singulier mouvement de va-et-vient, *Björk* pourrait être l'illustration de la musique de *Vespertine*, lui-même bande-son de l'ouvrage. En commun, une clarté blanche, une sensation d'espace infini, une approche qui privilégie la lenteur. L'époque n'y est pas propice.

Loin des ouvrages consacrés aux vedettes du rock, *Björk* ignore le factuel pour s'attacher à la subjectivité. Quelques éléments biographiques au détour d'une photographie et entre les lignes. Ceux qui savent

s'y retrouveront; pour les autres, peu importe. En collaboration avec Michaël Amzalaga et Mathias Augustyniak (graphistes français très prisés sous le nom de M/M), Björk a sélectionné des photographies qui la représentent essentiellement en gamine sur laquelle le temps ne se serait pas arrêté, et a confié à des plasticiens, amis, écrivains, le soin de montrer ce qu'elle pouvait leur inspirer.

De ce projet finalement égotiste émane toutefois une grande liberté. Contrairement à Madonna, qui, par le documentaire ou le livre, a sacrifié à l'excès son image, Björk se veut l'élément passeur vers des thèmes universels : l'enfance, la nature et en particulier l'élément liquide (les images de Kate Garner), la joie (un sourire lumineux par Stéphane Sednaoui), l'amour (un baiser avec une ombre par Inez van Lamsweerde et Vinoodh Matadi)...

Au travers de plusieurs portfolios – Michel Gondry, Jean-Baptiste Mondino, Nobuyoshi Araki... –, Björk se fait marraine d'autres créateurs, un peu comme Fernanda Abreu, star de la chanson au Brésil, le pratique dans une luxueuse revue. Pour le texte, on est moins gâté. Un test assez rigolo permet de savoir si l'on est un fan ultime de Björk et Stéphanie Cohen signe avec *Wardrobe*, « la garde-robe », un bel hommage à la chanteuse, en première de couverture. Pour la traduction française, en petits caractères sur papier bible, il faut se reporter en fin de volume.

De textes, justement, il pourrait beaucoup en être question dans le nouveau CD de la chanteuse, son cinquième si l'on compte la musique écrite pour le film *Dancer in the Dark*, de Lars von Trier. Ses précédents disques valorisaient plus la sonorité des mots que leur sens.

Dans *Vespertine*, Björk se dévoile à l'occasion (« *I have a recurrent dream, every time I loose my voice...* », « Je fais un rêve récurrent, à chaque fois je perds ma voix... », dans *Heirloom*), affiche ses désirs (*It's not up to You*), son goût d'une vie paisible.

UN DISQUE D'HIVER

Avec le triptyque *Debut* (1993), fantaisie pop-électronique, *Post* (1995), sa suite plus expérimentale et la conclusion *Homogenic* (1997), Björk combinait les nécessités d'une musique apte à amener la danse avec une volonté d'exploration de sons et de rythmes, emportée par quelques hymnes que l'on chercherait vainement dans *Vespertine*, à l'exception du titre d'ouverture *Hidden Place*.

Björk place les beats électroniques en creux, joue avec le silence, des cordes (violons, harpe), des

voix, des clochettes, séquences minimalistes dont l'accumulation finit par former une masse dense. Elle a rarement été au plus près de son pays d'origine, l'Islande, où les nuits sont plus longues et plus belles que les jours. Sa voix, qui s'est souvent brisée dans des éclats expressifs, prend le temps de se poser, fragile et rude à la fois. Björk, qui se plaît à présenter *Vespertine* comme un disque destiné à l'hiver, pourrait susciter, en une écoute de surface, un certain ennui. Il faut l'appréhender comme une œuvre délicate, qui se protège des bruits du monde.

S. Si.

★ *Björk*, conception Björk, mise en page et design M/M, éd. Le Seuil, 192 p., 185 F (28,20 €); *Vespertine*, de Björk, 1 CD One Little Indian Records 8364, distribué par Barclay-Universal Music.

Une collection de 71 références.

Le jazz au fil de la Seine...

Les plus grands artistes de jazz enregistrés à Paris

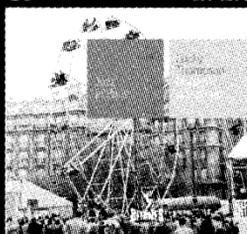
Jazz in Paris

28

159 823-2

37

013 038-2



Lucky Thompson : Modern Jazz Group



Sammy Price & Lucky Thompson : Paris Blues

Le jazz "cool" par les racines.

Enregistrées à une année d'intervalle, deux preuves irrésistibles de la profonde et superbe continuité du jazz : des blues et boogies roboratifs du pianiste-chanteur Sammy Price aux "cool" et subtils arrangements du jeune Henri Renaud, c'est avec la même verve, la même élégance qu'improvise le mal surnommé "Lucky" Thompson, l'un des plus injustement oubliés dans l'histoire du saxophone.

Palestine 2001/1

Rashid Masharaoui filme sous les bombes

Malgré les restrictions, le cinéaste s'efforce de continuer à tourner et à former un vivier de cinéphiles. Premier volet de notre série de reportages sur la vie culturelle palestinienne

RAMALLAH

de notre envoyée spéciale

Quand, au lendemain du dernier bombardement israélien à Ramallah, le 9 août, le cinéaste Rashid Masharaoui est retourné à son bureau, les vitres n'avaient pas été soufflées. La veille, il avait pris la précaution de laisser les fenêtres ouvertes. « J'ai balayé la poussière et j'ai repris le travail. »

Depuis la deuxième Intifada débütée le 28 septembre 2000, l'auteur de *Haïfa*, présenté en sélection officielle au Festival de Cannes en 1996, s'acharne à mener ses projets. Il a réalisé deux courts métrages et termine un documentaire pour Arte sur la radio nationale palestinienne, *Voix de Palestine*. Il y a quelques jours, il attendait les caméras de la société de production Star 2000 qu'une équipe devait apporter depuis Beit Sahour, un village aux portes de Bethléem. « Elle est bloquée à cause des barrages que l'armée israélienne impose sur les routes de Cisjordanie. »

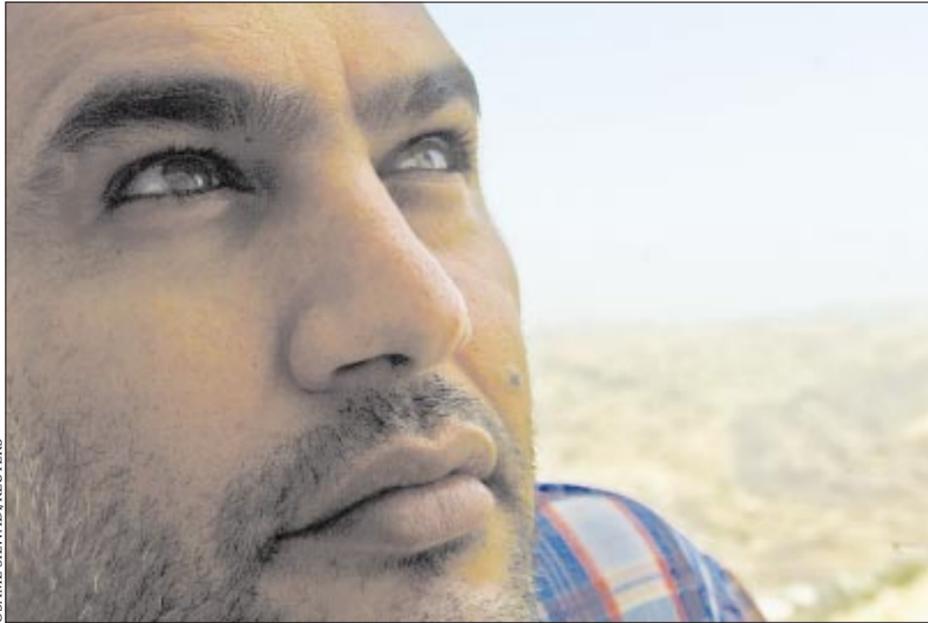
Pour tromper l'attente, il a commencé à écrire une fiction, « l'histoire absurde d'un amnésique qui se réveille en ayant oublié ce qui s'est passé depuis 1948 ». Pendant la première intifada, il avait aussi tourné plusieurs films. Les quarante jours de couvre-feu intégral qu'il avait subis à Gaza lui avaient inspiré son premier film de fiction, *Couvre-feu*, présenté à Cannes.

Né dans un camp de réfugiés à Gaza en 1962, Rachid Masharaoui est l'un des rares cinéastes palestiniens à ne pas vivre en exil. Il a choisi de travailler à Ramallah, le principal foyer culturel des territoires autonomes, une agglomération de 200 000 habitants où les étudiants sont nombreux grâce à l'université de Bir Zeit.

PRODUIRE DES PREMIERS FILMS

En 1995, il a ouvert un centre culturel, Al-Matal (la vision, en arabe), dans une jolie maison ancienne au cœur de la ville. L'artiste, qui a été peintre avant de se lancer dans le cinéma, a accroché des toiles de plasticiens contemporains. Sous des voûtes en arête, il a aménagé une petite salle de projection. Au rez-de-chaussée, un café orné de tapis bédouins propose boissons, plats et narguils, pour favoriser rencontres et discussions. Les locaux de son Centre de production cinématographique occupent le premier étage. « J'ai eu la chance de pouvoir réaliser mes quinze films grâce à des coproductions étrangères. Mais, lorsque j'ai décidé de m'implanter ici, je ne voulais pas vivre dans un désert. J'avais envie de créer un mouvement pour que des professionnels restent et que des jeunes se forment. »

Les cinq salariés du Centre travaillent à produire des premiers



OSAMIE SILWAD/REUTERS

Rashid Masharaoui, cinéaste, réalisateur de « Haïfa », présenté à Cannes en 1996.

films, véritable école pour de jeunes réalisateurs et techniciens. Ils organisent chaque année un festival gratuit de films pour enfants, grâce à leur cinéma mobile qui se déplace de village en village. En parallèle, six formateurs animent des ateliers de cinéma dans les principales villes palestiniennes. Cette année, une cinquantaine de jeunes à Bethléem et Djenine, en Cisjordanie, et à Khan Younis (Gaza) ont appris à manier la caméra et à monter des images. « Trois ou quatre d'entre eux étudieront le cinéma ou deviendront acteurs, monteurs ou cameramen », espère Rashid Masharaoui.

L'actualité immédiate inspire les jeunes ou bien, à l'opposé, ils s'en éloignent par le rêve. L'artiste les encourage dans ce sens : « En tant que cinéastes, nous devons nous pro-

téger du flux énorme d'images consacrées au conflit israélo-palestinien. »

En mai, alors que Rashid Masharaoui filmait les petits vendeurs de rue qui continuent leur travail durant les affrontements, soudain, un jeune est tombé sous les balles. « Par réflexe, nous avons tourné la caméra vers lui. Puis j'ai réalisé que cinquante télévisions du monde entier étaient en train de filmer la scène et je suis revenu creuser le sujet que je m'étais fixé. »

Comme tous les habitants de Ramallah, Rashid Masharaoui ne peut rouler en ce moment plus de cinq minutes en voiture vers les sorties de la ville sans être arrêté et contrôlé par l'armée israélienne. « L'occupation israélienne se situe hors champ, mais elle est toujours présente. » Projections, tournages et ateliers continuent. « En prévision des

bouclages, on entrepose du matériel un peu partout. Pendant la première Intifada, j'ai appris à toujours séparer la caméra et les pellicules. Des femmes, moins fouillées que les hommes, sont prêtes à cacher les caméras pour les transporter. »

Il y a un an, Rashid Masharaoui préparait le premier festival international de cinéma à Gaza pour le mois de novembre 2000. Avec l'Intifada et la reprise de la répression, il a dû y renoncer. Il ne parle pas d'annulation. Comme d'autres organisateurs de festivals palestiniens, il préfère dire : « Je l'ai reporté. »

Catherine Bédarida

DEMAIN
Un musée pour la mémoire palestinienne

Deux soirées de clôture brillantes à La Roque-d'Anthéron

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA ROQUE-D'ANTHÉRON. Récitals Brigitte Engerer et Boris Berezovski, le 17 août, à 21 h 30, et Vadim Sakharov, le 18 août, à 21 h 30. Parc du château de Florans.

LA ROQUE-D'ANTHÉRON

de notre envoyée spéciale

Chaque édition du festival de La Roque est marquée par des soirées qui restent dans la mémoire des mélomanes : les adieux de Vlado

Perlemuter, il y a dix ans, quand une haie d'honneur spontanée avait ovationné le vénérable pianiste sur le chemin de sa loge ; un inoubliable *Quatrième Concerto pour piano* de Beethoven joué un soir d'orage par Nelson Freire et l'Orchestre d'Etat de Russie, public massé sur la scène, assis à même le sol, entre les chaises des musiciens et jusque sous le piano...

Cette année, tout le monde parle encore du récital de Martha Argerich et de Nelson Freire (*Le Monde* du 10 août), de la présence atten-

tive de la pianiste argentine aux récents des p'tits jeunes qu'elle aime venir écouter, dont elle apprécie le talent avec l'absence d'a priori et d'ironie qui sont l'une des marques de cette femme généreuse ; de la Nuit du piano Rachmaninov qui a confirmé la place préminente qu'occupe Nikolai Lugansky parmi les pianistes de notre temps et de la Nuit Franz Liszt, au cours de laquelle les Nicholas Angelich a joué l'intégrale des Années de Pèlerinage, trois heures de piano qui ont conquis les auditeurs grâce à la puissance incantatoire du jeu de cet artiste de trente ans admiré de ses confrères les plus en vue.

Chaque édition du festival connaît aussi ses soirées maussades, ses déceptions et ses annulations. Personne n'a oublié l'attitude hautaine, les exigences (que les stars n'ont pas) de Keith Jarrett. Pas d'orage cette année et une seule annulation. André Watts était attendu : Brigitte Engerer et Boris Berezovski l'ont remplacé. Leur *Fantaisie en fa mineur* de Schubert ? Brillante, au coude-à-coude, incrustée dans le clavier, un peu trop parfois, mais d'une vitalité revigorante. Comme leur *Première suite pour deux pianos* de Rachmaninov. Certes, elle n'avait pas l'élasticité espérée, le chant du rossignol du deuxième mouvement n'était pas aussi éperdu que quelques jours plus tôt quand Lugansky et Rudenko l'ont divinement jouée, mais ce chef-d'œuvre si souvent défiguré par excès de langueur, joué sans chichis par Engerer et Berezovski, ne manquait pas d'allure.

Enfin, Vadim Sakharov vint. Un Russe de Paris, élève de Jacob Milstein au Conservatoire Tchaïkovski de Moscou, grand maître disparu auquel le festival voulait rendre hommage. Le son est moiré, lumineux et voilé. Sakharov ose un tempo lentissime dans le premier mouvement de la *Sonate au clair de lune* de Beethoven et il fuit les éclats faciles du troisième mouvement. Et l'on est conquis. Comme on l'est par une simple valse de Chopin et un nocturne qui planent dans l'air du soir.

Alain Lompech

SORTIR

HAUT-RHIN

Jazz à Mulhouse et en Haute-Alsace

Où peut-on entendre, en moins d'une semaine, le percussionniste helvète Lucas Niggli, le saxophoniste allemand Peter Brötzmann, le contrebassiste allemand Peter Kowald, la chanteuse écossaise Maggie Nichols, le violoncelliste français Didier Petit et le trompettiste américain Joe McPhee ? Et à plusieurs reprises ? A Mulhouse, dont le festival de jazz et de free music sera à nouveau le lieu de bien des possibles, rencontres et instants volés à la mondialisation marchande. Au même programme de cette manifestation toujours indispensable à l'honnête homme, Thomas Borgmann, Yves Robert, Daunik Lazro, le grand orchestre de la famille Ex, Hélène Breschand, Jean-François Pavros, Misha Mengelberg, Claude Tchamitchian, Alan Silva... le tout dès 12 h 30 à la chapelle Saint-Jean, aux Artisans du son, au Noumatroff et dans quelques « bistrotts » accueillants.

Du 21 au 25 août, Mulhouse. Tél. : 03-89-25-23-32. 100 F par soirée.

HAUTE-LOIRE

The Tallis Scholars

Les Tallis Scholars de Londres ont été le groupe vocal phare des années 1980 : ils ont apporté un son nouveau, pur, désincarné, influencé par le chant des garçons soprano des maîtrises britanniques, mais avec le supplément de chair que

fournissent les voix féminines. Ils peuvent être un rien trop marmoréens dans des répertoires qui demandent de l'engagement dramatique, mais ils sont très à l'aise dans la musique britannique, comme celle de Tallis, qu'ils chantent ce soir. En prime, leur « hit » absolu : l'inusable *Miserere* d'Allegri. *La Chaise-Dieu (Haute-Loire). Abbatale. 21 h 15, le 22. Tél. : 04-71-00-01-16. De 65 F à 470 F.*

SOMME

Petites histoires de la Grande Guerre

Depuis treize ans, l'Historial de la Grande Guerre acquiert des objets évoquant la première déflagration du XX^e siècle. Ils sont aujourd'hui au nombre de 140 000. Parmi ceux-ci, Jean-Pierre Thierry en a choisi une centaine pour leur bizarrerie, leur étrangeté. Cela va de la fourchette pour mutilé au jouet-grenade, du casque-heaume au casse-tête artisanal et au violoncelle fabriqué à partir d'une caisse à savon et de crin de cheval, en passant par tous les souvenirs concoctés en utilisant des douilles d'obus. La plupart du temps (mais pas toujours), ces pièces échappent à la fabrication en série. Dérisoires, caricaturaux ou émouvants, ils reflètent les divers aspects d'une société totalement immergée dans la guerre. *Péronne (Somme). Historial de la Grande Guerre, château de Péronne. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 7 octobre. Tél. : 03-22-83-14-18. Accès libre.*

GUIDE

CINÉMA - REPRISES

Cinéma au clair de lune

Hôtel du Nord de Marcel Carné (1938). Avec Arletty et Louis Jouvet.

Square Villemin (angle de la rue des Récollets et du quai de Valmy) Paris-10^e. M^e Gare-de-l'Est. 21 h 30, le 21. Tél. : 08-2000-75-75. Projection gratuite et en plein air.

Familles, dans, tribus

L'Étoile cachée, de Ritwick Ghatak (Inde, 1960). Projection en plein air. *Prairie du Triangle, parc de La Villette. M^e Porte-de-Pantin. A partir de 22 heures, le 21. Tél. : 01-40-03-75-75. Entrée libre. Location transat + couverture sur place, 40 F.*

Découverte de la Corse

Porto-Vecchio, d'André Biancarelli (1960). *Porto-Vecchio (Corse). Cinémathèque de Corse, espace Jean-Paul de Rocca Serra. 21 heures, le 22. Tél. : 04-95-70-71-42. 20 F (tarif adhérent); 25 F (tarif réduit); 30 F (plein tarif).*

CINÉMA - FESTIVAL

Regard sur le cinéma italien

Voyage en Italie, de Roberto Rossellini (1953); *Le Guépard*, de Luchino Visconti (1963); *Les Nouveaux Monstres*, de Mario Monicelli, Ettore Scola et Dino Risì (1978); *Et vogue le navire*, de Federico Fellini (1983); *Aprile*, de Nanni Moretti (1998); *Amarcord*, de Federico Fellini (1973); *Journal intime*, de Nanni Moretti (1995). *Lille (Nord). Plan-Séquence au cinéma Majestic de Lille, 54, rue de Béthune. Films en V.O. projetés chaque jour, du 22 au 28 (horaires variables). Tél. : 03-28-52-40-40. De 32 F à 43 F; 100 F, pour cinq films.*

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Petit Maître corrigé

de Marivaux. Frédéric Tokarz (mise en scène). Après la représentation du 21 au soir, le Théâtre Antoine inaugure l'exposition-hommage à Louis Jouvet (costumes, maquettes de décor, photographies, lettres manuscrites...), qui signa dans ce lieu sa dernière mise en scène, *Le Diable et le Bon Dieu*, de Jean-Paul Sartre, avec Maria Casarès, Jean Vilard et Pierre Brasseur.

Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg, Paris-10^e. M^e Strasbourg-Saint-Denis. 21 heures, du mardi au samedi; 16 heures, le dimanche. Jusqu'au 23 septembre. Tél. : 01-42-08-77-71.

Martha Graham

d'Ellen Melaver, mise en scène de Mendy Younes, avec Cristina Scaghatti. *Proscénium, 2, passage du Bureau, angle 173 rue de Charonne, Paris-11^e. M^e Alexandre-Dumas. 21 heures, à partir du 21, du mardi au samedi; 18 heures et 21 heures, le dimanche. Tél. : 01-40-09-77-19. 60 F et 90 F. Jusqu'au 30 septembre.*

Alain Kremski (piano)

Œuvres de Chopin, Liszt, Mahler, Brahms, Nietzsche, Wagner. *Théâtre de l'Île-Saint-Louis, 39, quai d'Anjou, Paris-4^e. M^e Pont-Marie. 19 heures, le 21. Tél. : 01-46-33-48-65. De 50 F à 80 F.*

Les Trompettes de Versailles

Œuvres de Vivaldi, Haendel, Schubert, Gounod, Albinoni, Pachebel. *Eglise de la Madeleine, place de la Madeleine, Paris-8^e. M^e Madeleine. 20 h 30, le 21. Tél. : 01-42-50-96-18. De 90 F à 150 F. (Location Fnac, Virgin).*

Les Voix de la Neva

Œuvres de Mozart. Orchestre de l'Académie de l'Île Saint-Louis, Chœur du festival Musique en l'île, Nicolai Ossiev (direction). *Eglise Saint-Germain-des-Prés, 3, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e. M^e Saint-Germain-des-Prés. 20 h 45, le 21. Tél. : 01-44-62-00-55. De 90 F à 150 F.*

RÉGIONS

Agnès Mellon (soprano), Dominique Visse (haute-contre), Olivier Vernet (orgue).

Œuvres de Buxtehude, Bach, Daniëls, du Mont, Charpentier, Corneille, Schutz.

Arques-la-Bataille (Seine-Maritime). Eglise. 21 heures, le 22. Tél. : 02-32-90-13-34. 90 F.

La Cappella della Pietà dei Turchini

Œuvres de Sarri, Latilla, Grillo, Vinci, Paisiello, Cimarosa, Auletta, Marchitelli, Leo. Maria Ercolano, Roberta Invernizzi, Roberta Andalo (sopranos), Giuseppe De Vittorio, Rosario Totaro (ténors), Giuseppe Naviglio (baryton), Antonio Florio (direction). *Sablé (Sarthe). Centre culturel Joël-Le-Theule, 16, rue Saint-Denis. 21 heures, le 22. Tél. : 02-43-62-22-22. 165 F.*

AURILLAC

Festival international de théâtre de rues :

Arka, de Teatr Osmego Dnia 22 heures, du 22 au 24.

Embouteillage de Anne-Laure Liégeois, mise en scène de l'auteur, avec le Théâtre du Destin 14 h 30, 15 h 45, 16 h 55 et 18 h 05, le 22; 08 h 30, 9 h 45, 10 h 55 et 12 h 05, le 23; 19 h 30, 20 h 45, 21 h 55 et 23 h 05, les 24 et 25.

La Ménagerie mécanique de la Compagnie Opus, mise en scène de Pascal Rome, avec Jean-Michel Dagaud, Julien Pillet, Frédérique Moreau De Bellaing, Pascal Rome et Titus. 19 heures, le 22; 12 h 30 et 19 heures, du 23 au 25.

La Presse, oratorio industriel d'Eugène Durif et Eduardo Galéano, mise en scène de Riké et Pascal Dorés, avec Les Métalvoix. 22 h 30, du 22 au 24. Tél. : 04-71-45-47-46. Entrée libre.

Les Tambours sauteurs de Pierrot Bidon, Patrice Kotyla et la Cicus Baobab. 17 heures, le 22; 11 heures et 18 heures, le 23; 11 heures et 17 heures, le 24; 17 h 30, le 25. Tél. : 04-71-45-47-46. Entrée Libre.

DERNIERS JOURS

26 août
Jean-Pierre Pincemin
Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Musée d'art Roger-Quilliot, place Louis-Deteix. Tél. : 04-73-16-11-30. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. 25 F.

Quinzaine des réalisateurs - Cannes
Festival méditerranéen de Montpellier
(prix radió nova)

L'été de mes 27 baisers
un film de nana djordjadze

L'esprit de Kusturica, n'est pas loin...
Télé Obs Cinéma

miza kuchivanidze eugenij sidichin pierre richard shaco iashvili

ZURBAN LE 22 AOÛT AU CINÉMA

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 15.10 Le Monde des idées. La France et son passé. Invité : Marc Ferro. LCI
- 21.00 Photo, que la guerre est jolïe. Forum
- 22.00 L'Histoire au cinéma. Forum
- 23.00 L'Industrie cinématographique française. Forum
- 23.40 et 0.05 Quand la justice se remet en question. Plateau [1 et 2/2]. Odyssee

MAGAZINES

- 19.15 Nulle part ailleurs. Best of. Canal +
- 19.30 et 0.55 Rive droite, rive gauche. Paris Première
- 21.05 Le Point. Chasser le fantôme. Icebergs en bouteilles. TV 5
- 23.00 Vie privée, vie publique. Cherche maman désespérément. France 3
- 0.00 LCA, la culture aussi. Le Best of. Invités : Pierrick Sorin ; Vincent Lindon ; Peter Brook ; Patrice Chéreau ; Romane Bohringer ; Dominique Noguez ; Les Yamakasi ; Jacky et Lord Kossity. LCI

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Reportage. Violence conjugale. Ya basta ! Arte
- 20.20 Pêcheurs du ciel. [7/13]. Odyssee
- 20.30 Civilisations. La cité cachée de Petra. La Chaîne Histoire
- 20.30 L'Ouest américain. [3/8]. La fièvre de l'or. Planète

Le Monde TELEVISION

France 2

16.30 La Famille Green
Cette nouvelle série, réalisé par Clyde Phillips, nous fait découvrir, avec un certain réalisme, le quotidien d'Américains de la *middle class*. Les appartés avec la caméra, faisant du téléspectateur le complice des pensées de toute cette famille fort attachante, les situations cocasses et la réalisation, nerveuse, ne laissant aucun temps mort, pourraient bien faire de cette série le sujet de conversation des cours de collèges et lycées à la rentrée.

MUSIQUE

- 20.45 Nakuru, une île au cœur de l'Afrique. Odyssee
- 21.15 Les Mystères de l'Histoire. Les gentilemens espions. La Chaîne Histoire
- 21.40 Les Chevaux du monde. L'école de dressage. Odyssee
- 22.05 Claude Heymann, portrait d'un illustre inconnu. Ciné Classics
- 22.05 Histoires secrètes. Les disparus de Chypre. La Chaîne Histoire
- 22.30 Correspondances. Quatre mariages et un enlèvement. Voyage
- 22.30 Danger réel. Hommes contre prédateurs. 13^{ème} RUE
- 22.30 Le Coton du Mali. RFO Sat
- 22.40 La Main de Staline. [3/3]. Le goulag de la Kolyma. Planète
- 22.45 L'Affaire Seznec. Odyssee
- 23.30 Au-delà de l'horizon. [7/9]. Histoire
- 23.40 Notre siècle. [8/9]. 1968-1980 : Peace and Love. Planète
- 23.45 Quinze jours en août, l'embellie. La Chaîne Histoire
- 0.15 Over the Limit. [5/5]. Enzo Ferrari. Canal Jimmy
- 0.50 L'Histoire secrète de la conquête spatiale. France 3

SPORTS EN DIRECT

- 20.30 Football. Festival d'été. A Las Palmas (Espagne). Eurosport
- 20.55 Football. Le championnat du lundi. Everton - Tottenham. Canal + vert

MUSIQUE

- 21.00 Le Crépuscule des dieux. Opéra de Wagner. Par l'Orchestre et les Chœurs du Festival de Bayreuth, dir. Daniel Barenboim. Mezzo
- 21.00 Soirée Festival de Glyndebourgh. Indomptée. Opéra de Mozart. Muzzik
- 0.10 Arturo Sandoval. Lors du Festival international de Montréal, en 1991. Muzzik
- 0.20 L'Italienne à Alger, de Rossini. A l'Opéra Garnier de Paris. France 2

THÉÂTRE

- 21.00 L'Avare. Pièce de Molière. Paris Première

TÉLÉFILMS

- 21.00 Le Drame cathare. Stelio Lorenzi. [1/2]. O. Histoire
- 22.20 20 000 lieues sous les mers. Rod Hardy. [2/2]. TF 6
- 22.55 « Il » est revenu. Tommy Lee Wallace. [1 et 2/2]. O. M 6
- 23.40 Cavale criminelle. Jeremiah Cullinane. O. TF 1

SÉRIES

- 20.45 Urgences. [2/2]. La tempête O. Trou perdu. O. France 2
- 20.50 Navarro. L'Encaisseur. O. TF 1
- 21.40 Les Soprano. Prisonnier chez soi. O. Canal Jimmy
- 0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. Série Club

Ciné Classics

20.30 La Belle Image ■ ■ ■
Ce film réalisé par Claude Heymann est une adaptation très respectueuse de l'œuvre de Marcel Aymé. Tourné en décors naturels, on retrouve Franck Villard (Raoul Cérusier-Raoul Colbert) victime d'une métamorphose physique, en quête de séduction et d'amour. Un des plaisirs de ce film est de retrouver le Paris d'autrefois, une « nouvelle vague » avant la lettre ! Délicatesse dans les dialogues, ce film est à redécouvrir.

FILMS

- 17.55 La Grande Guerre ■ ■ ■ ■
Mario Monicelli (Italie, 1959, 125 min) O. Ciné Classics
- 18.15 Jennifer 8 ■ ■ ■
Bruce Robinson (Etats-Unis, 1992, 120 min) O. Cinéstar 1
- 18.35 Les Iles ■ ■ ■
Iradj Azimi (France, 1982, 90 min) O. Ciné Cinémas 3
- 18.45 L'Honneur d'un capitaine ■ ■ ■
Pierre Schoendoerffer (France, 1982, 120 min) O. Cinéfaz
- 20.10 La Reine Margot ■ ■ ■
Patrice Chéreau (France, 1993, 160 min) O. RTBF 1
- 20.30 Les Oiseaux ■ ■ ■ ■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1963, 120 min) O. Ciné Cinémas 1
- 20.30 La Belle Image ■ ■ ■
Claude Heymann (France, 1951, 95 min) O. Ciné Classics
- 20.35 Mary à tout prix ■ ■ ■
Bobby et Peter Farrelly (Etats-Unis, 1998, 120 min) O. TSR
- 20.45 Un jeu risqué ■ ■ ■
J. Tourneur (EU, 1955, 85 min). TCM



- 22.10 Passion fatale ■ ■ ■
Robert Siodmak. Avec Gregory Peck, Ava Gardner (Etats-Unis, 1949, v.o., 120 min). TCM
- 22.30 La Chartreuse de Parme ■ ■ ■
Christian-Jaque (France, 1947, 165 min) O. Cinétoilette
- 22.40 Sonatine, mélodie mortelle ■ ■ ■
Takeshi Kitano (Japon, 1993, 95 min) O. Canal Jimmy
- 23.55 Tout l'or du monde ■ ■ ■
René Clair (France, 1961, 85 min) O. Ciné Classics
- 0.05 L'île au trésor ■ ■ ■
Raoul Ruiz (France, 1985, 115 min) O. Cinéstar 2
- 0.10 Champ d'honneur ■ ■ ■
Jean-Pierre Denis (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinémas 1
- 1.10 Le Canardeur ■ ■ ■
Michael Cimino (Etats-Unis, 1974, 115 min) O. Cinéfaz

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 17.10 Passions.
- 18.00 Sous le soleil.
- 19.00 et 1.50 Le Maillon faible.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Navarro. L'Encaisseur. O.
- 22.30 Ça vaut le détour. O.
- 23.40 Cavale criminelle. Téléfilm. Jeremiah Cullinane. O.
- 1.15 F1 magazine.
- FRANCE 2
- 17.15 La Famille Green.
- 18.05 Friends. O.
- 19.20 Hartley, cœurs à vif. O.
- 20.10 Secrets d'été.
- 19.45 L'Artiste de l'été.
- 19.50 Un gars, une fille.
- 20.00 et 23.55 Journal, Météo.
- 20.45 Urgences. La tempête O.
- 21.35 Trou perdu. O.
- 22.25 Accident de parcours. O.
- 23.10 Millenium. Lésions de guerre. O.
- 0.15 Musiques au cœur de l'été. L'Italienne à Alger. Opéra - bouffe de G. Rossini.

FRANCE 3

- 16.45 C'est toujours l'été.
- 18.25 Questions pour un champion.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Tout le sport.
- 20.15 Foot 3.
- 20.55 Chacun cherche son chat ■ Film. Cédric Klapisch.
- 22.30 Météo, Soir 3.
- 23.00 Vie privée, vie publique. Cherche maman désespérément.
- 0.50 Les Séries de l'été. L'Histoire secrète de la conquête spatiale.

CANAL +

- 16.40 La Muse ■ Film. Albert Brooks. O.
- En clair jusqu'à 20.10
- 18.10 Animasia. O.
- 18.40 Spin City. O.
- 19.00 Le Journal.
- 19.15 Best of Nulle part ailleurs. O.
- 20.05 Le Zapping.
- 20.10 Daria. O.
- 20.30 Le Talentueux Monsieur Ripley Film. Anthony Minghella. O.
- 22.50 Corridas. Soirée spéciale José Tomas.
- 0.30 Lundi boxe.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Séville, les galériens de la foi. Forum

MAGAZINES

- 14.15 Union libre. Best of. TV 5
- 16.10 Ushuaïa Nature. La vie malgré tout : Chili - Bolivie. LCI
- 17.00 Les Lumières du music-hall. Gilles Vigneault. Patricia Kaas. Paris Première
- 19.00 Archimède. L'alque qui tue. Le jardin de Darwin. Cancer et radiologie. Du maïs dans les pneus ? Gustav Weisskopf, inventeur de l'avion à moteur. Arte
- 19.15 Nulle part ailleurs. Best of. Canal +
- 19.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première
- 20.50 Zone interdite. Une vie de prince. M 6
- 22.15 Ça se discute. La religion conduit-elle toujours au bonheur ? TV 5
- 0.25 Rock Press Club. Que vaut le rock français ? Invités : le groupe Parabolium ; Benoît Sabatier ; Eric Dahan ; Patrick Eudeline ; Mélanie Bauer ; Christophe Compte ; Christophe Bastera. Canal Jimmy
- 0.30 Recto Verso. Avec Jeanne Moreau. Paris Première
- 0.50 Capital. Planète flambeurs. M 6

DOCUMENTAIRES

- 18.05 Odyssee sous-marin. Les voix de l'Océan. La Cinquième
- 18.25 L'Actors Studio. Norman Jewison. Paris Première
- 18.35 Perspectives américaines. [7/8]. De l'abstrait au pop art. Planète
- 19.00 Quinze jours en août, l'embellie. Histoire
- 19.30 Key West, des tarpons et des hommes. Planète
- 19.35 Brésil, pour une poignée d'Indiens. RFO Sat
- 19.50 Décisions secrètes. L'étrange voyage du général De Gaulle. Histoire
- 20.00 Gold ! Chercheurs d'or. La Chaîne Histoire
- 20.15 Reportage. Patron et bénévolisme social. Arte
- 20.30 Drum, un magazine contre l'apartheid. Planète
- 20.45 La Vie en face. Les Ouvriers de la terre. Arte
- 21.00 Ils ont fait l'Histoire. Au-delà de l'horizon. [8/9]. Vasco de Gama : les trésors de l'Inde. 21.55 Francis Ponge. [1/2]. Histoire

Le Monde TELEVISION

Radio Classique

20.40 Les Rendez-vous du soir : Alfred de Musset
Cloîtré dans sa chambre après sa rupture avec George Sand, Musset n'acceptait d'en sortir, dit-on, que si sa sœur lui jouait le Concerto en si mineur de Hummel. Il n'est pas sûr que sa célèbre liaison de l'hiver 1833-1834 ait suffi à faire du dandy rossiniste et byronien un mélomane averti. Ensemble, ils ont pu du moins écouter Liszt, s'étonner des extravagances de Berlioz.

Arte

- 20.15 Violence conjugale Puerta Del Sol : le 25 de chaque mois, sur la grande place de Madrid, des centaines de femmes manifestent contre la violence conjugale. Dans son reportage réalisé en 2001, Marie David souligne les lacunes de la justice espagnole en la matière. La violence conjugale étant au centre de tous les débats, dans ce pays volontiers taxé de « machiste », les associations féminines se démènent pour faire cesser de telles situations.
- 21.40 Comedia. Portrait de Christoph Marthaler. Arte
- 21.45 Enquête chez les requins. Odyssee
- 21.50 Le Syndrome de la Tchoukotka. [1/2]. Le bout du monde. Planète
- 22.00 Treks du monde. Descente du Gauley en rafting et le massif Sangre de Cristo à cheval. Voyage
- 22.10 Les Mystères de la Bible. L'ennemi perpétuel : les Philistins. La Chaîne Histoire
- 22.20 Que sont mes camarades devenus ? Planète
- 22.30 Correspondances. Aux frontières du sport. Voyage
- 22.55 Spetsnaz. [1/2]. Au cœur des S.A.S. russes. Histoire
- 23.00 Biographie. John Fitzgerald Kennedy junior, l'enfant d'un rêve. La Chaîne Histoire
- 23.00 Il était une fois le royaume d'Angleterre. Cinque Ports. Odyssee
- 23.05 Quatre saisons. Le réveillon. Festival
- 23.15 Rythmes Caraïbes. [8/10]. Martinique, le temps du zouk. Planète
- 23.40 Profession comique. Annie Cordy. Festival
- 23.45 Histoire du monde. Cinq cents ans d'histoire égyptienne. La Chaîne Histoire
- 23.45 Trahir Hitler au nom de l'honneur. Histoire
- 23.45 L'Ouest américain. [3/8]. La fièvre de l'or. Planète
- 23.50 Profils paysans. L'approche. Canal +
- 0.30 Enigmes et tragédies maritimes. Nelson à Trafalgar, une funeste victoire. La Chaîne Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 17.00 Cyclisme. Tour de Burgos (Espagne). 2^e étape : Covarrubias - Lagunas de Naita (158 km). Eurosport
- 20.30 Basket-ball. Tournoi féminin de Temple-sur-Lot (Lot-et-Garonne). France - Grèce. Pathé Sport
- 20.45 Football. Le Championnat du lundi. Arsenal - Leeds. Canal + Vert

DANSE

- 20.25 Sonata do mar. Chorégraphie de Janica Draisma et Albert Jan van der Stel. Musique de Cage. Mezzo
- 20.35 et 23.00 No More Play. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique d'Anton Webern. Par les Nederlands Dans Theater. Avec le Quartetto italiano. Musique : « Quatuor à cordes » opus 5. Mezzo

MUSIQUE

- 19.15 The 25 Years Concert. Par le groupe Embryo. 19.45 The 30 Years Concert. Muzzik

Arte

21.40 Comedia : Soirée Marthaler
Surdoué, excentrique, le metteur en scène baïois Christophe Marthaler, musicien de formation, chouchou des scènes germanophones, reste peu connu des Français. Les Suisses voient en lui leur prodige, et la critique internationale le reconnaît comme l'un des grands metteurs en scène du moment. En France, pourtant, il n'a encore que peu travaillé. Arte présente un portrait et une adaptation de *La Nuit*

MARDI 21 AOÛT

FILMS

- 21.00 Soirée spéciale grands chefs. Nuit italienne. Avec Bryn Terfel, baryton ; Sergei Larin, ténor ; Angela Gheorghiu, soprano. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. 22.50 Solti dirige le London Philharmonic Orchestra (2). Concert enregistré à Berlin, en 1997. *Symphonie n° 8* en fa majeur, op. 93, de Beethoven ; *Symphonie n° 1* en ut mineur, op. 68, de Brahms. Muzzik
- 23.15 Le Chevalier à la rose. Opéra de Strauss. Par l'Orchestre et le Chœur de l'Opéra d'Etat de Vienne, dir. Carlos Kleiber. Mezzo
- 0.45 Best of Montreux 2. En 1991. Muzzik

THÉÂTRE

- 22.40 La Nuit des rois (ou Ce que vous voudrez). Pièce de William Shakespeare. Arte

TÉLÉFILMS

- 17.40 Un amour qui tue. Simon Langton. [1/2]. Festival
- 20.30 Les Taupes-Niveaux. Jean-Luc Trotignon. Festival
- 20.45 Universal Soldier 2, frères d'armes. Jeff Woolnough. O. 13^{ème} RUE
- 22.35 Trafic explosif. Master Per. O. TF 6
- 22.55 L'Homme du président. Michael Preece. O. TF 1

SÉRIES

- 17.55 Le Clown. [2/2]. Vengeance masquée. O. M 6
- 18.05 Friends. [1/2]. Celui qui devient papa. O. France 2
- 18.55 Le Caméléon. Trahison. O. M 6
- 19.10 La Vie à cinq. Seconde chance. O. Téva
- 19.30 Frasier. Les visions de Daphné. Série Club
- 19.55 Homicide. La guerre est finie. Série Club
- 20.05 Madame est servie. Le grand secret. O. M 6
- 20.50 Wild Palms. Une vie sans histoires. O. Série Club
- 20.50 Ally McBeal. The Wedding (v.o.). O. Téva
- 21.25 The War Next Door. Un air de fin du monde (v.o.). O. Canal Jimmy
- 22.10 That '70s Show. Fez sort avec Donna (v.o.). O. Canal Jimmy
- 22.25 Le Dammé. Lovers. O. Série Club
- 22.30 Sex and the City. La baie des cochons mariés (v.o.). O. Valley of the Twenty-Something Guys (v.o.). O. Téva
- 0.00 New York District. Pardon aux innocents. 13^{ème} RUE
- 0.55 Chapeau melon et bottes de cuir. La poussière qui tue. Série Club

des rois, de Shakespeare. La nécessité, pour les spectacles de ce virtuose, d'être joués sur de vastes scènes est sans doute la raison majeure de cette absence sur l'Hexagone. Qu'il s'agisse d'œuvres de son cru (*Heure zéro*, *Le Voyage de Lina Bögli*, *Les Spécialistes*) ou de classiques (*Les Trois Sœurs*, de Tchekhov), par les décors qu'il fait vivre, Marthaler n'a pas son pareil pour restituer époques et atmosphères. Un rafraîchissement pour le théâtre contemporain.

FILMS

- 15.25 Champ d'honneur ■ ■ ■
Jean-Pierre Denis (France, 1987, 85 min) O. Ciné Cinémas 3
- 15.50 Les Zozos ■ ■ ■
Pascal Thomas (France, 1973, 105 min) O. Cinéfaz
- 15.50 L'Etoile du destin ■ ■ ■
V. Sherman (EU, 1951, 100 min). TCM
- 16.25 Les Iles ■ ■ ■
Iradj Azimi (France, 1982, 90 min) O. Ciné Cinémas 2
- 16.35 Complot de famille ■ ■ ■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, v.o., 120 min) O. Ciné Cinémas 1
- 16.45 La Chartreuse de Parme ■ ■ ■
Christian-Jaque (France, 1947, 165 min) O. Cinétoilette
- 16.50 Tout l'or du monde ■ ■ ■
René Clair (France, 1961, 90 min) O. Ciné Classics
- 17.05 Go Now ■ ■ ■
Michael Winterbottom (GB, 1996, 85 min) O. Cinéstar 1
- 18.20 Femme ou maîtresse ■ ■ ■
Otto Preminger (Etats-Unis, 1947, v.o., 95 min) O. Ciné Classics
- 18.35 Un roi sans divertissement ■ ■ ■
François Leterrier (France, 1963, 85 min) O. Ciné Cinémas 1
- 18.35 Les Oiseaux ■ ■ ■ ■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1963, v.o., 115 min) O. Ciné Cinémas 3
- 20.45 Vertes demeures ■ ■ ■
Mel Ferrer (EU 1959, 105 min). TCM



- 20.50 Les Ripoux ■ ■ ■
Claude Zidi. Avec Philippe Noiret, Thierry Lhermitte (France, 1984, 115 min). TF 1
- 22.15 Complot de famille ■ ■ ■
Alfred Hitchcock (Etats-Unis, 1976, 120 min) O. Ciné Cinémas 2
- 22.45 Des gens sans importance ■ ■ ■
Henri Verneuil (France, 1955, 100 min) O. Cinétoilette
- 23.40 La Grande Guerre ■ ■ ■ ■
Mario Monicelli (Italie, 1959, 130 min) O. Ciné Classics



- 0.25 Tintin et les oranges bleues ■ ■ ■
Philippe Condroyer. Avec Jean-Pierre Talbot, Jean Bouise (France - Espagne, 1964, 95 min) O. Cinétoilette
- 0.45 Jennifer 8 ■ ■ ■
Bruce Robinson (Etats-Unis, 1992, v.o., 120 min) O. Cinéstar 2
- 0.50 Mrs Dalloway ■ ■ ■
Marleen Gorris (GB - PB, 1997, 95 min) O. Ciné Cinémas 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1
- 13.50 Les Feux de l'amour.
- 14.40 Perry Mason.
- 16.20 Beverly Hills.
- 17.10 Passions.
- 18.00 Sous le soleil.
- 19.00 Le Maillon faible.
- 20.00 Journal, Tierscé, Météo.
- 20.50 Les Ripoux ■ Film. Claude Zidi.
- 22.45 Les Films dans les salles.
- 22.55 L'Homme du président Téléfilm. Michael Preece. O.
- 0.35 Les Truffés Film. Bernard Nauer.
- FRANCE 2
- 13.45 Maigret. O.
- 15.20 Planes et caméra.
- 15.40 L'As des privés. O.
- 16.30 Nash Bridges. O.
- 17.20 La Famille Green.
- 18.05 Friends. O.
- 18.30 Hartley, cœurs à vif. O.
- 19.20 Secrets d'été.
- 19.50 Un gars, une fille.
- 20.00 et 0.05 Journal, Météo.
- 20.45 Les Collègues Film. Philippe Dajoux.
- 22.28 et 1.05 L'Artiste de l'été.
- 22.30 Merci mon chien Film. Philippe Galland. O.
- 0.25 Conan. Les trois grâces. O.

FRANCE 3

- 13.25 C'est mon choix.
- 14.20 Frères de sang. Téléfilm. David Greene.
- 15.55 L'île fantastique.
- 16.45 C'est toujours l'été.
- 18.25 Questions pour un champion.
- 18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.10 Tout le sport.
- 20.20 C'est mon choix ce soir.
- 20.55 La Carte aux trésors.
- 22.55 Météo, Soir 3.
- 23.20 C'est l'histoire d'un mec. Hommage à Coluche.
- 1.10 La Case de l'oncle Doc. Quand les patrons rêvent.

CANAL +

- 13.35 Bulworth ■ ■ ■ Film. Warren Beatty. O.
- 15.20 Les gens qui s'aiment Film. Jean-Charles Tacchella. O.
- 16.45 Comme un voleur ■ Film. Scott Sanders. O.
- En clair jusqu'à 20.10
- 18.15 Animasia. O.
- 18.40 Spin City. O.
- 19.05 Le Journal.
- 19.15 Best of Nulle part ailleurs. O.
- 20.05 Le Zapping.
- 20.09 Rien que des monstres. O.
- 20.10 Daria. O.
- 20.35 Amy Film. Nadia Tass. O.
- 22.15 La Muse ■ Film. Albert Brooks (v.o.). O.
- 23.50 Profils paysans. L'approche. O.
- 1.20 Seinfeld. La brûlure. O.

ARTE

- 19.00 Nature. La Mort des récifs de corail.
- 19.45 Météo, Arte info.
- 20.15 Reportage. Violence conjugale. Ya basta !
- 20.45 Les Filles de la fortune ■ Film. Márta Mészáros (v.o.).
- 22.40 Court-circuit. *La Chambre des parents : Cendrillon à l'envers*. Pascale Breton. *0.20 Un château en Espagne*. Delphine Gleize.
- 22.50 Découverte Film. Jabez Burger (v.o.).
- 0.50 Arte info.

M 6

- 17.55 Le Clown. O.
- 18.55 Le Caméléon. O.
- 19.50 L'Été de Loana.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 Madame est servie. O.
- 20.40 Qui décide ?
- 20.50 On continue à l'appeler Trinita Film. E.B. Clucher. O.
- 22.55 « Il » est revenu. Téléfilm. Tommy Lee Wallace. [1 et 2/2]. O.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 19.00 USA, musiques nouvelles, expérimentation.
- 20.00 Alexandra David-Néel, itinéraire d'une femme libre.
- 21.00 Microfilms (rediff.).
- 21.40 C'est entendu !
- 22.10 Carnet de notes (rediff.).
- 22.30 Les Cinq Temps de l'amour.
- 23.30 A voix nue (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 18.07 Sur tous les tons.
- 20.00 Festival de Bayreuth. *La Walkyrie*. Opéra en trois actes de R. Wagner. Par le Chœur et l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Adam Fischer, Robert Dean Smith (Siegmund), Philip Kane (Hunding), Alan Titus (Wotan), Violeta Urmana (Sieglinde), Luana De Val (Brünnhilde).

RADIO CLASSIQUE

- 18.30 Intermezzo.
- 20.40 Les Rendez-vous du soir. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez. Œuvres de Stravinsky, Debussy, Boulez, Bartok.
- 22.05 Les Rendez-vous du soir (suite). Œuvres de Mozart, Beethoven, Brahms.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 Le Journal de la santé.
- 14.00 Les Géants du siècle.
- 15.00 La Terre en éruption.
- 15.55 Shibam.
- 16.50 C'est le goûter ! Les Frères Flub. 17.05 Alf.
- 17.30 100 % question 2^e

Le japonais Fujitsu veut supprimer 16 400 emplois

Le groupe prévoit 2,2 milliards d'euros de pertes

LES GROUPE d'électronique japonais n'échappent pas à l'esoufflement des ventes dans l'Archipel et aux Etats-Unis. Fujitsu, l'un des plus grands fabricants d'ordinateurs et de composants, a rendu public lundi 20 août un projet de 16 400 suppressions d'emplois dans le monde, soit près de 9 % de ses effectifs.

La nouvelle était attendue : fin juillet, le groupe avait chiffré le coût de sa restructuration à 3 milliards d'euros. Il avait aussi évoqué un plan de préretraite anticipée qui serait proposé aux 9 000 salariés japonais âgés de plus de quarante-cinq ans. Il aura fallu attendre trois semaines supplémentaires pour découvrir l'ampleur du plan de réduction d'effectifs. 5 000 salariés japonais devraient être touchés par ces mesures ; les autres suppressions d'emplois, soit 11 400, affecteront plus particulièrement les employés qui travaillent dans les autres pays asiatiques et aux Etats-Unis. Fujitsu a également annoncé qu'il mettait un terme à son activité de fabrication de disques durs pour les ordinateurs.

Le groupe, qui prévoit de finir l'année dans le rouge avec une perte de 2,2 milliards d'euros, a vu sa valorisation boursière fondre de près d'un quart depuis janvier. Il a été pris de court par les aléas conjoncturels. Il souffre du ralentissement brutal des ventes de composants pour les téléphones

mobiles, une de ses spécialités, et de la chute des prix. Un seul exemple : les mémoires flash présentes dans tous les téléphones portables ont vu leur prix chuter de 60 % en six mois, et Fujitsu anticipe une poursuite de cette dégringolade jusqu'en mars 2002.

La société nipponne, qui en Europe est alliée à l'allemand Siemens, est également secouée par la baisse du marché mondial de l'informatique. Enfin, elle tente de s'imposer sur le marché des infrastructures de téléphonie mobile UMTS, et a choisi de faire cause commune avec le français Alcatel, mais le duo n'a pour l'instant guère été couronné de succès.

Avec ce plan de restructuration, le japonais tente d'accélérer son virage vers le logiciel et les services. Une priorité affichée depuis 1998 en ligne avec le « modèle » IBM, mais ce plan ambitieux a tardé à se concrétiser.

Fujitsu n'est pas le seul groupe japonais pris dans les turbulences et engagé dans une logique de restructuration. Son concurrent NEC a annoncé, le 31 juillet, la suppression de 4 000 emplois. Sony, pour sa part, a laissé entendre qu'il allait réduire ses effectifs aux Etats-Unis. Quant à Toshiba, il pourrait se joindre au cortège de mauvaises nouvelles fin septembre.

Laurence Girard

► www.lemonde.fr/restructurations

Un enfant français de 7 ans s'est noyé dans une piscine d'un Club Med d'Athènes

L'accident s'est produit dans un bassin non surveillé et serait dû à un défaut du système d'évacuation

UN PETIT GARÇON français de sept ans, en vacances avec sa mère et ses grands-parents maternels dans un Club Méditerranée en Grèce, l'Athénia, s'est noyé, samedi 18 août, dans un des bassins de la piscine de l'établissement. L'enfant a été aspiré par une bouche d'évacuation de l'eau, dont la profondeur était à cet endroit de seulement 40 à 50 centimètres. Il semble qu'il s'est retrouvé collé au fond du bassin par la puissance de l'aspiration sur son maillot de bain, un boxer short. Il a été immédiatement secouru par un « GO » (employé) du Club et un « GM » (un vacancier), qui l'ont sorti de l'eau. Une infirmière a tenté en vain de le ranimer en dégageant ses poumons et en lui prodiguant des massages cardiaques.

Il a été ensuite transporté d'urgence à l'hôpital pour enfants d'Athènes, où il devait décéder à 19 h 15, selon la police grecque. « Les secours ont été très rapides. L'accident est survenu à 16 h 50. L'ambulance a pris en charge l'enfant à 17 h 15 », a déclaré à l'AFP un responsable de l'Athénia. Le corps du jeune garçon, dont la famille réside dans la région parisienne, devait faire l'objet d'une autopsie lundi 20 août, avant d'être rapatrié en France dès la fin des formalités légales en Grèce.

La police grecque a ouvert une enquête. Selon une source policière locale citée par l'AFP, des négligences pourraient être imputées

aux responsables du Club Med. Les dirigeants de l'Athénia ont été mis en demeure de fournir tous les permis nécessaires au fonctionnement des installations. Outre que l'accident s'est produit dans un bassin non surveillé, il pourrait être dû en partie, selon un témoin grec interrogé par une chaîne de télévision privée locale, Mega, à un défaut du système d'évacuation.

CONCEPTION ANCIENNE

Celui-ci n'était pas fermé hermétiquement sur cette piscine de conception ancienne, datant des années 1970. « A un moment, un des enfants, je ne sais pas comment, a délogé le couvercle de la bouche d'évacuation ; automatiquement, le système s'est mis en marche, et l'enfant (la victime) a été bloqué », a affirmé le témoin, présenté comme un employé du Club Med par la chaîne de télévision. Invoquant

d'autres témoignages, Mega a aussi affirmé qu'aucun technicien n'était présent pour fermer le système de pompage. Dimanche matin, le couvercle de la bouche avait été revissé.

Le procureur d'Athènes chargé de l'affaire, Isidore Doyakos, a ordonné l'arrestation du responsable grec de l'entretien de la piscine, qui a été interrogé dimanche au poste de police de Marathon. Le procureur souhaite également entendre le dirigeant français du Club Med pour la Grèce, qui n'était pas dans le pays au moment des faits. L'Athénia, un village familial de bungalows, a été inauguré au printemps par le Club Med près de Marathon, à une quarantaine de kilomètres au nord-est d'Athènes. Ce club, qui portait à six le nombre d'établissements du voyageur français en Grèce, a été aménagé sur des ins-

tallations existantes, reprises et rénovées par l'entreprise, dans le cadre du redéploiement des différents clubs par son PDG Philippe Bourguignon. Ce dernier, interrogé dimanche soir sur France 2, s'est déclaré « absolument abasourdi » par les circonstances de cet accident. « Les faits, c'est que cet enfant, avec d'autres enfants, était en baignade dans un bassin qui n'est pas sous encadrement », a-t-il indiqué.

Ce tragique incident pourrait remettre en cause la politique d'économies menée par M. Bourguignon depuis sa nomination à la tête du Club Méditerranée. Des économies qui ont visé notamment à supprimer des postes jugés non indispensables et à s'adapter aux législations locales lorsqu'elles sont plus avantageuses en termes de coûts. C'est ainsi que dans de nombreux villages de vacances du Club à l'étranger, les piscines ne sont pas gardées par des maîtres-nageurs, le Club se contentant de l'affichage de panneaux « Piscine non gardée » ou « Interdit de plonger ». « Les installations de cette piscine étaient conformes aux normes en vigueur en Grèce », a affirmé lundi au Monde un porte-parole du Club Med, confirmant les déclarations du chef du village l'Athénia. « Le GO qui est intervenu avait un diplôme de maître-nageur sauveteur », précise-t-il.

Pascal Galinier (avec AFP)

Un « GM » assigne un village de Djerba pour piscine dangereuse

Le 23 juillet, le Club Méditerranée a été assigné en justice par un « GM » (client), Jean-Richard Sulzer, alors en vacances dans le village tunisien de Djerba-la-Nomade avec ses deux filles, pour cause de dangerosité de la piscine. « Deux passerelles étaient utilisées par les enfants comme des plongeurs en eau peu profonde, d'où des risques de fracture cervicale. Le chef de village m'a dit : on est couvert, on a mis des écriteaux "Plongeon interdit" », a expliqué M. Sulzer au Monde. Le tribunal d'instance de Dijon, saisi immédiatement par son avocat, a rejeté le 27 juillet l'« injonction de faire » demandée par le requérant, au motif : « pas de justificatifs probants ». M. Sulzer n'exclut pas de faire appel, notant que le tribunal français « ne s'est nullement déclaré incompétent ».

Briare (Loiret) prend un arrêté de « couvre-feu » pour les mineurs

APRÈS ORLÉANS, Saint-Jean-de-Braye et Sully-sur-Loire, Briare est la quatrième ville du département du Loiret à instaurer un « couvre-feu » pour les mineurs de 13 ans, depuis le début de l'été. Un arrêté municipal a été pris par le maire, Jean Poulain, aujourd'hui élu divers gauche, après avoir été longtemps membre du Parti socialiste. La décision prise par le maire d'Orléans, déferée devant le tribunal administratif, avait été validée en appel par le Conseil d'Etat, en juillet, tandis que les arrêtés de Saint-Jean-de-Braye et de Sully-sur-Loire ont été cassés par le tribunal administratif.

DÉPÊCHES

■ **RAVE PARTY** : quelque 10 000 personnes continuaient dimanche 19 août à participer au Teknival 2001 commencée jeudi près de Florac (Lozère) et qui doit se terminer lundi matin. La fête s'est déroulée sans incident hormis l'hospitalisation, vendredi, d'un jeune homme victime d'une surdose de stupéfiants. Originaire de Marseille, il a dû être hospitalisé après être tombé dans « un coma profond ». Le Teknival a attiré jusqu'à 15 000 personnes dans la nuit de samedi à dimanche. La préfecture a mis en place un plan de circulation pour faciliter le départ des raveurs et annoncé que l'Etat prendrait en charge le nettoyage du terrain.

■ **PLONGÉE EN APNÉE** : le Français Loïc Leforme a amélioré de 2 mètres son record du monde de plongée en apnée version « no limit » en descendant à - 154 mètres, le 18 août, au large de Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes). Cette plongée, avec une gueuse pour la descente et un ballon gonflé pour la remontée, a duré 3 minutes et 15 secondes. La veille, le Monégasque Pierre Frolla avait battu de 7 mètres son record du monde de plongée en immersion libre en atteignant - 80 mètres en 2 minutes et 18 secondes à la seule force de ses bras.

■ **JEU DE DAMES** : le premier match homme-machine aux dames, qui a opposé, du 13 au 18 août à La Roche-sur-Yon, le onzième joueur mondial, le Sénégalais N'Diaga Samb, au meilleur logiciel actuel, Buggy (Le Monde du 14 août), a vu la victoire de l'humain sur l'ordinateur. N'Diaga Samb a gagné les deux sets, le premier par une victoire et deux nulles, le second au tie-break, après que les trois parties prévues se furent achevées par la nulle.

■ **LOTTO** : résultats des tirages n° 66 effectués le 18 août 2001. Premier tirage : 4, 6, 7, 25, 32, 46 ; complémentaire : 16. Rapports pour 6 bons numéros : 5 813 690 F (886 291 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 43 630 F (6 651 €) ; 5 numéros : 5 270 F (803 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 242 F (36,90 €) ; 4 numéros : 121 F (18,40 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 26 F (4 €) ; 3 numéros : 13 F (2 €). Second tirage : 2, 19, 21, 24, 27, 29 ; complémentaire : 16. Rapports pour 6 numéros : 6 292 180 F (959 237 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 46 970 F (7 008 €) ; 5 numéros : 5 730 F (874 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 238 F (36,30 €) ; 4 numéros : 119 F (18,10 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 26 F (4 €) ; 3 numéros : 13 F (2 €).

Tirage du Monde daté dimanche 19 - lundi 20 août 2001 : 640 064 exemplaires. 1-3

Une nouvelle technique ouvre la fécondation in vitro aux porteurs du sida

TOKYO

de notre correspondant

Des médecins japonais viennent d'expérimenter une nouvelle technique qui devrait permettre une fécondation in vitro avec le sperme préalablement assaini de porteurs du virus du sida. Cette méthode, expérimentée pour la première fois au Japon, pourrait, selon le docteur Koichi Takakuwa, de l'hôpital universitaire de Niigata (au nord de Tokyo), constituer une amélioration de techniques similaires employées en Europe. Celui-ci a indiqué à l'AFP qu'« il s'agit d'une première mondiale même si des pratiques similaires utilisant du sperme libéré jusqu'à un certain point du virus ont été menées en Europe, notamment en France et en Italie ».

Selon les médecins, les tests sanguins pratiqués sur les deux femmes qui devraient donner naissance à leur enfant en automne et au printemps prochain ont montré qu'elles n'avaient pas été infectées par le virus. Il n'y a pas de cas, précisent-ils, où un embryon est infecté quand la mère ne l'est pas. Quatre autres fécondations du même type ont été pratiquées à l'hôpital de l'université de Tottori (sud du Japon) mais on en ignore les résultats.

Les deux couples de Niigata sont âgés respectivement d'une trentaine et d'une quaran-

taine d'années. L'un des pères, hémophile, a contracté le sida à la suite de transfusions sanguines. Sur les 7 680 Japonais malades du sida ou porteurs du virus, 1 432 sont des hémophiles.

UN ESPOIR POUR BEAUCOUP DE COUPLES

La nouvelle technique a été développée par le docteur Hideji Hanabusa, chef du département d'hématologie de la clinique privée d'Ogikubo à Tokyo, en coopération avec la faculté de médecine de l'université Keio, dans le cadre d'un projet de recherche piloté par le ministère de la santé. Elle consiste à placer le sperme mélangé à des substances chimiques dans une centrifugeuse afin de séparer la semence du virus. Celle-ci est traitée une seconde fois pour ne conserver que les spermatozoïdes les plus actifs qui serviront à la fécondation in vitro. Cette méthode à laquelle les chercheurs japonais travaillent depuis plusieurs années réduit presque totalement le risque d'infection de la femme, affirment les médecins.

Dans un pays où l'insémination artificielle est encore peu répandue, cette nouvelle méthode donne espoir à beaucoup de couples qui ont renoncé à avoir un enfant en raison de l'infection du mari par le virus de l'immuno-déficience.

L'expérience française dans le domaine est ancienne et « est passée dans la routine en ce qui concerne la préparation des spermatozoïdes de l'homme infecté », a rapporté au Monde le docteur Marta de Almeida, attachée au service de biologie du développement du groupe hospitalier Cochin-Port-Royal-Saint-Vincent-de-Paul (chef de service, professeur Pierre Jouannet). La première précaution est que l'homme soit traité pour son sida et que sa charge virale soit réduite. « La préparation du sperme est alors peu différente de celle décrite par les Japonais. »

Après lavage pour éliminer le liquide séminal et les cellules non sexuelles, les spermatozoïdes subissent un test de migration pour sélectionner les plus mobiles, puis sont relavés et congelés en attendant le résultat de la recherche d'ARN viral dans un échantillon. Vérification de la disparition du virus faite, la fécondation peut avoir lieu par insémination ou fécondation in vitro par le sperme « sécurisé ». Depuis le 15 mai 2001, les couples dont un des membres est séropositif ont accès aux techniques d'assistance médicale à la procréation pour prendre en charge une infertilité du couple (Le Monde du 29 mai).

Philippe Pons
avec Elisabeth Bursaux

Sécurité renforcée dans les caisses d'épargne d'Ile-de-France

LA DIRECTION de la Caisse d'épargne a annoncé, samedi 18 août, un renforcement des mesures de sécurité dans 95 de ses agences d'Ile-de-France, une semaine après le hold-up de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), qui avait fait trois morts et six blessés par balles, samedi 11 août. Dès mardi, un vigile devrait donc être présent devant les établissements des départements des Yvelines, de Seine-Saint-Denis et du Val-d'Oise. Réclamée par les syndicats, la mise en place de ce dispositif a été décidée en urgence à la suite de l'attaque d'une autre agence de la

Caisse d'épargne du Val-d'Oise, samedi à Domont.

En début de matinée, deux individus casqués, gantés et armés de pistolets ont fait irruption dans la banque, où se trouvait une dizaine de personnes, et se sont fait remettre le contenu des coffres et des caisses, dérochant près de 60 000 F. Un client a été légèrement blessé d'un coup de crosse au visage, puis les malfaiteurs se sont enfuis à bord d'une moto.

Trois jours plus tôt, la direction avait décidé qu'un vigile surveillerait désormais les agences dépourvues de vitres pare-balles. A l'issue

de ce nouveau braquage, survenu dans une banque disposant de vitres spéciales, la Caisse d'épargne a donc souhaité élargir ce dispositif à l'ensemble des agences du nord de l'Ile-de-France.

RÉINSTALLER LA SÉRÉNITÉ

« A situation de crise, réponse de crise », explique Sylvie Lefoll, directrice de la communication à la Caisse d'épargne. « C'est bien sûr une question de sécurité, mais c'est aussi une mesure destinée à rassurer employés et clients, à réinstaller un peu de sérénité ». La société refuse pour l'instant de discuter

des failles éventuelles dans son dispositif de sécurité, alors que deux hold-up meurtriers se sont déroulés dans ses agences depuis le mois de janvier. Un employé avait en effet été tué lors d'une attaque à main armée à Saint-Etienne (Loire).

La commission de sécurité nationale de la Caisse d'épargne se réunira jeudi 30 août pour analyser les conclusions de l'enquête interne sur le hold-up de Cergy-Pontoise. Elle devra également décider si la présence de vigiles à l'entrée de ses agences doit être prolongée.

Révissez vos Classiques

REVISEZ CET ÉTÉ AVEC LE MONDE, FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL 50 CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE.

Stabat Mater
ANDREAS SCHOLL
BARBARA BONNEY

pergolèse | stabat mater | rousset

POÈME DE LA DOULEUR. 1736, Giovanni Battista Pergolèse achève son Stabat Mater. Il meurt quelque temps après, à l'âge de 36 ans. La légende qui affirma que l'œuvre avait été composée par le musicien sur son lit de mort. La vérité est plus noble encore car cette œuvre est un testament musical qui concentre toute la technique de l'art vocal de l'époque. C'est une véritable cantate italienne qui utilise le style galant, l'opéra buffa, presque le bel canto, des dissonances stupéfiantes... Plus qu'une œuvre religieuse, le Stabat Mater de Pergolèse est une fresque sur un poème de la douleur. Les voix de la soprano lyrique américaine Barbara Bonney et du contre-ténor allemand Andreas Scholl donnent une ampleur unique à cette œuvre qui est l'un des sommets du genre, fascinante par sa beauté.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Caroline Ostermann "Musique Maestro"